



Conseil de Métropole
Montpellier Méditerranée Métropole

Séance publique du
16/12/2015

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Je déclare ouverte la séance du Conseil métropolitain de Montpellier Méditerranée Métropole du mercredi 16 décembre 2015. Je vais demander à Monsieur Fabien Abert de nous rejoindre, en l'absence de Maud Bodkin, pour l'appel. Allez-y, Monsieur Abert.

Monsieur ABERT procède à l'appel.

Monsieur ABERT

L'appel est clos et le quorum est atteint.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Abert. Le quorum est atteint, nous pouvons donc valablement délibérer.

AFFAIRE N° 1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président

Je vais donc vous proposer l'ordre du jour qui comprend 115 affaires, avec deux rapports qui sont modifiés, les affaires 60 et 64 et deux affaires qui ont été ajoutées, la 114 qui concerne le développement économique et l'attractivité, puis l'affaire 115 qui est la modification de la représentation de la Métropole dans l'organisme extérieur OPH ACM. Je vous proposerai de passer cette dernière affaire présente, c'est-à-dire la 115, en troisième affaire de l'ordre du jour.

Qui est contre cette modification de l'ordre du jour ? Une contre. Qui s'abstient ? Adopté.

AFFAIRE N° 2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU 12 NOVEMBRE 2015

Monsieur le Président

L'affaire 2 est l'approbation du procès-verbal de la séance du 12 novembre 2015. Vous avez pris connaissance du procès-verbal. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Une abstention. Adopté.

AFFAIRE N° 115 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - OPH ACM – OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - REPRESENTANT – DESIGNATION

Monsieur le Président

Il s'agit de modifier la composition du Conseil d'administration d'ACM, avec le changement d'administrateur, Bernard Travier qui cède sa place à Philippe Saurel.

Avez-vous des observations à formuler sur cette proposition ? Madame Jamet.

Madame JAMET

Ma question est : pourquoi ?

Monsieur le Président

Parce que. C'est la réponse.

Madame JAMET

Je vois que l'on est dans l'air du temps et que l'on continue l'exercice de la démocratie et du processus de la discussion et du débat. Bravo !

Monsieur le Président

Je mets aux voix la proposition. Qui est contre ? Cela me fait plaisir de voir que vous soutenez Monsieur Travier, vous qui l'avez tant combattu ! Abstentions ?

Madame JAMET

Je ne l'ai jamais combattu. Moi, contrairement à lui, je ne fais jamais d'attaques personnelles, je parle de politique.

AFFAIRE N° 3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Avez-vous des observations à formuler sur toutes les affaires et les décisions qui sont prises dans cette délibération. Pas de demande d'intervention.

Je mets aux voix. Contre ? Une contre. Abstentions ? Adopté.

AFFAIRE N° 4 : HORS COMMISSION - ACCORD-CADRE DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET TOULOUSE METROPOLE – APPROBATION

Monsieur le Président

Je vais demander à François Chollet, Adjoint au Maire de Toulouse et Vice-Président de Toulouse Métropole, ainsi qu'à Max Lévit, 1^{er} Adjoint au Maire de Montpellier et Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole de venir nous rejoindre à la tribune.

Vous le savez, avec la capitale Régionale, Toulouse, Montpellier, Métropole de la Méditerranée, entretient un dialogue fructueux. Nous l'avons mis en place, avec Jean-Luc Moudenc, Président et Maire de Toulouse, dès nos prises de fonctions à la tête des deux Villes et des deux Métropoles et nous poursuivons par un accord-cadre qui a été négocié à la fois par François Chollet pour la Ville de Toulouse et sa Métropole et par Max Lévit au titre de la Métropole, en les remerciant d'être là tous les deux et pour tout leur travail. Je vais leur donner la parole en vous signifiant que le cadre général de cet accord sera signé, lors d'une signature officielle par Jean-Luc Moudenc et moi-même, au début du mois de janvier, comme nous nous en sommes entretenus au téléphone il y a quelques jours seulement.

Monsieur CHOLLET

Monsieur le Président, merci infiniment de nous accueillir, d'accueillir la Métropole Toulousaine ici dans cette enceinte. Je dois vous dire que cela fait maintenant près d'un an que nous avons travaillé avec Max Lévit, avec vos services, avec certains élus aussi, à cet accord-cadre et la première impression qui est la nôtre est que votre anticipation était la bonne, à vous-même et à Jean-Luc Moudenc. Elle était la bonne parce que nous avons appris à nous connaître, parce que nous avons appris à discuter, puis parce que nous avons identifié certains points qui étaient des points finalement de convergence. Votre idée de faire en sorte que les deux Métropoles se parlent et soient plus complices que concurrentes était probablement la bonne.

Nous avons identifié, comme je le disais, certains points sur lesquels nous allons pouvoir, je pense, collaborer. Nous avons identifié aussi peut-être un comportement commun qui pourrait être celui des deux Métropoles vis-à-vis de l'État et de la Région. Ceci est consigné dans le rapport qui vous est remis ce soir, je pense qu'il y a là un élément que nous pensons fondateur et propice à des lendemains fructueux.

Monsieur le Président

Merci, François Chollet. Max Lévit.

Monsieur LEVITA

Cet accord-cadre vient d'une double constatation. Premièrement, nous avons une nouvelle organisation territoriale qui se marque par une nouvelle Région qui a été agrandie et par la création de deux nouvelles Métropoles. Quelles seront les relations entre la nouvelle Région et les deux Métropoles ? Au-delà, quelles seront les relations entre la Région et les autres Communautés d'Agglomération ? Quel sera le fonctionnement entre ces deux niveaux de responsabilité ? Est-ce que l'on sera sur le modèle typiquement français du centralisme, plus ou moins démocratique ? Est-ce que l'on sera sur un modèle décentralisé, sur un modèle fédérateur ?

Il se trouve que les deux Métropoles, Montpellier et Toulouse, sur la position qui a été adoptée par les deux Présidents, Jean-Luc Moudenc et Philippe Saurel, ont une position commune. Elles veulent être entendues dans l'élaboration et le contenu du futur schéma Régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation. Elles veulent être entendues dans le schéma Régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires. Puis, plus spécialement pour nous, Métropole de Montpellier, nous voulons être entendus dans le contrat de plan Etat/Région. Elles veulent également être entendues dans la réalisation de la politique européenne de cohésion économique et sociale.

Dans l'accord-cadre qui vous est soumis ce soir, vous avez pu constater que de nombreuses thématiques ont été balayées, allant du développement économique à la culture en passant par la mobilité, le rayonnement international, domaines sur lesquels nous avons souhaité identifier des champs d'actions, investir en commun parce qu'ils sont porteurs de véritables complémentarités.

Mesdames et Messieurs mes chers collègues, dans le contexte de réforme territoriale et donc de tension sur les finances locales que nous traversons, nous croyons que nous pouvons relever les défis qui nous attendent si nous savons faire preuve d'audace et si nous savons nous affranchir des cadres politiques préétablis. En somme, il nous faut faire confiance à la République d'en bas, à cette intelligence territoriale qui n'a pas de

couleur politique, qui n'a pas de frontière administrative. C'est le sens et l'esprit de la dynamique que nous essayons d'impulser au travers de cet accord-cadre de partenariat.

Permettez-moi de remercier Monsieur François Chollet pour sa compétence, son ouverture, sa courtoisie et sa disponibilité. Permettez-moi de remercier aussi les Vice-Présidents qui ont participé à l'écriture de cet accord-cadre, puis également nos deux sherpas, Pierre-Emmanuel Reymund en ce qui vous concerne et Domitien Détrie, qui nous ont accompagnés au quotidien pour l'écriture de cet accord-cadre. Il nous reste à souhaiter longue vie à la coopération entre Montpellier Méditerranée Métropole et Toulouse Métropole, les deux Métropoles sœurs pour l'avenir.

Monsieur le Président

Merci, Max. je voudrais apporter un complément au Conseil de Métropole, vous dire que les deux Conseils de Développement, celui de Madame Jaillet et celui de Madame Vidic, ont déjà très largement commencé leur travail en commun. Cela est de bon augure pour tout ce qui concerne le développement économique et la liaison avec l'ensemble des acteurs économiques des deux territoires qui sont en capacité aujourd'hui de pouvoir s'aligner, travailler ensemble et se connaître. C'est le premier acte qui est tout simple, mais qui est tellement important.

Le débat est ouvert. Je prends les demandes de parole. Madame Jamet, Madame Brissaud, Monsieur Moure, Monsieur Revol, Monsieur Rouilleault, Monsieur Audrin et Monsieur Grand. La parole est à Madame Jamet.

Madame JAMET

Monsieur le Président, mes chers collègues, dans le cadre de cet accord-cadre de partenariat que vous nous présentez, une question me vient à l'esprit. Je me demande comment on peut aborder ce sujet sans prendre la peine de faire les commentaires habituels, notamment relativement à l'actualité Régionale, nationale. Vous n'êtes jamais avare de commentaires lorsqu'il s'agit de féliciter et de s'auto-congratuler s'agissant des Départementales. Là, je pense que vous auriez pu prendre la peine de féliciter ceux qui ont réussi à passer le processus démocratique vicié par l'actualité nationale, avec votre ami Monsieur Valls qui a pratiqué une politique de terreur, et ce d'autant plus que les résultats de ces Régionales sont incontournables par rapport à la problématique que vous soulevez.

Quand je vous dis que vous parlez de mondialisation et d'élargissement de l'Union européenne et que vous nous expliquez que le cadre de la France évolue et a été bouleversé, il faut quand même rappeler que ce cadre n'est pas une fatalité, mais est une politique, un choix qui a été imposé par l'Union européenne, un choix qui a été admis et auquel l'UMPS s'est soumis. L'organisation territoriale dont vous parlez n'est pas tombée du ciel. C'est une volonté politique qui a été faite avec l'UMP et avec le PS.

Je reviens encore sur ce que j'ai dit dès le début, sur ce que nous avons soulevé concernant le débat de cette Métropole, de cette Région fusionnée, de ces Régions qui se veulent européennes et qui aspirent à devenir des baronnies. Nous avons soulevé le problème de la proximité ; je soulève aussi le principe selon lequel cette réforme territoriale et l'architecture territoriale que vous décrivez contribuent simplement à détruire la Nation et rien moins.

Quand vous parlez de large processus de concertation, je vous rappelle que nous vous avons demandé à cor et à cri un référendum. Cela n'a pas été le cas. Donc, ne nous parlez pas de concertation.

Monsieur le Président

Madame Jamet, vous étiez contre la réforme territoriale. C'est ça ?

Madame JAMET

Oui, c'est ce que je suis en train de vous expliquer.

Monsieur le Président

Pourquoi avez-vous été candidate alors ?

Madame JAMET

Attendez ! Pour vous, c'est la politique de la chaise vide. Vous, vous étiez pour la fusion.

Monsieur le Président

Oui. Pourquoi avez-vous été candidate alors que vous étiez contre ?

Madame JAMET

Pourquoi continuez-vous de la soutenir, alors que je suis en train de vous expliquer, comme je l'ai dit depuis le début, que Toulouse allait avaler Montpellier ? Vous essayez de vous battre désespérément contre ce qui

est inéluctable. Sans vouloir faire offense à cette personnalité que vous avez invitée, on n'insulte pas ses invités, mais je crois que nous allons être les dindons de la farce. Quand vous nous expliquez que la marmotte va mettre le papier dans le chocolat et que l'on va avoir des positions communes respectueuses, du poids, des responsabilités, etc. cela nous fait doucement sourire. Cette espèce d'angélisme finit d'ailleurs par m'effrayer. Je vous rappelle quand même, quoi que vous puissiez en dire et quoi que vous puissiez penser, il n'y aura pas de super Région avec deux Métropoles ; il n'y en aura qu'une. Il n'y aura pas de véritable équilibre territorial, il y aura une Métropole et des territoires désertifiés et des services publics qui disparaîtront. Le partenariat que vous qualifiez de constructif avec la nouvelle Région... On a vu et on verra. Je tiens quand même à vous rappeler que vous parlez du contrat de plan État/Région qui doit se faire dans l'affirmation et l'abnégation, sans couleur politique, etc. mais que Monsieur Alary vous a claqué le bec ! Je ne crois pas que Madame Delga soit finalement aussi bien disposée à votre égard. Quand vous prenez l'État et la Région comme principaux acteurs et soutiens de votre politique et de vos aspirations, je vous rappelle que l'État n'a plus d'argent et que c'est l'Europe qui va vous dicter ses directives. Au regard du résultat des élections, même sans vouloir faire trop de politique, nous ne pouvons pas en faire abstraction, Madame Delga n'aura pas la main sur l'administration Régionale. C'est une autre main de fer qui la tiendra. Madame Delga n'est même pas sûre d'avoir l'Assemblée Régionale.

Monsieur le Président

Madame Jamet, vous le lui direz à l'Assemblée Régionale. Nous ne sommes pas à l'Assemblée Régionale ici.

Madame JAMET

Je vous le dis, écoutez-moi. Car fort de cela, je pense que s'il y a une chose qui va perdurer, qu'elle n'oubliera pas et qu'elle saura faire, ce sera vous régler votre compte, après tout ce que l'on a vu et tout ce que vous vous êtes fait. On y revient toujours et cela a été le degré zéro de la démocratie, de la programmatique et de cette campagne électorale où personne n'a parlé des vrais problèmes, où on a été dans le déni de la réalité et le déni de la démocratie. Ce qui est triste aujourd'hui, c'est que tout cela va se régler sur des querelles d'ego, sur des problèmes de personnes. Ni l'un ni l'autre n'a été élu avec ses électeurs ou avec son projet, mais par défaut. S'il y a une chose dont je suis convaincue, c'est que Montpellier sera la première victime de cette politique qui n'en est pas une, politique politicienne et de cuisine politicarde. Ceci étant, je soulève une dernière chose. Finalement, le grand absent de ce partenariat, de ce grand débat, de la campagne et aujourd'hui de ce rapport que vous nous proposez, c'est l'équilibre des territoires. Que ce soit entre Montpellier et Toulouse, c'est une chose, mais il ne faut pas oublier non plus les zones rurales.

Monsieur le Président

Merci, Madame Jamet. Madame Brissaud.

Madame BRISSAUD

Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais intervenir sur cet accord-cadre parce qu'il me semble qu'en dehors des grands principes qui sont tout à fait louables de vouloir un partenariat entre les deux grandes Métropoles de cette nouvelle Région, il y a tout de même quelques points à préciser, notamment sur la partie relative aux transports. Bien entendu, dans le cadre d'un accord de partenariat, on ne peut pas ne pas parler des transports.

Sur les lignes à grande vitesse, je suis tout à fait d'accord pour renforcer le pôle Toulouse-Montpellier parce que je pense que selon l'actualité, c'est vraiment l'axe qui va être prioritaire. Quoi qu'on en dise, il faut absolument le renforcer. Par contre, pour Toulouse-Narbonne, je suis un peu plus sceptique, notamment en ce qui concerne les financements. Quelle part la Métropole de Montpellier peut prendre dans ce financement ? Où allons-nous chercher ces financements sachant que je pense que cette campagne que vous avez menée quand même affaibli l'image de Montpellier dans la grande Région ? Ici, il y aura quand même quelque chose à faire pour recrédibiliser notre Métropole. Concrètement, à part des déclarations d'intérêt, quelle est notre marge de manœuvre ? Monsieur le Président, comment allez-vous vous y prendre pour redonner à Montpellier toute sa crédibilité et sa légitimité dans cette nouvelle Région ?

Ensuite, en parlant du développement économique, concrètement là aussi, ce n'est pas très clair pour ce qui est des différentes compétences dont vous nous avez parlé pour donner un axe prioritaire sur des grands piliers, comme la santé, l'eau, le tourisme, les nouvelles technologies. Comment cet accord pourrait mettre en avant la Métropole de Montpellier sur des dossiers qui nous sont propres ? Est-ce que nous aurons une

spécificité affirmée dans ces domaines ? Ou est-ce que ce sera partagé avec Toulouse ? Là encore, comment rivaliser contre la Métropole de Toulouse qui a elle-même un Président bien plus légitime et bien plus compétent que vous-même ? Il faut le dire quand même, en matière économique.

Monsieur le Président

Je vous rappelle que vous avez voté pour moi. Merci !

Madame BRISSAUD

Voter pour vous ? Mais quand ? Je ne pense pas que j'aie voté pour vous. En ce qui concerne les négociations, parfois, il vaut mieux avoir négocié avant de finaliser une fusion et obtenir ce qui est bien pour les Montpelliérains plutôt que de partir dans des aventures personnelles. Aujourd'hui, Montpellier est affaibli par cette campagne.

Monsieur le Président

Madame Brissaud, ne m'obligez pas à sortir les scores !

Madame BRISSAUD

Allez-y parce que franchement, vous avez bien ridiculisé Montpellier.

Monsieur le Président

Je n'ai pas envie de semer la zizanie parmi tous nos collègues ici qui sont venus dans un esprit de consensus sur un certain nombre de problèmes importants pour les Montpelliérains et les habitants de la Métropole. Ne m'obligez pas à sortir les résultats du premier tour des Régionales, s'il vous plaît ! Soyez gentille, épargnez-moi cela.

Madame BRISSAUD

Vous pouvez les sortir parce que sincèrement, personne n'a à envier personne dans cette histoire.

En revanche, en ce qui concerne les différents piliers, comment voyez-vous cet accord-cadre ? Qu'est-ce qui fait que les spécificités de Montpellier que vous avez revendiquées et sur lesquelles vous vous êtes positionnés vont pouvoir être respectées, notamment lorsqu'on voit que le message n'est pas très clair ? Nous en parlerons tout à l'heure sur certains autres points.

En ce qui concerne la santé par exemple, quels investissements allons-nous faire ? Où allons-nous chercher des crédits ? Est-ce que l'on pourra devenir la capitale Régionale de la santé comme vous nous l'aviez promis ? Ou est-ce que cela va être également remis en cause par les différents événements que nous avons cités ?

Ensuite, pour terminer sur une bonne note, j'aimerais proposer quelque chose. On voit que dans un accord, on peut proposer des économies, on peut essayer de profiter de cette fusion et de la force de nos deux Métropoles pour arriver à impulser une orientation vers l'économie. Je pense notamment à une mutualisation de l'achat public. Est-elle envisagée ? Est-elle possible ? Est-ce que l'on pourrait porter ce projet et pourquoi ne pas inclure toutes les communes des deux Métropoles dans ce projet, comme le fait l'UNIHA, l'Union des hôpitaux pour l'achat, par exemple qui a réussi en dix ans à faire 900 millions d'euros de gains sur achats ? Pourquoi ne pas créer une centrale d'achats commune aux deux Métropoles et aux communes de la grande Région plus largement ?

Monsieur le Président

Donc, si j'ai bien compris, cet accord ne vous plaît pas.

Madame BRISSAUD

Je ne le trouve pas complet.

Monsieur le Président

Vous voterez contre.

Madame BRISSAUD

Non, je ne voterai pas contre parce que je considère que Montpellier doit être présent.

Monsieur le Président

Ça va alors, vous êtes rachetée.

Madame BRISSAUD

Je propose des choses, j'espère que vous saurez en tenir compte, voire amender ce contrat. Ce n'est pas impossible. Monsieur pourra d'ailleurs peut-être nous répondre en ce qui concerne cette centrale d'achats.

Enfin, sur la culture, on peut dire aussi un petit mot. Quand on parle de mutualisation, est-ce que tout va être mutualisé ? Pourquoi ne pas proposer aussi une mutualisation des directions, comme celle des orchestres ou

de l'opéra ? Notamment pour arriver à conserver des opéras et des orchestres de qualité, plus de spectacles, une meilleure rémunération de nos artistes et de nos techniciens. Ce sont des questions qui restent ouvertes. Merci, Monsieur.

Monsieur le Président

Merci, Madame Brissaud. Monsieur Moure.

Monsieur MOURE

Monsieur le Président, chers collègues, cet accord-cadre entre les deux Métropoles de Montpellier et de Toulouse, dans le prolongement de mes précédentes interventions sur l'évolution de la réforme et de la place de Montpellier, maintenant conjointement avec Toulouse, vous ne serez pas surpris que je le trouve tout à fait logique. Il me paraît important à mettre en place pour différentes raisons. D'une part, dans la territorialité que représente chacune des deux Métropoles, il y a beaucoup de collectivités. D'où l'intérêt également de travailler en proximité avec les collectivités qui sont membres de chacune de ces Métropoles. D'autre part, il permet de peser vis-à-vis de l'institution Régionale, vis-à-vis également d'une autre proximité qui est celle du Département, les vrais problèmes de fond auxquels sont confrontés nos concitoyens et la société qui est en pleine évolution.

Plutôt que de s'opposer, tel qu'on a pu le faire, en l'occurrence entre Montpellier et Toulouse, il me paraît cohérent que l'on essaie de jouer en bonne complémentarité par rapport aux spécificités de l'une ou de l'autre qui souvent, se caractérisent par des traits communs. Il faut que l'on bonifie ces traits communs, de manière à pouvoir jouer sur un terrain d'efficacité par rapport aux enjeux du XXI^{ème} siècle. Il y a différents points : la relation avec la périphérie qui est la nôtre, Barcelone. Vous parlez du triangle Barcelone-Toulouse-Montpellier, mais il y a aussi des liens avec la Région voisine, il y a les problématiques de l'eau, les problématiques de transport, les problématiques de santé, la numérisation, tout ce qui fait que les Métropoles que nous sommes au sein de cette Région ont un rôle de levier, d'entraînement de la totalité du territoire de la nouvelle Région Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées, Midi-Pyrénées Languedoc-Roussillon – je ne sais encore de quel vocable elle sera affublée à l'issue du vote du prochain Conseil Régional.

Il me paraît aussi important de signaler que dans la gouvernance liée au prolongement de la réforme entre les différentes institutions – l'exemple du contrat de plan Etat-Région en est un – cet accord-cadre est un élément qui permet sans aucun doute de débloquent des situations d'éventuelles tensions, d'incompréhensions ou de rapprochements nécessaires par rapport aux points de vue. Cela me paraît tout à fait évident. Là, nous ne sommes pas dans le détail de telle ou telle ligne, nous verrons par la suite ce que doivent représenter, ce que constituent Toulouse et Montpellier au sein de l'ensemble de la grande Région en devenir dont je rappelle que du point de vue population, elle a une certaine importance, mais qu'elle raterait son objectif si elle ne s'appuyait pas sur une identité face aux grandes questions de l'avenir telles que les voient et les perçoivent les Métropoles. L'accord de partenariat me paraît tout à fait salubre pour exister au sein de la gestion d'une grande Région. La loi de réforme territoriale l'a prévu, a précisé que les Métropoles avaient voix au chapitre dans la définition notamment de ce qui est le fond des contrats de plan Etat/Région. C'est une manière, pour les lendemains qui viennent, d'assurer aux populations de ce territoire et à l'ensemble des populations de la grande Région quelque chose de beaucoup plus positif. Allons à l'essentiel, allons au concret, allons également sur les vrais problèmes qui ont été parfois loin des débats que j'ai pu observer dans le cadre de la récente élection Régionale. Il y a quatre ou cinq questions clés qu'il faudrait traiter et je crois que cet accord de partenariat permettra de les évoquer.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Moure. Je rajoute Julie Frêche qui a demandé la parole. René Revol.

Monsieur REVOL

Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Président Chollet, nous vous remercions de participer à nos débats. Mes chers collègues, je pense que l'on ne peut que se féliciter du fait que deux Métropoles dans une Région décident d'un partenariat pour ne pas se faire compétition, mais pour planifier ensemble leur développement. Nous n'y sommes pas habitués, mais d'autres Régions, parfois d'anciennes Régions, ont eu deux Métropoles et ces deux Métropoles ont pu se développer. Il n'est pas nécessaire qu'une Métropole soit capitale Régionale pour qu'elle ait une stratégie de développement. On peut penser à Grenoble, Lyon et à d'autres exemples.

A partir de là, nous devons réfléchir à la façon d'agir, pour y compris remédier aux défauts de la loi NOTRe et de la loi MAPTAM puisque ces lois n'ont pas prévu que les Métropoles et les Agglomérations également aient la possibilité d'avoir un partenariat structurel dans le cadre du développement Régional. Si par exemple, elles sont consultées sur le contrat de plan Etat/Région, vous demandez, dans l'accord-cadre, qu'elles soient associées à différents schémas, notamment au schéma de développement durable et cela n'est pas prévu par la loi. Cela doit donc être obtenu et j'approuve cette demande pour qu'une vision cohérente du développement soit portée.

Personnellement, pour ce qui est de la compétence qui est la mienne au niveau de cette Métropole, sur l'eau, Montpellier est un pôle de la recherche, un pôle de l'action publique pour l'eau et nous sommes prêts à travailler très étroitement avec Toulouse à qui nous pouvons apporter quelque chose, de la même manière que Toulouse peut, dans d'autres champs de compétences, nous apporter quelque chose. Ce type de collaboration est à mettre en œuvre, dans l'année qui vient, d'une manière systématique.

Ceci dit, je voudrais exprimer mon inquiétude sur un point. L'entente des deux Métropoles pour organiser leur développement commun peut avoir un effet négatif auprès des autres territoires. Nous sommes à nous deux un peu plus d'un million d'habitants, mais dans notre Région, il y en a entre cinq et six millions et nous avons des territoires, des territoires périurbains, des territoires urbains délaissés, des territoires ruraux délaissés. Je me demande donc s'il ne faudrait pas que nos deux Métropoles prennent l'initiative de s'adresser à la Région pour que soit mis en place un véritable parlement des territoires qui permette aux différents territoires d'être représentés de manière égale. Comme ici dans notre Métropole, lorsqu'on fait la Conférence des Maires, un Maire, une voix, quel que soit le nombre d'habitants. Si cette conception pouvait se développer au niveau de la Région, certaines parties de cette Région se sentiraient moins délaissées et il serait tout à l'honneur des plus grandes Métropoles de prendre l'initiative d'une telle représentation. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, René, merci Monsieur le Maire de Grabels et Vice-Président. Deux mots simplement pour dire que je partage totalement ce point de vue. Nous avons créé, en même temps que nous créons la Métropole de Montpellier, un parlement des territoires sur les cinq départements et sur 52 communautés de communes. Toulouse a également un pôle métropolitain qui s'appelle « Le dialogue métropolitain ». Ceci dit, même si nous pouvons élargir à souhait la collaboration ou la coopération, elle ne peut se faire que dans un cadre associatif, voire collaboratif non institutionnel, sans pouvoir ajouter une feuille supplémentaire au millefeuille territorial. Sur le principe, c'est évidemment de cette manière qu'il faut faire. C'est exactement d'ailleurs ce que j'avais proposé dans ce cadre : organiser un premier parlement Régional citoyen qui ne laisse aucun territoire au bord du chemin et qui permette à chacun d'être représenté (13 départements). Nous sommes bien obligés de revenir à la départementalisation, puisque le schéma même de l'élection Régionale nous pousse à revenir à un échelon départemental puisque l'entrée politique de cette élection était des listes départementales. Je partage donc votre point de vue à 100 %.

Monsieur ROUILLEAULT

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues, cette délibération, qui concerne l'accord-cadre entre les deux Métropoles et leurs relations avec la nouvelle grande Région, a évidemment une résonance particulière au lendemain même des élections Régionales et à la veille de l'élection de la future Présidente de la Région. Carole Delga a fait une campagne dynamique, courageuse, dans un contexte national sur lequel je ne reviendrai pas et qui était évidemment très difficile. Je ne reviendrai pas non plus sur le premier tour. Au second tour, elle a fait une progression très spectaculaire, soit 20 % sur l'ensemble de la grande Région, 40 % sur Montpellier, ce qui est tout à fait exceptionnel. Je me félicite que vous aviez annoncé que vous alliez voter pour elle au second tour et que vos électeurs, qui étaient nombreux dans la Métropole, aient pris massivement la direction de ce vote. Maintenant, la campagne électorale est terminée et je pense qu'il est important que les deux Métropoles travaillent, travaillent, comme l'a dit René Revol, également avec les autres territoires et travaillent bien entendu avec Carole Delga et la grande Région.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Rouilleault, pour votre intervention. Je donne la parole à Monsieur Jean-François Audrin, Vice-Président et Maire de Saint Georges d'Orques.

Monsieur AUDRIN

Monsieur le Président, chers collègues, comme vous l'avez dit, les élections sont terminées et j'en suis ravi, nous allons pouvoir continuer à encore mieux travailler sans être parasités par des scrutins et des dates électorales. Je trouve que l'accord-cadre est justement un bon début pour commencer à travailler et continuer à travailler en bonne intelligence avec Toulouse. En tant que Vice-Président de la Métropole et Conseiller Régional, je voudrais vous dire à tous que vous pouvez compter sur moi pour être ce trait d'union nécessaire au bon fonctionnement entre ces institutions.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Audrin. Julie Frêche.

Madame FRÊCHE

Bonsoir. Monsieur le Président, Messieurs les Vice-Présidents, Messieurs les Conseillers communautaires, je pense que cette délibération est un point de départ extrêmement positif. Je pense qu'il y a deux axes de travail dans le cadre de cette nouvelle grande Région. D'une part, on sort de la concurrence des territoires. Ce pouvait être un frein lorsqu'il y avait une concurrence d'échelle entre l'ancienne Région Languedoc-Roussillon et l'actuelle Métropole. Elle n'aura plus lieu d'être dans la mesure où la nouvelle échelle de la grande Région positionne forcément différemment le nouvel exécutif. La contrainte principale est d'éviter à tout prix une concurrence entre la Région et le duo métropolitain Toulouse Métropole et Montpellier Métropole. Il peut y avoir deux axes de travail, d'abord un axe sur les complémentarités entre les domaines que nous partageons entre les deux Métropoles, mais il peut y avoir aussi des trajectoires différenciées, comme Nice et Marseille l'ont très bien fait dans le cadre de la Région PACA qui n'a pas bougé.

Je crois que cela pose quand même la question de Montpellier vis-à-vis de Toulouse parce qu'il ne faut pas se voiler la face. La dynamique de Toulouse n'est pas celle de Montpellier. Montpellier reste une Métropole attractive, mais je crois que la question de son périmètre pose problème. C'est d'ailleurs relevé dans toutes les études qui montrent que le périmètre de Montpellier n'est pas à la hauteur de ses ambitions. Nous sommes la Métropole la plus petite de France. D'ailleurs, la DATAR l'a systématiquement relevé. Suite au schéma départemental de la coopération intercommunale, le Préfet fait des préconisations extrêmement intéressantes de ce point de vue et le changement d'échelle de la grande Région va aussi interroger sur les portes d'entrée de cette nouvelle grande Région. Aujourd'hui, nous avons cinq aéroports dans l'ancienne Région Languedoc-Roussillon. Quid du futur aéroport qui n'est pas sur le territoire de Montpellier Métropole ? Quid de l'ouverture vers la Méditerranée ? Vu la situation et le contexte, il est vraiment dommage de ne pas avoir continué le projet sur le musée de l'histoire de la France et de l'Algérie qui aurait pu vraiment être un fer de lance de débats et de dialogue pour faire dialoguer les deux côtés de la Méditerranée. Aujourd'hui, dans le cadre de cette nouvelle grande Région, cette ouverture à la Méditerranée est un atout qu'a Montpellier dont bénéficiera également Toulouse. C'est une porte d'entrée aéroportuaire, une porte d'entrée avec l'ouverture sur la Méditerranée, une porte d'entrée avec la LGV. Il est évident que le tronçon Montpellier-Narbonne est fondamental pour nourrir cet espace en creux qu'est le sillon audois. Narbonne et Carcassonne développent aussi des stratégies de périurbanisation vis-à-vis de Toulouse Métropole. Je crois que la question du périmètre de Montpellier est centrale. Nous devons avoir le littoral, nous devons avoir éventuellement le port de Sète ou ce dernier peut peut-être rester dans une agglomération agrandie au bassin de Thau, comme l'a proposé le Préfet, mais les limites actuelles de la Métropole de Montpellier limitent son activité et creusent l'écart avec la Métropole de Toulouse.

C'était mon premier point sur la question du périmètre. Je voulais savoir quel était votre avis sur les préconisations qui ont été émises par le Préfet.

Je voudrais également répondre à Monsieur Revol sur le parlement des territoires. Le dialogue métropolitain qui existe à Toulouse est un pôle métropolitain. Il a un véritable statut juridique, une administration, il produit énormément d'études. Ce n'est absolument pas le parlement des territoires. Je ne conteste pas l'idée, idée qui avait d'ailleurs été énoncée par Monsieur Moudenc lors de son premier mandat, de rassembler les Maires qui font partie du système en étoile métropolitain, afin d'amorcer une discussion au-delà du périmètre institutionnel de la Métropole. Le parlement de Montpellier s'est fait sur ce modèle et je trouve que c'est une très bonne chose. Mais quand va-t-il se transformer en véritable outil juridique ? Quand va-t-il être un véritable pôle métropolitain dont des statuts vont réguler son activité ? Je ne mets pas en question

les piliers qui ont été développés, mais le parlement des territoires qui existe aujourd'hui n'a pas le statut lui permettant d'être pleinement efficace.

Pour répondre à Monsieur Revol, le parlement qu'il appelle de ses vœux, c'est la CTAP, la Conférence territoriale de l'action publique, qui existe dans le cadre de la loi MAPTAM et qui est renforcée dans le cadre de la loi NOTRe. Pour le coup, cela organise le travail et l'articulation entre les différents niveaux de collectivités territoriales. Elle est présidée par le Président de Région et y sont représentés tous les Présidents de Métropole, d'Intercommunalité et de Département. Cette instance est prévue et l'élection doit avoir lieu au premier semestre 2016 et se concrétiser pour organiser les différentes compétences partagées entre les différents niveaux d'échelon territorial.

Mes deux questions sont donc les suivantes. Que pensez-vous des préconisations du Préfet sur la taille de Montpellier Métropole. Va-t-on s'agrandir ou en tout cas amorcer un dialogue avec les autres intercommunalités transfrontalières de la nôtre. La deuxième question porte sur le devenir du parlement de territoire. Va-t-on se transformer en pôle métropolitain ? De quelle manière ? Et à quelle échéance ? Je vous remercie.

Monsieur le Président

Je vais répondre de la même façon aux deux questions en même temps. Moi, je ne suis pas favorable à l'annexion. Je suis favorable à la coopération. Nous avons, avec Max Lévi, pendant la campagne des municipales, conduit le projet d'une Métropole négociée, d'une Métropole discutée, une Métropole douce, avait-on dit et nous l'avons réalisée. Vous n'êtes pas sans ignorer que ce territoire est un territoire déchiqueté politiquement, pour de multiples guerres qui ont parsemé l'histoire des 20 ou 30 dernières années. Vous n'êtes pas sans ignorer que les relations entre les collectivités ont été compliquées et qu'elles ont créé des lacunes profondes. Allez donc vous présenter dans les rues de Béziers et vous en aurez une démonstration immédiate. Vous verrez comment la complexité des choses est bien réelle. Il faut un peu de temps, il faut donner du temps au temps. Il faut un peu de temps pour que le territoire se construise dans la négociation et certainement pas dans une façon autoritaire de décider. C'est en tout cas la voie que j'ai choisie et que nous avons choisie et qui pour l'instant, nous permet de travailler en bonne intelligence.

Le dialogue métropolitain de Toulouse est un syndicat mixte. Nous, nous n'avons pas construit, volontairement, de syndicat mixte. D'abord, je ne souhaite pas rajouter une feuille supplémentaire au millefeuille territorial. Deuxièmement, eu égard à la situation politique du terrain qui est assez parcellisé, il est bon de passer par une phase de coopération. Cette phase de coopération ne marche pas si mal. Avec la commune de Palavas, avec l'aide de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, nous avons recréé la ligne Montpellier-Palavas qui n'existait plus et nous n'avons pas eu besoin d'augmenter les limites. Avec la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, avec la Ville de Montpellier et la Ville de Palavas, nous avons réglé l'insalubrité des plages et l'assainissement des différentes stations d'épuration. Grâce à cet esprit de coopération, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or a accepté d'entrer de plain-pied dans l'organisation des études et du financement liés à la ligne de tram et à sa prolongation. Il me semble qu'il faut un peu de temps pour réorganiser les territoires.

Puis, je ne vais pas revenir sur les résultats des élections Régionales, mais à force de me titiller, je vais le dire, les résultats de notre candidature spécifique sur la Métropole sont de 20 %. Beaucoup de Maires l'ont déjà intégré et beaucoup d'élus l'ont compris. Cela veut dire que l'action de la Métropole est très largement cautionnée, acceptée parce qu'on ne le développe pas de façon abrupte, parce qu'on la discute et parce que les Maires, ici, font partie de l'exécutif politique, de la Conférence des Maires qui est préalable à l'instance publique. Cette méthode de gouvernance est d'ailleurs saluée par tous les Présidents de Métropole en France. Je recevais hier le Président de l'agglomération de Clermont-Ferrand, mon ami Olivier Bianchi, Maire de Clermont-Ferrand, qui est venu nous demander quelle était notre façon de procéder pour créer une Communauté urbaine sans autant semer la zizanie entre les Maires, les communes, les élus et les acteurs du territoire. Nous avons ainsi présenté, avec un certain nombre de Vice-Présidents qui sont là, Laurent Jaoul, Isabelle Gianiel, Stéphanie Jannin, Rabii Youssous et Pierre Bonnal, le pacte de confiance des Maires qu'il a considéré comme une bonne solution pour organiser la future Communauté urbaine de Clermont-Ferrand. C'est donc que la méthode marche, que la méthode que nous avons choisi d'adopter est efficace.

Je reviens sur la question de René Revol. Dans un temps où l'argent public est rare, la coopération est une bonne chose. La coopération entre Toulouse et Montpellier est nécessaire pour Toulouse et pour

Montpellier, à une condition – je le rejoins – que ne soient pas oubliés l'ensemble des territoires. Mais nous ne sommes pas autorité organisatrice de la Région. Nous disons seulement qu'au travers de nos compétences et des compétences que possèdent nos collectivités réciproques, nous pouvons améliorer la cohésion et la cohérence du territoire. Après, il revient à la Région de le faire et elle a les outils pour le faire, vous les avez cités. Le schéma Régional d'aménagement du territoire, l'ancien SRAT, qui va s'appliquer maintenant sur la grande Région est un outil politique qui devra être mis en place en partenariat avec les deux Métropoles qui rentrent de plain-pied dans l'organisation dans les contrats de plan Etat/Région puisque les Métropoles y ont été connectées.

Aujourd'hui, l'initiative de Montpellier est saluée par les autres Métropoles. Regardez les difficultés qu'ont eues les Métropoles obligatoires de construire leur territoire. Regardez ce qui s'est passé à Marseille : 115 communes et 113 contre. Pourtant, c'est la loi qui les a transformés immédiatement en Métropole. D'ailleurs, lorsqu'il a construit la Métropole de Toulouse, Jean-Luc Moudenc a fait appel à notre pacte de confiance des Maires – il est assez grand pour conduire la politique de Toulouse, je ne donne de leçon à personne – pour regarder comment nous avons fait parce que même les Métropoles qui ont été construites par la loi elle-même avaient besoin de trouver de la cohérence en interne, pour ne pas que les Maires se sentent dépossédés de leurs pouvoirs sur l'urbanisme, sur l'aménagement de l'espace public notamment. Pour nous, cela a été une grande chance d'être obligé de construire la Métropole de Montpellier de façon démocratique parce que nous avons pu véritablement établir une cohérence, une cohésion entre tous les acteurs politiques du territoire. Je rappelle qu'en France, il n'y en avait que deux et je rappelle aussi que si Montpellier avait été conservé comme Métropole obligatoire, parce qu'elle était capitale Régionale, dans le cadre de la loi, si les Sénateurs et les Députés n'étaient pas allés faire pipi au moment du vote, jamais nous nous serions retrouvés dans cette situation. Il faut renvoyer à César ce qui appartient à César. Moi, j'ai pris une Agglomération, je l'ai transformée en Métropole, au moment où la réforme territoriale accordait à Toulouse le statut de Métropole. Des Maires ici étaient contre et nous l'avons fait avec une majorité qualifiée, ce qui est plus difficile que la majorité simple. J'en profite pour remercier tous les Maires, ceux qui étaient pour, mais aussi ceux qui étaient contre parce qu'une fois que le vote a été fait, ils ont été d'une correction exemplaire avec l'institution. Voilà, telle est notre feuille de route.

Agir sur les limites est d'une part de l'initiative du Préfet. D'autre part, je n'interviens pas en la matière. Lorsque j'ai un souci avec une commune ou une Communauté d'agglomération voisine, je le règle par la coopération. Pour moi, que la limite soit là ou là ne m'importe peu. Lorsqu'avec la Ville de Sète et son Maire, François Commeinhes, nous créons une exposition d'art contemporain sur les peintres philippins, de façon simultanée, au Carré Sainte-Anne et au MIAM, au musée d'art modeste, je n'ai besoin d'aucune limite administrative pour le faire. C'est un accord entre les deux Villes qui se prêtent les collections, qui organisent les temps d'exposition.

Sur l'aéroport, la Métropole de Montpellier est actionnaire, elle est liée à la vie de l'aéroport. D'ailleurs, chaque fois qu'il y a des modifications à l'aéroport, nous sommes conviés et nous pourrions peut-être un jour avoir des parts supplémentaires. Ce n'est pas un problème. Avec la Ville de Mauguio, nous nous entendons sur un certain nombre de domaines, sur le développement économique, avec Chantal Marion à qui je vais donner la parole avant de la passer à Jean-Pierre Grand et à Renaud Calvat.

Madame MARION

Monsieur le Président, chers collègues, tout d'abord avant de commencer, en tant que Vice-Présidente chargée du développement économique je voulais remercier Monsieur Chollet et Monsieur Lévi du travail qu'ils ont effectué, et toutes les personnes qui ont participé à cet accord-cadre. En effet en tant que Vice-Présidente, je pense que rien n'a été oublié. Les axes qui sont fixés sont des axes forts, des axes que nous allons défendre.

Je prends la parole pour tranquilliser Madame Jamet, Madame Brissaud et Madame Frêche. Nous n'avons pas attendu aujourd'hui pour travailler. J'ai rencontré mes homologues il y a encore deux jours, j'étais à Toulouse, nous sommes rentrés tard, pour la Nuit des réseaux. La Mêlée et la French Tech Montpellier étaient présentes. Cela a été une très grande soirée. Je pense que la French Tech est un levier très important dans le domaine économique, avec la Mêlée de Toulouse nous allons faire des résultats énormes : deux Métropoles, toutes les deux labellisées French Tech, c'était incontournable. Nous travaillons depuis un an là-dessus.

Egalement avec mon homologue, le rendez-vous est pris le 12 janvier à Carcassonne (à moitié chemin), de façon à se rencontrer avec les responsables administratifs de la Métropole pour travailler sur les axes importants cités dans cet accord-cadre. Donc tranquillisez-vous : le travail va être fait comme le veut le Président et comme l'a voulu toute l'assemblée ici présente, en concertation, en discussion, d'une manière humaine, de façon que personne ne soit oublié, et surtout pas les territoires. C'est un travail que nous allons construire comme nous avons construit la Métropole, tranquillement, fermement, mais d'une manière active, pas qu'avec des paroles mais avec des actes.

Monsieur le Président

Merci Madame Marion. Notre première rencontre au Capitole avec Jean-Luc Moudenc était le 31 août 2014. A l'époque, il n'était pas question de Régionales ou d'autre chose. Je donne la parole à Renaud Calvat.

Renaud CALVAT

Merci Monsieur le Président, chers collègues. Une simple précision, Monsieur le Président, pour que nous puissions toutes et tous être au même niveau d'information. Vous avez abordé la question de la ligne de transport Montpellier-Palavas. Je me permets juste de rappeler à l'assemblée que cette ligne coûte en fonctionnement 800 000 euros par an, et qu'elle est prise en charge dans sa totalité non pas par la Ville de Palavas ou par la Métropole de Montpellier, mais par le Conseil départemental de l'Hérault.

Monsieur le Président

C'est juste.

Renaud CALVAT

Je trouve un peu regrettable que l'excellent article du *MMM* de ce mois, qui annonce la ligne Montpellier-Palavas, n'informe pas nos concitoyens de l'investissement du Département de l'Hérault sur cette ligne.

Monsieur le Président

Vous avez raison : le Département de l'Hérault a été présent, au travers du Syndicat Hérault transport que vous représentez. L'initiative cependant en a été à la Métropole de Montpellier et à la Ville de Palavas. La Ville de Palavas a assuré l'arrivée, et la Ville de Montpellier et la Métropole ont assuré le départ par la construction d'un arrêt de bus. Mais vous avez raison : nous aurions dû marquer « *Département de l'Hérault présent* ». Je vais y venir.

Renaud CALVAT

C'est une belle transition, Président !

Monsieur le Président

Je vous remercie d'avoir soulevé le problème. J'ai demandé à Monsieur Mesquida un rendez-vous officiel dans le cadre de l'organisation des transferts possibles de compétences entre le Département de l'Hérault et la Métropole. Ce courrier, je vais vous le signer en *live* comme cela vous ne pourrez pas dire que je ne l'ai pas fait. Il est là, je le montre à la caméra.

Je vais vous le lire : « *La réforme territoriale amène un bouleversement en profondeur de l'architecture des compétences et des collaborations entre les collectivités locales. Tant la loi MAPTAM que la loi NOTRe imposent une relation de coopération étroite entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole. Dans cette perspective, il conviendrait que nous puissions élaborer ensemble une méthode de travail pour préparer les futurs transferts et délégations. Il est indispensable que nous réfléchissions de façon globale, planifiée et concertée afin que cette année de diagnostic et de dialogue permette la mise en place de politiques publiques efficaces dès le 1^{er} janvier 2017. Je vous propose donc que nous nous rencontrions dès début janvier* », etc. Signé. « *Très amicalement. Philippe Saurel.* »

Je tiens à dire à tous nos collègues que, dans le cadre de la loi, si le Département ne négociait pas avec nous, Métropole, sur les domaines de compétences qui sont les nôtres, il passerait d'un bloc au 1^{er} janvier 2017 dans le patrimoine de la Métropole. Avant toute chose, il serait préférable que nous nous parlions de façon intelligible.

Monsieur Renaud Calvat a parlé. Qui reste-t-il encore ? Il ne reste que Monsieur Pellet et Monsieur Grand ? Monsieur Pellet.

Monsieur PELLET

Je serai très court. Cette lettre que vous avez envoyée, nous en avons discuté en Conférence des Maires. J'en ai parlé avec le Président Mesquida lundi dernier, qui est tout à fait d'accord pour discuter. Il m'a dit

que ce rendez-vous allait se faire, et le Président Mesquida est tout à fait dans votre optique de discussion pour ce transfert et pour partir sur des bons chemins. Il est aussi déterminé que vous pour partir sur une bonne complémentarité, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Alléluia ! Nous avons tout enregistré. Merci, Monsieur Pellet, et merci de votre intercession – c'est pour cela que je dis : « *Alléluia !* ». Dernier intervenant : Jean-Pierre Grand.

Monsieur GRAND

Merci, Monsieur le Président, je salue notre collègue François Chollet qui représente le Maire de Toulouse. Je voudrais vous dire à tous les deux, au Maire de Montpellier et au représentant du Maire de Toulouse, que naturellement dès que vous avez été élus les choses se sont mises en place. Moi, je crois à la force de l'amitié des hommes et de l'intelligence des hommes. C'est plus fort que tout, plus fort même que les institutions. Au moment où nous en sommes aujourd'hui, je voudrais dire à Anne (ce n'est pas une leçon, c'est une remarque) : nous les Maires, nous tenons notre légitimité de l'élection municipale, pour six ans. Les Présidents de la Métropole de Montpellier et de la Métropole de Toulouse tiennent leur légitimité de Présidents de l'ensemble des Maires, pour six ans. Tout ce qui se passe entre-temps, c'est de l'actualité, mais cela ne touche jamais à leur légitimité. Le Maire de Montpellier a fait 25 % dans sa ville, qu'il était en tête de l'ensemble des candidats. C'est un exploit, quand on connaît les conditions de sa candidature. Je tiens à le saluer ce soir paisiblement ici.

Naturellement, aujourd'hui, le vrai débat est sur le travail, l'action future de nos deux Métropoles. Mais dans cette affaire, puisqu'il s'agit de l'économie, c'est un ménage à trois : la Métropole de Montpellier, la Métropole de Toulouse et la Région. Je voudrais quand même rappeler le long débat que nous avons eu au Sénat avec le Maire de Lyon pour arriver à obtenir que seules les Régions n'aient pas la compétence. Nous avons vraiment beaucoup, beaucoup travaillé et ceux qui en douteraient n'auront qu'à lire le journal officiel. Tout cela est écrit dedans.

Le Président Retailleau, le Président de la Commission des lois ont suivi mes arguments et la suite, nous la connaissons. Aujourd'hui c'est vraiment un ménage à trois. Je voudrais ce soir exprimer mon immense inquiétude sur ce qui est en train de se dessiner à la Région Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées. Nous en serons des victimes collatérales, Toulouse et Montpellier. Il n'y a pas de majorité. On sait vivre sans majorité, mais là c'est pire : c'est qu'une minorité veut prendre le pas sur une majorité minoritaire. Il y a quelque part une forte déstabilisation du futur fonctionnement de cette Région.

Là, Messieurs les Maires de Toulouse, de Montpellier, vous allez avoir un rôle à jouer parce que nous avons des enjeux considérables devant nous. Ce soir, il faut bien regarder les choses. Le budget de la Région est ce qu'il est, pour l'instant il ne va pas grandir. Le budget de nos Métropoles est ce qu'il est, il ne va pas exploser, mais l'enjeu est l'industrialisation, le combat pour l'emploi. Les 550 000 demandeurs d'emploi de nos deux Régions sont allés voter en nous passant un message puissant.

Alors, je pense qu'il faut une grande union d'intelligence, une véritable union politique, il faut aussi de l'imagination et une vision. Dans cette affaire, la décentralisation est inachevée, totalement inachevée. La loi sur les Régions n'a rien donné de plus : elle a donné des compétences mais n'a pas donné de moyens. Nous voyons aujourd'hui, dans nos Métropoles, que nous aurions besoin de plus de moyens, pas que de moyens matériels, pas des impôts en plus, mais des moyens institutionnels et réglementaires pour être en concurrence avec ceux avec qui nous sommes en concurrence, c'est-à-dire d'autres Métropoles dans notre pays et en Europe. Il en va de même pour la Région.

Nous n'allons pas entrer dans ce débat, c'est un débat qui aura lieu tôt ou tard quand nous nous rendrons compte des limites de l'exercice. Je crois qu'il va falloir que nous réfléchissions fortement et très vite sur ce que nous pouvons demander à l'Etat pour avoir ces moyens à la fois institutionnels et réglementaires, pour pouvoir mener des entreprises – j'ai parlé en son temps des zones franches stratégiques, il y a plein d'autres idées à soulever.

Il faut que les forces politiques ne s'affrontent pas mais deviennent des forces par rapport au pouvoir central. Je propose, Monsieur le Maire de Montpellier, Monsieur le Maire de Toulouse, que les parlementaires, une fois à Toulouse, une fois à Montpellier, se rencontrent sous votre présidence (c'est finalement vous qui avez la responsabilité), que nous étudions tous les moyens à mettre en place et les

messages à passer, voire les amendements à défendre. Nous avons aussi le devoir d'avoir avec la Région Languedoc-Roussillon le meilleur message.

Il faudra dire à Madame la Présidente de la Région, si elle arrive à être Présidente, que naturellement l'ensemble des forces (qui ne sont pas des forces conservatrices, de progrès) seront derrière elle pour les dossiers à défendre. Avant même que la présidence (je ne dis pas la Présidente mais la présidence), le Bureau, l'exécutif, la majorité du Conseil Régional soient élus, lire dans la presse que la Région allait nous supprimer 43 millions pour une gare, je n'ai pas trouvé cela très plaisant même si cela nous fait un peu sourire, et même si le Maire de Montpellier a anticipé depuis longtemps cette affaire en disant qu'il n'en faisait pas une question de principe. C'est le principe lui-même de ce genre d'annonce qui est désagréable.

Je crois qu'aujourd'hui il ne faut pas de mini-IV^e République en Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées. Nous n'avons pas les moyens de cette farce. Voilà pourquoi je le dis dans cet hémicycle : il y aura derrière le Président Saurel (il faut que vous le sachiez pour pouvoir le dire à Jean-Luc Moudenc) une majorité écrasante pour soutenir ces initiatives, et je suis certain qu'à Toulouse il y aura la même majorité pour soutenir les mêmes initiatives. Ce sera gagnant-gagnant mais nous avons le devoir quand même de penser à l'avenir, et l'avenir se fera entre nous. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Grand. Un petit mot avant de donner la parole à François Chollet et Max Lévitá sur ce que vous venez de dire concernant le positionnement des institutions, des Métropoles par rapport aux Grandes Régions. Nous avons été rassemblés par le Président de la République il y a neuf mois à l'Elysée, les treize Présidents de Métropoles, toutes tendances politiques confondues. Les treize Présidents de Métropoles ont indiqué de façon très claire, de Gérard Collomb jusqu'à Alain Juppé, qu'il n'était pas question que dans le cadre de la réforme territoriale les Métropoles soient tenues en laisse par les Grandes Régions. Je rappelle cela.

Fort de cette vision possible des relations, j'ai écrit à Madame Lebranchu et je vous ai fait part de mon courrier. J'ai indiqué que dans le cadre des discussions sur la loi NOTRe, il serait peut-être intéressant et intelligent d'intégrer de façon réglementaire, à l'intérieur même de l'Assemblée Régionale, des représentants des deux Métropoles, ce qui aurait permis de travailler de concert avec l'ensemble des territoires.

Nous avons reçu de la part de Madame Lebranchu une fin de non-recevoir disant que oui, elle écoutait la proposition, cela l'intéressait. A titre personnel, elle m'a envoyé un petit SMS en me disant que si j'en avais d'autres à formuler, elle était à ma disposition. Nous ne sommes pas suspectés de ne pas l'avoir dit. La Région a pour but de rassembler les territoires : il ne faut pas que sa politique passe son énergie et son temps à les dissocier. Ce serait l'inverse de la réforme territoriale et ce serait, surtout pour nos concitoyens, un manque de repères tellement important qu'il pourrait les jeter dans des aventures à la fois philosophiques et politiques d'une autre nature que celle dans laquelle ils sont investis aujourd'hui. Monsieur Lévitá.

Monsieur LEVITA

Je n'ai pas beaucoup de qualités, mais je sais compter. J'ai même enseigné les mathématiques à l'Université et le Président m'a embauché pour mes qualités. Donc, à l'intention de Madame Jamet et de Madame Brissaud, je connais le poids de Toulouse. Je l'ai mesuré. Je suis stupéfait par le discours défaitiste (j'utilise défaitiste, j'aimerais utiliser un autre mot mais défaitiste) de Madame Jamet. Nous sommes avec Toulouse, Toulouse a à peu près la même analyse que nous, mais ils pèsent plus sur le plan politique, sur le plan économique, sur le plan industriel. Nous sommes d'accord, nous le savons. Cette raison ne nous empêche pas d'essayer de le faire. C'est l'intérêt de Toulouse et c'est aussi le nôtre.

Il y a un certain nombre de domaines dans lesquels nous avons des positions fortes. Nous pouvons offrir la Méditerranée. C'est d'ailleurs dans l'accord-cadre : si vous avez regardé, cela fait partie du plan à l'international du Président Saurel, nous l'avons mis dans la corbeille des mariés, cela intéresse Toulouse donc nous allons essayer de faire des choses ensemble. Vous avez noté, mes chers collègues qui sont intervenus à la suite des premières oratrices, qu'il y avait beaucoup de travail à faire et nous en sommes conscients.

Je voudrais vous indiquer que dans le rapport, il y a la volonté d'être plus ou moins des représentants des autres communautés d'agglomération premièrement, et deuxièmement je voudrais vous faire remarquer que dans le rapport (vous l'avez sous les yeux, vous l'avez lu je pense), à la dernière ligne (cela ne vous a peut-

être pas échappé mais à nous cela ne nous a pas échappé du tout, je vous rassure), nous prenons l'engagement de vous présenter chaque année un rapport sur l'état des relations entre les deux Métropoles. A ce moment-là vous pourrez noter : soit nous n'aurons rien fait, et dans ce cas-là le Président Saurel prendra les décisions qui s'imposent, soit nous aurons fait des choses qui vous démontreront que nous avons avancé sur la voie d'une coopération à construire. Nous en sommes conscients et nous vous avons proposé ce soir un accord-cadre qui pose la première pierre, c'est la préface du livre que nous allons écrire.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lévit. François Chollet.

Monsieur CHOLLET

Monsieur le Président, je voudrais intervenir sur un point principal qui va dans le sens que Max Lévit vient de développer. J'ai entendu, je crois que c'est Madame Brissaud qui l'a dit : « *Quelle est la certitude que nous avons, que les grands piliers de l'économie montpelliéraine seront respectés ?* ». Vous avez parlé de la santé. Vous avez vu dans le rapport que la santé, pour Montpellier, est mise en tout premier comme secteur, et je veux vous dire que nous avons nous aussi bien compris quels étaient les intérêts de Montpellier.

Notre intérêt n'est pas à d'aller à l'encontre de ces intérêts. Je le dis très clairement ici, et c'est l'état d'esprit qui a prévalu au cours de cette année et qui a été dicté par vous, Monsieur le Président, et par Jean-Luc Moudenc. L'ARS, l'Agence Régionale de santé, sera à Montpellier. Nous n'avons pas fait un combat parce que nous avons pensé que c'était légitime qu'elle soit localisée à Montpellier. En revanche, nous n'allons pas fermer le CHU de Toulouse. Ce n'est pas possible. Il y aura de la santé à Toulouse. Evidemment.

Je prends un autre exemple qui nous a marqués, qui est celui des microsattellites que vous faites ici, à Montpellier. Vous avez un secteur industriel en plein développement. Pourtant, nous pourrions croire que votre ADN n'est pas celui-là tout à fait, que nous en revanche, les satellites à Toulouse nous connaissons. Mais nous n'allons pas nous opposer au développement des microsattellites à Montpellier et je pense que les industriels avec qui j'étais en réunion hier au contraire vont favoriser ce développement-là. Il viendra grossir un effet global sur l'ensemble de la Région. Je voulais vraiment préciser ces points-là qui sont des points importants en matière d'état d'esprit.

Ce n'est pas un accord naïf non plus. Evidemment qu'il y aura des secteurs sur lesquels nous serons en concurrence. Nous serons probablement sur certains secteurs en concurrence frontale, ce n'est pas la peine de le cacher. Mais cet accord va nous servir (c'est ce que vous avez voulu, c'est ce que nous croyons) justement à dépasser cela et à pouvoir avancer malgré tout dans le cadre d'une coopération.

Je terminerai en disant qu'effectivement c'est un départ, nous nous sommes engagés (c'est la dernière ligne) à vous présenter chaque année un rapport. C'est une page qui s'ouvre. Je dois vous dire qu'à titre personnel je suis extrêmement fier et heureux d'avoir pu modestement contribuer à écrire cette première page. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Chollet, merci à tous pour ce débat fructueux. Je vous propose...

Je vous propose d'écouter ce qu'en dit le Maire de Toulouse.

Monsieur MOUDENC

Monsieur le Président, mon cher Philippe, mes chers collègues du Conseil de Métropole de Montpellier Méditerranée, je suis heureux de vous saluer au moment où vous allez adopter cette convention qui va nous unir et nous permettre de travailler ensemble, Montpellier et Toulouse.

Montpellier et Toulouse c'est une histoire ancienne, une histoire de famille, et aujourd'hui c'est le temps des retrouvailles. Nous renouons avec un passé prestigieux, le temps du Languedoc et nous renouons sur la base de tout ce qui fait notre force, notre force commune. Nous sommes des villes de la connaissance, des villes universitaires, de recherche, d'innovation, des villes dynamiques sur le plan de la démographie. Nos deux villes sont les championnes de France, depuis pas mal d'années, de la progression démographique, nous avons non seulement le dynamisme économique mais aussi la volonté d'avancer, dans le numérique en particulier, dans l'économie de la santé, et nous avons des sujets communs à traiter ensemble : coopération économique, coopération culturelle entre grandes institutions qui, j'en suis certain, ont des projets à bâtir ensemble et puis un grand défi, celui de la mobilité, avec la volonté de défendre d'une même voix les projets ferroviaires, les projets de lignes à grande vitesse.

Il y a un an et demi, avec Philippe Saurel, nous avons noué le dialogue, certains prédisaient l'affrontement, d'autres redoutaient l'indifférence entre les deux métropoles, nous avons installé le principe positif de la coopération, nous allons travailler ensemble et nous avons entraîné derrière nous beaucoup d'acteurs, à commencer par beaucoup d'acteurs économiques et institutionnels. Ce travail-là s'est prolongé par des échanges, par de la réflexion partagée. Il aboutit à cette convention, avec des objectifs communs, nous allons les mettre en œuvre au service de l'avenir pour donner à la future région deux moteurs qui seront les moteurs de sa croissance, de son avenir, les deux métropoles et en même temps pour préparer un futur heureux pour nos populations, pour nos concitoyens, sur nos territoires respectifs : la Métropole de Montpellier et la Métropole de Toulouse.

Bonnes fêtes à tous et travaillons ensemble !

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Merci à Jean-Luc Moudenc, merci à François Chollet et merci à Max Lévit. Je vais mettre aux voix le rapport présenté par Max Lévit et François Chollet. Qui est contre ? Un contre. Qui s'abstient ? C'est parfait, tout cela ! Une voix contre.

AFFAIRE N° 5 : HORS COMMISSION – SCHEMA DE MUTUALISATION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET DE SES 31 COMMUNES – ADOPTION

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire suivante, l'affaire 5, qui est le schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole. C'est la feuille de route. Les objectifs sont très simples. Ils ont d'abord été votés à l'unanimité par toutes les communes de la Métropole : c'est améliorer le fonctionnement du bloc communal et celui de chaque commune, mieux coordonner les politiques mises en œuvre sur le territoire, préserver les équilibres financiers du bloc communal, ouvrir aux communes l'accès de nouveaux services et améliorer le service attendu aux usagers. Cette feuille de route a été acceptée par les 31 communes de la Métropole. Je vous propose donc de l'adopter ici en Conseil, si quelqu'un souhaite s'exprimer.

Madame Jamet et Madame Brissaud, Madame Frêche.

Madame JAMET

Nous n'allons pas nous étaler 150 ans mais il est étonnant quand même que de rapport en rapport et d'intervention en intervention, vous nous la jouiez *Oui-Oui à la Métropole*, ou *Martine en campagne*. Je vous trouve d'une naïveté déconcertante. Je tiens quand même à vous rappeler...

S'il vous plaît, je ne vous ai pas interrompus les uns et les autres, c'est le jeu de la démocratie. Vous nous reprochiez tout à l'heure de nous présenter aux élections Régionales. Il faudrait vraiment être un lapin crétin pour laisser l'UMP et le PS tourner en rond et faire ce qu'ils veulent dans les assemblées Régionales en se disant que l'on a autre chose à faire. C'est justement le rôle des citoyens, que vous aviez envie de représenter. Je suis ravie de pouvoir siéger au Conseil Régional et d'avoir les résultats que nous avons eus. Je tiens à vous rappeler que nous sommes le premier parti de France.

Monsieur le Président

Mais vous le direz à la Région ! Ce n'est pas ici.

Madame JAMET

Ecoutez-moi.

Monsieur le Président

Ce n'est pas ici qu'il faut le dire.

Madame JAMET

Le premier parti de la Région est, Monsieur le Président, le premier parti sur la Métropole. Je ne sais pas quelle lecture vous faites, depuis tout à l'heure, où vous vous autocongratulez, encore une fois, mais vous n'avez vraisemblablement pas entendu ni les résultats du vote, ni les préoccupations de nos compatriotes.

Monsieur le Président

Ce n'est pas le premier parti sur la Région en tout cas.

Madame JAMET

Pourquoi j'en viens à cela ? Quand vous nous parlez de cette mutualisation et des 31 communes, c'est exactement à l'image de ce qui se passe à la Région. On nous l'a vendu parce que comme cela, ce serait mieux, nous serions plus forts, nous allions faire des économies d'échelle. Les économies d'échelle ne sont

pas là. Le millefeuille s'épaissit. Je n'ai entendu depuis tout à l'heure que cela. Les problèmes humains vont se poser de la même façon et cruellement, et le mécontentement est général.

Nous allons en parler, je ne vais pas intervenir chaque fois. Il va y avoir 200 agents supplémentaires. Où sont les économies ? Vous nous parliez tout à l'heure de DGS, de concertation, etc. A longueur de pages quand je lis la presse, je n'ai pas l'impression que le climat soit aussi serein dans toutes les communes où cela a été présenté. C'est : « *Encore un petit moment, Monsieur le bourreau.* » C'est tout, nous en sommes là.

Pour répondre à certains qui parlaient de travail, etc., nous ne vous reprochons pas de ne pas avoir travaillé, mais de ne pas aller dans le bon sens. Pour en terminer, ce ne sont pas tant les bonnes intentions que vous faites mine les uns et les autres de prendre ou de croire, c'est le modèle tout court que nous sommes en train de remettre en question. On parle de grosses centrales d'achat, de mettre en commun, etc., alors que justement on est en train de réaliser que la proximité, le circuit court, il n'y a que cela de vrai, que vraisemblablement nous ne sommes pas encore assez à l'écoute de nos compatriotes et de la problématique de l'emploi, etc. Vous êtes à côté de la plaque.

Je le dis très sereinement, très officiellement : je prends date, comme la dernière fois quand je vous ai dit : « *Nous vous l'avions dit, nous vous le dirons et nous vous le répéterons.* » Je tiens à rappeler à ceux qui ont encore des velléités ou qui se posent des questions, qu'ils ont voté la fusion des Régions à l'Assemblée nationale. Ils peuvent bien la critiquer maintenant ! Ils ont voté le principe de la Métropole, de la droite à la gauche, et même l'extrême gauche. En tout cas, je suis fière de ne pas avoir contribué à ce fiasco et de pouvoir vous dire demain que nous vous l'avions bien dit et qu'il faudra à un moment ou un autre que l'on redresse la barre.

Monsieur le Président

Madame Brissaud.

Madame BRISSAUD

Pour commencer, j'ai bien noté que tous les Maires des communes représentées ici étaient favorables à cette mutualisation et surtout à ce schéma présenté. Donc il n'y a pas de souci, je ne m'opposerai bien entendu pas à ce schéma de mutualisation.

En revanche, j'avais quelques questions. La première question a été un petit peu posée juste avant, mais est-ce que vous avez chiffré le montant global de l'économie réalisée par la mutualisation des moyens ?

Ensuite, je voudrais vous féliciter pour la belle mise en page de ce document qui nous a été remis. C'est assez clair. Mais il manque quelques précisions, notamment en ce qui concerne l'état des lieux : nous voyons que sur l'urbanisme, nous ne sommes pas encore tout à fait au clair : est-ce qu'il y aura une seule direction de l'urbanisme ? Dans ce cas, j' imagine qu'elle se fera à la Métropole. Je sais que les Maires ont été très sensibles lors de la mutualisation, et donc du vote pour le passage en Métropole, à ce point de l'urbanisme. Je voudrais vraiment que l'on éclaire les choses. Peut-être avez-vous parlé en Conférence des Maires, mais comme je n'y suis pas présente je ne peux pas savoir. Juste nous préciser si oui ou non il y aura une seule direction.

Ensuite, en ce qui concerne le sport, nous voyons qu'il n'y a pas forcément de modèle économique préétabli ni de résultat à atteindre. C'est en page 28, voyons si vous avez des réponses à cela.

En ce qui concerne l'action prospective, j'ai noté sur la sécurité civile qu'il n'y a pas de méthodologie, de mise en œuvre, encore. Peut-être que là-dessus vous avez évolué, et nous savons vers où nous allons.

En ce qui concerne la culture, je note en page 47 que vous avez mis : « *à étudier* ». Je ne sais pas exactement ce que cela signifie et si vous avez quelques pistes de réponse pour que nous puissions être au clair sur ce que vous proposez ou ce que proposent les différents élus concernés, sur le modèle juridique et/ou économique. C'est toujours écrit : « *à étudier* ».

Enfin, en ce qui concerne les offices du tourisme, pouvons-nous envisager une mutualisation des moyens ? Ce n'est pas précisé non plus. La question est un peu intéressée puisqu'il semblerait que la nécessité de certains offices du tourisme soit mise en cause, que la répartition sur les territoires pourrait être plus effective, plus utile, bien entendu avec la participation des Maires – ce n'est pas quelque chose qui doit être fait de façon non concertée. Mais sans vouloir offenser le Maire de Juvignac, je pensais bien entendu à son office du tourisme qui a été récemment remis en question. Quelle est votre intention sur ces offices ?

Monsieur le Président

Madame Brissaud, étiez-vous au dernier Conseil ?

Madame BRISSAUD

Oui, bien sûr.

Monsieur le Président

Oui ? Parce que nous avons délibéré sur la mutualisation des offices du tourisme.

Madame BRISSAUD

Peut-être que j'ai...

Monsieur le Président

Pour toutes les questions que vous avez posées, relisez le PV de la dernière séance, c'est marqué dedans.

Madame BRISSAUD

On verra.

Monsieur le Président

Madame Frêche.

Madame FRECHE

Il est vrai que lors du dernier Conseil, nous avons adopté, et c'est très bien, la création d'un office métropolitain. Moi, j'avais juste une question. Je trouve que déjà d'avoir mutualisé, d'avoir créé des services communs pour la Direction générale de la communication et de la culture, c'était un pas extrêmement positif. Je voulais savoir si cette ambition allait se poursuivre. On le sait : 73 % des mutualisations se font entre la Métropole ou la structure intercommunale avec la Ville centre. Dans la mesure où vous êtes Maire et Président de la Métropole, comptez-vous dans le même temps mutualiser les services dits « fonctionnels » ou les services supports, affaires juridiques, systèmes d'information, ressources humaines ? C'est toujours corrélé avec la création et l'émergence de plates-formes qui pourraient finalement servir à l'ensemble des communes pour ne pas privilégier le seul couple Métropole-Ville centre. Cela concernerait l'informatique, l'instruction du droit des sols, la voirie, les services techniques, pour que la Métropole pallie le retrait de l'Etat quant à l'ingénierie que l'Etat avait accordée aux communes, ce qui n'est plus le cas. La Métropole, en créant des services communs, pourrait-elle compenser le retrait de l'Etat ?

Une deuxième question : j'ai entendu parler de la création d'une centrale d'achat. Je trouve cela très bien sur le principe. Je voudrais juste savoir si vous comptiez passer des conventions avec chacune des communes. La centrale d'achat d'un point de vue technique c'est extrêmement intéressant, mais sur la définition des besoins propres aux spécificités de chaque commune, il pourrait être intéressant de mettre à disposition du personnel de la Métropole à temps partiel, dans chacune des communes, pour que la définition des besoins soit la plus proche des territoires et du coup pallie ainsi les critiques régulièrement énoncées contre la Métropole, de l'éloignement de la structure administrative vis-à-vis des besoins du terrain.

Mes deux questions sont sur : allons-nous pérenniser les dispositifs de services en commun avec les services supports, et : allons-nous passer des conventions de mise à disposition des agents entre la Métropole et les communes pour résoudre la problématique de la proximité avec la réalité du terrain ? Je vous remercie.

Monsieur le Président

Sur les achats groupés, oui, cela existe déjà, nous continuerons. Sur la mutualisation, oui, mais de façon très étalée dans le temps. Pour ce qui est du service de la DRH, oui, en termes de direction. Qui a demandé la parole ? Monsieur Revol.

Monsieur REVOL

Avant d'intervenir sur le point sur lequel je voulais intervenir, je voulais dire à Madame Jamet : j'ai écouté aujourd'hui la radio, un cadre de son parti disait qu'ils étaient contraints de mettre en place des séances de formation pour aider les élus du parti à intervenir sur les points de l'ordre du jour de chaque assemblée en étant documenté et compétent sur ces points. Je vous conseille vivement de vous inscrire à ces formations.

Nous parlons du schéma de mutualisation. J'ai voté contre la Métropole, et ensuite la Métropole s'applique. Et moi comme les Maires qui ont voté pour, nous avons tous été d'une grande vigilance sur les modalités d'adaptation de ce schéma de mutualisation. Il a fait l'objet de débats assez fournis entre nous, et il a été présenté après ces débats, lors d'une précédente séance du Conseil métropolitain où vous n'étiez pas – alors que tous ceux qui sont ici, qui font aussi des campagnes Régionales, avaient pris le soin de venir.

Nous avons débattu de ce schéma et nous avons pu obtenir un document équilibré, comme nous l'avons dit la dernière fois. La preuve en est : il a été soumis aux 31 communes, les 31 communes en ont débattu et ce que nous faisons ce soir, ce n'est rien d'autre que d'acter le vote de toutes ces communes. Donc nous arrivons à la fin d'un cycle sur cette question et il faut s'en féliciter. De ce point de vue, je rassure Madame Brissaud sur la question de l'urbanisme. C'était une des inquiétudes les plus grandes que nous avions à ce sujet : la Métropole a la compétence des documents d'urbanisme et les Maires gardent les permis de construire, etc. Chaque commune est amenée à rentrer dans un dialogue organisé avec la Métropole pour penser cet urbanisme. Je le vois au niveau de notre commune : nous sommes sollicités régulièrement par les services de la Métropole. Le schéma de mutualisation est déjà en œuvre.

Pour terminer (parce que personne n'en parle, je pense que c'est important, et Monsieur le Président, je sais que c'est important pour vous également), ce schéma de mutualisation aboutit à ce que le 1^{er} janvier prochain, ou pour être plus exact le lundi 4 janvier, dans un certain nombre de communes et dans toutes les communes de la Métropole, nous mettrons en place ce que nous attendions tous : un guichet unique qui permet à nos concitoyens d'interroger la Métropole dans leur propre mairie. Si ce n'est pas cela, défendre la liberté communale, qu'est-ce que c'est ? Dans ces conditions, nous faisons des progrès et je pense que ce schéma de mutualisation a été le moyen de réaliser ce guichet unique. Quand je ne suis pas d'accord je le dis, mais quand je suis d'accord je le dis aussi.

Monsieur le Président

Merci René. Le guichet unique, puisque nous le traitons maintenant je n'y reviendrai pas tout à l'heure : comme l'indique René Revol, il sera mis en place. Cela fait partie du pacte de confiance des Maires. Nous avons dit que nous supprimions les Maisons d'agglomération et que nous déléguions un certain nombre de fonctionnaires de la Métropole dans les 31 communes de la Métropole. Cela prendra effet à partir de début janvier : le premier guichet que nous ouvrirons, Ville et Métropole, c'est celui de Saint-Drézéry, à 9 heures 30 le 4 janvier, et celui de Montpellier le 11 janvier à 9 heures, à la mairie de Montpellier. Mais nous ouvrons bien sûr dans toutes les mairies. Celui que nous inaugurerons sera celui de Saint-Drézéry et le 11, nous inaugurerons celui de Montpellier. Madame Janin.

Madame JANIN

Président, chers collègues, pour répondre à Madame Brissaud et compléter ce que dit Monsieur Revol, vous renvoyez aux précédents Conseils sur la question de l'office du tourisme, moi je vous renverrais au Conseil où nous avons délibéré sur la charte de gouvernance du PLU.

Il suffit de lire la charte de gouvernance du PLU qui a été approuvée par les Maires, travaillée par les Maires, et qui définit toutes les modalités de concertation pour la mise en place de tout ce qui est lié à l'urbanisme, avec ce double enjeu de respecter les identités communales, tout en préservant les intérêts métropolitains.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 5. Qui est contre ? Un contre. Qui s'abstient ? Adoptée.

Madame JAMET

Monsieur le Président ?

Monsieur le Président

Oui, Madame Jamet ?

Madame JAMET

Je demande un droit de réponse.

Monsieur le Président

Vous l'avez cherché, Madame Jamet. Que voulez-vous que je vous dise ? Vous n'arrêtez pas d'allumer sur les Régionales. Il a pris la mouche, c'est normal. Vous pouvez dire ce que vous voulez mais après, acceptez que les autres le disent aussi.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire 6.

**AFFAIRE N° 6 : RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MEDITERRANEE
METROPOLE – TRANSFERT EFFECTIF DE PERSONNEL – APPROBATION**

Monsieur le Président

Monsieur Bonnal, ressources humaines.

Monsieur BONNAL

Cela va bien, merci.

Monsieur le Président

Allez-y, Monsieur Bonnal.

Monsieur BONNAL

Vous avez bien répondu d'ailleurs, sur le projet de fusion DRH entre Métropole et Ville. C'est ce qu'il faut faire, j'en suis persuadé. Cette délibération, vous vous demandez peut-être pourquoi elle arrive aussi tôt dans l'ordre du jour. Je pense qu'elle est très importante dans la mesure où je vais vous demander de valider le principe de transfert des personnels au 1^{er} janvier 2016. Je pense que la plupart des Comités techniques dans les communes se sont prononcés. Nous savons que le Comité technique du centre de gestion a quelque retard et achoppe peut-être encore sur certains points, mais il y a une réunion prévue le 21 décembre. Au niveau de la Métropole, le Comité technique a validé cette position. Je vous demande de valider le principe (nous y rentrerons un peu plus en détail tout à l'heure dans d'autres délibérations) de transfert des personnels, compte tenu de la fin de gestion provisoire que nous avons signée l'an dernier, à compter du 1^{er} janvier 2016.

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Monsieur Bonnal ? Madame Jamet.

Madame JAMET

Je ne me suis pas trompée de rapport. Je voulais vous faire l'économie d'une intervention sur ce dossier, c'est pour cela que j'avais fait référence au dossier précédent sur les transferts, pour rappel à Monsieur Revol. Puisque vous semblez si contents de vous, nous pourrions rappeler à ce moment-là l'absence de dialogue social qui visiblement semble être prééminent dans le cadre de ce que vous appelez ces « transferts effectifs » et ces approbations. La défense du service public n'est jamais au rendez-vous et vous n'avez pas encore, même au niveau de la Métropole, assuré la défense du service public qui disparaît à l'avantage des délégations de service public.

J'aimerais aussi savoir si vous pouvez nous donner des explications sur les reversions à la Métropole, sur Montpellier, qui sont faites ou qui ne se font pas, qui vont dans un sens ou qui n'y vont pas, et qui apparemment ne sont pas au rendez-vous.

Et pour répondre : moi j'ai le cuir dur, mais Monsieur Revol a traité les citoyens avec un mépris, une suffisance, une morgue que je lui reconnais, qui caractérise la classe politique et qui explique la claque qu'ils se sont prise. Je tiens à rappeler que, un, je n'étais pas en campagne, mais deux, les citoyens, le problème n'est pas de savoir s'ils sont bac plus deux ou bac plus dix, Monsieur, vous êtes infâme. C'est de savoir s'ils sont perfectibles et s'ils peuvent se former. C'est ce qui est important. Que demande-t-on à des élus ? De travailler. C'est ce que nos élus s'engagent à faire, et nous ne pouvons que les remercier et les en féliciter.

Simplement une dernière chose : je tiens à récupérer l'affirmation de Monsieur Revol : c'est son Conseil municipal qui a voté contre la Métropole. Mais vous, vous vous êtes abstenu courageusement. Donc vous êtes assis sur leur vote et vous vous dites démocrate, tolérant et citoyen. Monsieur Saurel, vous devriez les défendre, les citoyens. Ce n'est pas votre leitmotiv ?

Monsieur le Président

Madame Jamet, là vous faites des choses que personne ne doit se permettre de faire.

Madame JAMET

Ah bon ?

Monsieur le Président

Oui, vous n'avez pas à juger...

Madame JAMET

Et traiter des élus de crétins, cela se fait ?

Monsieur le Président

... du comportement d'un Maire dans sa commune. Le Maire est souverain.

Madame JAMET

Le Maire me donne des leçons de démocratie.

Monsieur le Président

Le Maire est souverain dans sa commune.

Madame JAMET

Je lui explique que son Conseil municipal a dit non, et il est en train de nous dire qu'il a voté contre, alors qu'il s'est abstenu.

Monsieur le Président

Si vous étiez élue dans la commune de Grabels, vous pourriez parler, ce n'est pas le cas.

Madame JAMET

Il est en train de mentir.

Monsieur le Président

Je passe à l'affaire 6. Non, nous ne l'avons pas mise aux voix. Madame Brissaud, mais vous êtes en campagne ou quoi ? Vous n'arrêtez pas de parler, ce soir ! Les législatives c'est dans un an et demi. Si vous êtes gentille, je vous soutiendrai peut-être.

Madame BRISSAUD

Je laisse Monsieur Bonnal répondre.

Monsieur BONNAL

Je voudrais répondre à Madame Jamet, quand même. S'il vous plaît. Je n'ai pas compris votre question, je suis désolé, Madame Jamet.

Monsieur le Président

Ce n'était pas une question.

Monsieur BONNAL

Je n'ai pas compris la question. C'est ennuyeux, j'aurais aimé répondre. Vous avez dit que l'on ne respectait pas le service public. Moi, je suis désolé, Madame.

Je vous réponds, je ne vous ai pas interrompue.

Rassurez-vous : le service public... Laissez-moi parler !

Je ne m'en prends pas à vous. Madame, vous êtes membre d'un groupe ce soir dont l'autre représentant est membre...

Monsieur le Président

Il n'y a plus de groupe Front national.

Monsieur BONNAL

Ah, il n'y en a plus ?

Monsieur le Président

J'ai oublié de le dire, je vais le dire, cela va clarifier le jeu. Il n'y a plus de groupe Front national à la Métropole. Il y avait un groupe formé de Madame Jamet et de Monsieur Boumaaz. Monsieur Boumaaz a démissionné ou a été exclu, je n'en sais rien, je ne veux pas savoir, c'est votre problème ce n'est pas le mien. Aujourd'hui, il n'y a pas de groupe Front national puisque pour faire groupe à la Métropole il faut être au moins deux. Or, vous n'êtes pas deux, vous êtes un et un. Même chose à la Ville. Cela m'a permis de remanier un peu les groupes politiques de la ville : je les avais baissés à trois pour que chacun puisse s'exprimer, or, Monsieur Boumaaz n'étant plus là, vous n'avez plus de groupe à la Ville non plus. Nous les remonterons au niveau des élections municipales.

Monsieur BONNAL

Je n'ai pas fini la réponse. Simplement, j'allais répondre...

Monsieur le Président

Allez-y Monsieur Bonnal, ne vous laissez pas perturber.

Monsieur BONNAL

... que Monsieur Boumaaz, sur ces affaires de ressources humaines, fait partie de la Commission des ressources humaines, j'ai déjà eu l'occasion de le dire. J'ai une Commission des ressources humaines très fréquentée, et vous toutes et tous, et des élus des communes qui ne sont pas ce soir dans l'hémicycle, venez

régulièrement et posez des tas de questions aux Commission RH. Mais Monsieur Boumaaz, cela fait un certain temps que je ne l'ai pas vu. Il aurait pu, je pense, Madame, vous renseigner là-dessus.

Monsieur BONNAL

Vous avez raison, je suis bête. Excusez-moi d'être bête.

Monsieur le Président

Arrêtez, pas d'insultes s'il vous plaît.

Monsieur BONNAL

Cela ne m'empêchera pas de dormir.

Monsieur le Président

Nous ne sommes pas dans la cour de récréation. Madame Brissaud, allez-y, cela me fait plaisir d'entendre votre douce voix ce soir, de façon répétée, pas répétitive.

Madame BRISSAUD

Parfait, tant mieux, parce que votre réponse à la montée du FN a été de bâillonner l'opposition, mais la mienne est justement de tenir mon rôle d'opposition constructive, comme je l'ai toujours dit.

Monsieur le Président

Oui, cela s'entend d'ailleurs.

Madame BRISSAUD

Voilà pourquoi je prends si souvent la parole. Pour la question du transfert de personnel, bien entendu on peut transférer du personnel et il est même recommandé de le faire, dans notre contexte. En revanche, avant de transférer, il faut peut-être détailler le plan de management et fixer des objectifs clairs. Vous n'êtes pas sans savoir que les agents de la Ville comme de la Métropole et donc de Montpellier en particulier, sont assez demandeurs d'avoir des objectifs clairs, de savoir exactement où nous allons, ce qu'ils ont à faire. Ils se posent la question. C'est pour cela qu'aujourd'hui je vous le dis. Cela ne mérite pas de réponse, ne vous inquiétez pas, ne me renvoyez pas non plus à une autre séance car j'essaie au plus possible d'être présente à chaque séance.

En ce qui concerne les transferts, il faut respecter la vie des agents : passer d'une commune à la Métropole, changer le lieu de travail, cela remet en cause leur organisation. Il faut qu'ils s'organisent, ils ont besoin d'avoir une visibilité à court, moyen et long termes. Je pense que cette visibilité, nous ne l'avons pas vraiment.

J'ai un exemple parce que je sais que vous allez me dire que si, bien entendu, il y a des objectifs clairs, etc. En qui concerne la fermeture de la Maison de la jeunesse qui s'est regroupée avec la Maison de la santé, nous nous demandons à quoi sert maintenant la Maison de la santé dans une ville qui se veut capitale de la santé. Des Conférences avaient lieu dans cette Maison de la santé. Les associations qui s'y réunissaient sont intervenues sur le sujet pour vous alerter sur leurs questionnements et je n'ai pas entendu votre réponse. Comment cela se fait-il que cette Maison de la jeunesse ait rejoint la Maison de la santé ? Que vont faire les agents de la Maison de la santé, qui avaient quand même pour principal objectif d'organiser des Conférences et d'animer la prévention de la santé sur la ville de Montpellier ?

Je crois que dans ce contexte d'incompréhension et de manque d'orientation clair et de consignes, nous pouvons nous demander justement si l'absentéisme (qui n'est qu'un symptôme) ne peut pas être traité justement de façon beaucoup plus profonde, avec une ligne très claire pour ces agents.

Monsieur le Président

D'abord Madame Brissaud, je vous remercie de votre question.

Madame BRISSAUD

Vous voyez : c'est une opposition constructive.

Monsieur le Président

Premier point : c'est la Maison de la prévention. Vous devez parler de la Maison de la prévention santé qui se trouve à Montpellier. Je rappelle ici que nous ne sommes pas au Conseil municipal de Montpellier et que les affaires de la commune se traitent au Conseil municipal et pas au Conseil de Métropole. Mais si vous aviez d'aventure l'intention de me poser la question demain puisque nous avons Conseil municipal, cela va vous éviter de me la poser demain. J'ai reçu avec grand plaisir cet après-midi la vingtaine d'associations qui sont à la Maison de la prévention et je leur ai fait une proposition qui sera débattue ensemble. Nous prendrons la décision le 20 janvier à 8 heures.

Madame BRISSAUD

Vous aviez déjà décidé de transférer la Maison de la jeunesse à la Maison de la santé avant de les recevoir. L'inverse n'aurait-il pas été plus judicieux ?

Monsieur le Président

Il n'y a pas de décision prise aujourd'hui.

Madame BRISSAUD

Il me semble que le déménagement a déjà eu lieu.

Monsieur le Président

Non. Pas du tout.

Madame BRISSAUD

Ah ! Et la Maison de la jeunesse a bien fermé ?

Monsieur le Président

Pas du tout, pas du tout.

Madame BRISSAUD

Ah bon !

Monsieur le Président

Vous êtes mal informée.

Madame BRISSAUD

Peut-être. Je regarderai.

Monsieur le Président

C'est quelle circonscription, Madame Brissaud ? La troisième ?

Madame BRISSAUD

Aucune circonscription, mais c'est Montpellier et cela m'intéresse.

Monsieur le Président

Monsieur Savy.

Monsieur SAVY

Monsieur le Président, mes chers collègues, je voulais intervenir juste pour dire et partager non pas une théorie mais finalement une pratique, une expérience en tant que Maire d'une commune de 10 000 habitants, et commencer par saluer le travail qui a été réalisé par Pierre Bonnal qui est derrière moi, et les services de la Métropole qui ont œuvré depuis non pas avant-hier mais depuis plusieurs mois sur cette question du transfert d'agents à la Métropole. Chez nous on en transfère douze, douze personnes qui ont toutes été volontaires. Aucun n'a été transféré à la Métropole. Tous ont été volontaires.

En termes d'organisation, je tiens à dire aussi qu'elle est en cours. Pierre Bonnal d'ailleurs m'a convié (et je l'en remercie) avec Isabelle Guiraud, le Maire de Cournonterral aussi, et quelques autres, à un groupe de travail : cela a permis aussi de poser une lecture politique sur ce sujet du transfert. L'organisation est en cours et parfaitement négociée, partagée entre les services de la Métropole. Nous allons parler dans l'affaire suivante des différents pôles. En tout cas, sachez que dans les communes de Juvignac, je pense Saint Georges d'Orques (je parle pour Jean-François Audrin), Murviel-lès-Montpellier et Grabels, nous nous entendons suffisamment pour poser des regards d'organisation tout à fait pertinents. Encore une fois, merci à chacun d'avoir travaillé sans qu'il y ait finalement de heurt particulier, en tout cas sur le pôle dont je dépends. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Savy. Monsieur Bonnal.

Monsieur BONNAL

Pour conclure sur ce point, sur l'information (pour vous Madame Brissaud entre autres), nous avons beaucoup travaillé (je te remercie Jean-Luc de l'avoir rappelé) depuis longtemps, avec les représentants du personnel. Nous avons rencontré dans le bureau du Maire de Montpellier très tôt le matin, c'est vrai, les syndicats de la Ville et nous avons ici (c'est vrai parce que les gens arrivent ici) travaillé avec les syndicats de la Maison.

Il est sorti il y a quelques jours un article de *Midi-Libre* exclusivement axé sur les modifications qui arrivent à la Ville de Montpellier ; on avait complètement oublié ce qui se passe dans les communes. Mais les communes sont concernées pour 50 % de ce transfert, quand même. Le journaliste en question avait

rencontré les syndicats. J'ai eu l'occasion de lui poser la question : « *Quels syndicats avez-vous vus ?* », il n'a vu que ceux de la Ville. Il n'est pas venu consulter ici les syndicats maison. Il y a une relation peut-être assez particulière avec les syndicats maison qui est faite de franchise. Nous nous disons véritablement les choses en face, parfois c'est très dur, il y a parfois des réunions qui durent très longtemps (encore hier soir, certains d'entre vous ont quitté assez tard l'hôtel de la Métropole), mais cela avance, et je pense que cela réussira, la mayonnaise, si vous me passez l'expression, parce qu'au fur et à mesure de l'évolution des réflexions, ils ont été associés et ont donné leur avis. Leur avis nous a permis parfois de modifier un peu le chemin tracé.

Je comprends que vu de Montpellier et vu la presse montpelliéraine, vous ayez eu cette impression ; moi vraiment je n'ai pas eu cette impression.

Madame BRISSAUD

Mais si cela réussit, je serai la première à vous en féliciter, Monsieur Bonnal.

Monsieur BONNAL

Non, pas moi. Il y a aussi tous les services qui ont énormément travaillé et d'autres élus, je ne suis pas le seul. Merci.

Monsieur le Président

Je ne vous ai jamais entendue féliciter quelqu'un, Madame Brissaud, depuis que je vous connais, sauf vous-même.

Pour l'affaire 6, contre ? Une contre. Abstentions ? Adoptée à l'unanimité moins une voix.

AFFAIRE N° 7 : HORS COMMISSION – ORGANISATION DES COMPETENCES METROPOLITAINES AU 1^{ER} JANVIER 2016 – BILAN D'ETAPE – PERSPECTIVES – CONTRAT D'ENGAGEMENT – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 7, organisation des compétences métropolitaines, c'est le bilan d'étape, avec l'organisation des nouvelles compétences métropolitaines au plus proche des administrés du terrain.

Vous savez que pour la voirie et l'espace public, six pôles territoriaux ont été créés pour assurer la proximité et la cohérence de la gestion de la voirie et des espaces publics. Chaque pôle sera dirigé par un responsable de pôle territorial. Les sièges administratifs provisoires des pôles au 1^{er} janvier 2016 sont les suivants : Pignan pour le secteur Plein Ouest, Juvignac pour le secteur Piémont et Garrigues, Castelnau pour le secteur Vallée du Lez, Castries pour le secteur Cadoule et Bérange, Lattes pour le secteur Littoral. Nous avons divisé le territoire métropolitain en plusieurs zonages qui vont permettre aux acteurs responsables de l'entretien et de la reconstruction éventuelle des voiries et de l'espace public d'être plus près de leur terrain d'intervention.

Deuxième point, c'est le déploiement des guichets uniques, j'en ai parlé tout à l'heure, dans toutes les communes de la Métropole. Le 4 janvier 2016, ils ouvriront. Enfin, nous en avons parlé également, c'est la négociation engagée avec le Département sur le cadre des transferts de délégations au 1^{er} janvier 2017. Voilà quel est le bilan d'étape de l'organisation de la Métropole.

Qui souhaite s'exprimer ? Monsieur le Maire de Beaulieu, Monsieur Moynier.

Monsieur MOYNIER

Merci. Un petit aparté. Je remarque que le Conseil métropolitain parfois prend des airs de Conseil municipal de Montpellier et je ne vous cache pas que, je le dis à regret, c'est quelque chose qui me choque.

Monsieur le Président

Vous avez raison.

Monsieur MOYNIER

D'abord, en tant que Maire de Beaulieu, et je ne parle pas au nom de mes collègues, quand nous venons à la Métropole, nous venons pour régler des problèmes. Nous parlons assainissement, eau brute, eau potable, voirie, beaucoup de choses, et je crois qu'il est du devoir de tous les Conseillers métropolitains de respecter cela et de respecter notre rôle à tous, qui est de faire avancer la collectivité dans le bon sens, et pas de parler de jacasseries de Montpellier. Les jacasseries de Montpellier, excusez-moi mais nous n'en avons rien à faire. Voilà.

Pour continuer...

Monsieur le Président

Je trouve que le terme de « *jacasseries* » est particulièrement bien choisi, Monsieur le Maire.

Monsieur MOYNIER

C'est parfait. Mon propos n'était pas là. Excusez-moi. Je venais vous parler de voirie. Nous parlons d'un contrat d'engagement. Vous le savez Monsieur Saurel, je n'étais pas favorable à ce transfert de compétences sur la voirie. J'estime que la loi à cet égard est mal faite, bien que l'on puisse comprendre que la voirie métropolitaine ait un sens, que ce soit fondé. Cependant j'estime qu'il y avait du sens pour la commune à garder de nombreuses voiries, au sens large, dans sa compétence, dans son giron.

Je dis cela parce que la voirie est un bras de levier important pour nous, Maires, qui nous permet de répondre au quotidien à des besoins immédiats. Je le répète, cela nous permet non pas de nous faire réélire, cela nous permet juste de répondre en temps et en heure à des demandes qui nous sont faites et formulées. Dans 80 % ce sont des demandes formulées sur la voirie. Cela peut être de l'eau mais c'est très souvent lié à la voirie. La mutualisation des moyens, pour moi, n'exclut pas le bon sens.

Si je prends la parole ce soir, c'est juste parce que j'ai lu une petite phrase. Je ne devais pas prendre la parole mais quand j'ai vu et lu : « *les locaux techniques resteront positionnés dans les communes en 2016* », mes oreilles et mes cheveux se sont dressés tout de suite. Je suis inquiet, Monsieur le Président, parce que ces locaux techniques positionnés dans nos communes souvent sont neufs, ont été bien refaits. Il y a tout intérêt à ce qu'ils restent dans les communes. On ne peut pas parler de mutualisation de moyens et d'économies d'échelle, de bon sens finalement, de proximité (je l'ai lu plusieurs fois) sans conserver un lieu de départ de nos personnels communaux depuis ces ateliers, ces centres techniques tout simplement. Je me permets de vous le dire ce soir dans une démarche tout à fait constructive. Je sais que nous avons mené les débats en Commission des Maires, tous ensemble, cela n'a pas été toujours facile mais nous nous sommes écoutés, et ce soir je voulais vous le dire. Sincèrement, je serai très attentif à ce que ces locaux techniques restent positionnés sur les communes de nos villages. Merci à tous.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire de Beaulieu. Monsieur Bonnal.

Monsieur BONNAL

Monsieur le Président, c'est un vieux débat. C'est un débat qui a un an. Je pars de Beaulieu, je vais à Castries, ou de Cournonsec à Pignan ? Je ne sais pas. Je pense qu'à partir d'un certain moment...

Monsieur le Président

C'est le micro qui a explosé. Tu as fait exploser le micro.

Monsieur BONNAL

Allô ?

Monsieur le Président

Cela ne marche pas. Tout a sauté. Non, cela ne marche pas.

Monsieur le Président

Vous avez la parole, Monsieur Bonnal.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Bonnal. Heureusement que vous êtes derrière le Maire de Beaulieu, il a pu entendre votre réponse. Monsieur Pellet.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Pellet, merci la technique. Dans le cadre des négociations que nous avons voulues et de la Conférence des Maires, nous avons toujours dit que l'avis du Maire était prioritaire sur les responsables de secteurs.

Monsieur BONNAL

Monsieur le Président, juste un mot pour répondre à mes collègues. Lors de la première réunion des responsables de pôles territoriaux, la première mission que je leur ai donnée est : « *Vous allez rencontrer tous les Maires de votre secteur.* » Ils sont venus. Nous avons mis en place la notion de correspondant technique de proximité. Cela fait quand même une personne métropolitaine, mais l'autre personne est toujours Mairie. Le contact direct, permanent, quotidien, tout ce que vous voudrez, je suis certain que nous l'aurons. Voilà.

Monsieur le Président

Vas-y, Yvon. C'est important, c'est la base.

Monsieur PELLET

Simplement, nous ne sommes pas dans un conflit. Nous en avons discuté en Conférence des Maires. Pour revenir sur les questions précédentes, dans la Conférence des Maires, on peut tout se dire. Le Maire de Montpellier ne pèse pas plus que le Maire de Saint-Geniès-des-Mourgues, avec tout le respect que j'ai pour le Maire de Montpellier. Sur ces choses-là nous ne sommes pas en conflit, il faut que ce soit bien clair. La proximité nous voulons la faire ensemble, nous avons la volonté de la faire ensemble, nous avons rencontré les responsables de pôles territoriaux qui sont des garçons charmants. Mais quand il est venu à Saint-Geniès, je lui ai bien dit : *« Qui tient la queue de la poêle, à Saint-Geniès ? C'est moi. Le représentant de la Métropole, c'est moi. Le responsable si les choses sont mal faites, c'est moi. Si elles sont bien faites c'est la Métropole, cela ne me dérange pas, mais il faut assumer. »*

Monsieur le Président

Ne vous inquiétez pas, nous sommes habitués. Mais ce n'est pas le problème. Je crois qu'Arnaud et Yvon ont parfaitement résumé le problème : il faut absolument garder des relations de proximité pour la voirie et l'espace public. C'est dans ce but que les pôles ont été conçus puisque nous avons recruté entre autres cinq ingénieurs pour aider au travail, plus les personnes qui travaillent en direct avec vous dans les communes. Je crois que cela pourra le faire, il y aura peut-être au départ des petites mises au point à faire, et c'est aux Maires de les faire en direct. S'il y a un souci, ils peuvent m'appeler aussi. Ce n'est pas interdit. Je mets aux voix l'affaire 7. Qui est contre ? Une contre. Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 8 : TRANSPORTS ET MOBILITE – SCHEMA DIRECTEUR DES MOBILITES – ORIENTATIONS STRATEGIQUES – APPROBATION**Monsieur le Président**

Affaire 8, transport et mobilité, schéma directeur des mobilités, orientations stratégiques. Je passe la parole à la Vice-Présidente Isabelle Gianiel.

Madame GIANIEL

Monsieur le Président, chers collègues, nous avons lancé courant 2014 un schéma directeur des transports. L'idée était d'élaborer ensemble une nouvelle offre durable de transport qui soit établie, et (c'est votre demande) de façon concertée, qui fasse suite surtout à un diagnostic poussé et partagé du service public des transports tel que nous le connaissons aujourd'hui. L'idée aussi était d'imaginer l'après tout tramway et de développer tous les modes de transport et de déplacement sur notre Métropole.

Avec le passage en Métropole, c'est-à-dire le passage d'autorité organisatrice de transport à autorité organisatrice de mobilité, la nécessité s'est faite de travailler à toutes les échelles, du très local (je pense à la desserte des villages, des quartiers), au plus Régional. Je ne vais pas revenir sur ce soir sur la liaison Toulouse-Montpellier dont nous avons largement discuté ce soir. Nécessité de travailler à la fois sur des infrastructures et du transport lourd comme sur des modes plus fins, les modes actifs en particulier qui sont très plébiscités sur notre territoire. Une politique de mobilité tournée vers plus de multimodalité, qui ne doit plus seulement raisonner en termes d'offre de services mais également en termes de participation aux efforts des Etats, aux efforts de tous en matière de réduction des gaz à effet de serre. Une politique de mobilité tournée vers l'avenir, les nouvelles formes de mobilité, et qui œuvre pour le maintien de la qualité de l'air et la préservation du climat tout en faisant siens les objectifs de la COP 21 qui s'est tenue récemment.

En termes méthodologiques, ce schéma directeur des transports qui s'est donc transformé en schéma directeur des mobilités comprend deux phases distinctes : d'abord un diagnostic territorial des mobilités, et une phase de proposition assortie d'un programme d'action. Aujourd'hui, nous arrivons au terme de la première phase, c'est-à-dire du diagnostic que vous avez souhaité que je partage ce soir avec l'ensemble des élus.

Le diagnostic, je tiens à le rappeler (à la fois territorial et thématique) contribuait à évaluer les forces et faiblesses de notre réseau. Il a été établi tel que vous le souhaitez, en concertation non seulement avec les 31 communes mais également avec de nombreux Comités de quartiers, j'en ai rencontré beaucoup, avec également les associations d'usagers des transports, du vélo, des associations de piétons, marcheurs également, et (vous l'avez souligné ce soir) en association avec les intercommunalités voisines. Je tiens à

souligner que le travail particulièrement fructueux qui a été fait avec Pays de l'Or Agglomération, mais également avec la Communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup.

Les autorités organisatrices de transport que sont la Région et le Département ont été également associées à nos réflexions, même si ce dernier (je parle du Département) s'est relativement peu mobilisé sur nos travaux. Au total, plus d'une centaine de réunions, ateliers, rendez-vous ont été tenus en un an et chacun a pu s'exprimer et relayer des attentes de nos concitoyens.

Le schéma directeur des mobilités comprendra une deuxième phase qui démarrera en début d'année, dont l'objectif est d'établir un ensemble d'actions cohérentes, hiérarchisées, mais également d'investissements et d'offres de service public en faveur d'une mobilité toujours plus améliorée. L'ensemble de ces propositions seront présentées dans le détail et débattues lors de réunions de concertation avec l'ensemble des communes. Le format sera à peu près celui que nous avons connu fin 2014 et début 2015. J'en profite pour préciser ce soir que ces réunions se tiendront sur le mois de février 2016 et que les convocations ne devraient pas tarder à partir.

Monsieur le Président

Madame Gianiel, surtout n'évitez pas le sujet de l'hélicoptère.

Madame GIANIEL

Je vous laisserai commenter. C'est difficile de garder son fil. Les propositions retenues qui seront débattues font l'objet d'une programmation claire, détaillée et étalée dans le temps jusqu'à l'horizon 2025.

Avant de parler vraiment des orientations, ce qui est vraiment l'objet de la discussion ce soir et du débat, vous avez souhaité Monsieur le Président que je partage les conclusions du diagnostic, et si vous le permettez je vais le faire par mode. Je ne vais peut-être pas parler de l'hélicoptère, je vous laisserai le faire, vous avez l'air beaucoup plus spécialiste que moi de la question, mais permettez-moi de commencer par ce que nous avons le mieux, à savoir le tramway.

Le tramway, j'ai envie de dire : formidable ! Le tramway est un élément extrêmement structurant pour le réseau de transports en commun. Je crois qu'il est important de le dire pour ceux qui l'ignorent : le tramway assure sur la Métropole 83 % des voyages effectués en transport en commun de notre périmètre, sachant que nous avons à peu près 300 000 voyages par jour sur notre réseau. C'est tout à fait remarquable.

Je crois qu'il est important de le souligner : le tramway est parfaitement écologique. Pas d'émissions de gaz à effet de serre, pas de particules fines, donc il n'est pas responsable du réchauffement climatique. C'est un mode sur lequel il est important que nous nous appuyions.

Et puis nous avons pas mal évoqué les modes ferrés ce soir, lors des précédentes affaires. J'ai envie de dire un petit mot sur le train. Au travers des discussions que nous avons pu avoir dans le cadre de l'établissement de ce diagnostic, le train au quotidien est insuffisant. Clairement, l'absence d'étoile ferroviaire est pénalisante pour le territoire et induit clairement l'usage massif de la voiture, notamment de la voiture solo, sur le périmètre de la Métropole. Vous le savez (d'ailleurs nous avons un petit schéma qui est projeté) : il existe seulement une liaison Est-Ouest en train et aujourd'hui, elle ne peut pas répondre à tous les besoins structurants de déplacements du territoire et de mise en liaison des différentes parties du territoire.

Concernant le bus maintenant, nous avons quelques difficultés. Il se heurte clairement, et notamment en milieu urbain, à des vitesses commerciales faibles, ce qui le rend assez peu attractif. Et il faut souligner (cela nous a été beaucoup indiqué) des amplitudes insuffisantes notamment vis-à-vis de la vie et des activités nocturnes. Insuffisance voire absence de desserte parfois dans le périurbain (je pense à la deuxième couronne montpelliéraine), c'est vraiment malheureux, sur les principaux secteurs d'embauche qui sont également les principaux pôles générateurs de déplacement de la Métropole. Je pense en particulier (j'ai déjà eu l'occasion de le dire) aux zones d'activités industrielles et tertiaires et aux secteurs des Hôpitaux Facultés.

En parallèle, depuis 2012 a été développée une offre connexe fort intéressante : l'offre de TAD, de transport à la demande, qui véritablement est un succès dans le périurbain, avec une augmentation de la fréquentation qui ne se dément pas. Les kilomètres produits sont deux fois plus importants que le prévisionnel qui avait été imaginé. Si je ne parle que des huit premiers mois de l'année 2015, nous sommes à +22 % de fréquentation par rapport à 2014 et cela n'inclut pas la ligne de Murviel-lès-Montpellier, qui fonctionne très fort elle aussi.

Nous avons une offre particulièrement performante, souple d'utilisation, puisque nous avons des réservations jusqu'à une heure avant et qui est 100 % sûre puisque tous les trajets sont absolument déclenchés. Mais cette offre reste perfectible puisque la réservation du trajet retour pose problème. Nos concitoyens sont dans une attente de fonctionnement beaucoup plus immédiat du transport à la demande. Je crois que quand on est French Tech, on doit pouvoir au travers des nouvelles technologies proposer, notamment à l'échéance du futur contrat de délégation de service public, des solutions pour plus d'immédiateté dans le fonctionnement des bus en transport à la demande.

D'un point de vue écologique sur notre réseau, sur l'urbain nous avons une offre quasi exclusive de bus en GNV, c'est-à-dire en gaz naturel véhicule, qui sont particulièrement performants en termes de rejets atmosphériques. Ce sont 120 bus sur 123. Il y a seulement trois bus au gasoil sur l'urbain, qui sont utilisés « uniquement » pour la formation des conducteurs. En revanche, sur le périurbain, au gré des sous-traitances opérées, une soixantaine de bus fonctionnent au diesel. Je crois qu'il faudra que nous nous engagions dans une amélioration de cette situation et une révision dans le cadre du prochain contrat de délégation de service public.

J'en viens à des modes un peu moins lourds : je vais vous parler du vélo. Malgré des conditions climatiques et topographiques globalement plutôt favorables à son usage, l'usage du vélo est trop peu développé sur la Métropole. C'est dû à un manque d'aménagement d'espaces réservés sur l'espace public et sur la voirie, mais également (cela a été beaucoup souligné) de parcs à vélos sécurisés. Globalement, il s'agit d'inciter à l'usage du vélo, avec un dispositif de vélos en libre-service. Le dispositif Vélo magg' est globalement très inférieur à celui présent sur d'autres collectivités de taille analogue (je pense à Strasbourg, à Nantes) : ce n'est forcément pas donner toutes les chances au vélo de faire sa place sur l'espace urbain. Je le rappelle : malheureusement, rien n'est proposé en termes d'offre de service public, sur le vélo à assistance électrique.

J'en viens à parler de la voiture. Elle est très présente, trop présente, que ce soit en périphérie ou en ville. Aujourd'hui nous disposons, et c'est très bien, d'une offre autopartage gérée par une société privée, Modulauto, qui somme toute reste trop confidentielle sur le périmètre urbain. Et le covoiturage est très peu développé dans les trajets du quotidien. De même, pour reparler de la mobilité électrique, nous avons très peu d'installations pour recharge de véhicules électriques sur la Métropole : seulement quatorze sont dénombrées, essentiellement sur des parkings en ouvrage et également chez quelques concessionnaires auto. Rien qui favorise la mobilité électrique voiture sur notre périmètre.

Par rapport à ce constat par mode que vous avez souhaité que je partage ce soir, quels sont les effets induits, quelles sont les conséquences ? Les conséquences sont relativement dommageables. Même si nous observons que dans les transports en commun à Montpellier nous avons somme toute beaucoup d'actifs (35 % d'actifs dans les réseaux de transports en commun), moins de 10 % des trajets domicile-travail des actifs se font en transport en commun. Il me paraît évident que notre cible est là : faire en sorte que ce trajet domicile-travail, qui est vraiment le trajet prépondérant, le trajet du quotidien, le trajet qui encombre nos routes, puisse être effectué de manière plus massive en transport en commun et également en utilisant les modes actifs. Ce trajet domicile-travail pose des problèmes notamment en termes de besoins de parking, occupation de l'espace public, dimensionnement du réseau de transport en commun et dimensionnement également d'infrastructures routières.

Je tiens à le souligner concernant la voiture : il peut être discriminant, et cela nous a été à de nombreuses reprises signifié, pour l'accès au travail sur le périmètre de la Métropole, de ne pas posséder de véhicule. Je crois que c'est un point qui doit fortement nous alerter.

J'en viens aux orientations stratégiques que je vous propose de débattre ce soir, et de retenir surtout. Elles découlent strictement de cette analyse et du diagnostic que nous avons fait tous ensemble. Avant toute chose, je pense qu'il nous faut vraiment considérer une chose qui me paraît essentielle et qui a été évoquée ce soir largement : Montpellier est le premier pôle économique de la Région Languedoc-Roussillon. A ce titre, il est également le premier bassin d'emploi de la Région Languedoc-Roussillon. Les résultats de l'enquête Ménages déplacements, qui a été réalisée par le Département en 2014, montrent que les actifs viennent de très loin tous les jours pour travailler à Montpellier. De l'Ouest, c'est Sète bien sûr, Pézenas et jusqu'à Béziers, et de l'est c'est Lunel, Nîmes, jusqu'à Arles. Il nous faut donc améliorer la liaison quotidienne avec les territoires voisins et la Grande Région.

Il nous faut créer un réseau de grandes infrastructures. Bien entendu, j'ai envie de parler en premier lieu du mode ferré et notamment de la réactivation de certaines des voies ferrées d'intérêt local. Je pense en particulier à l'axe Poussan-Montpellier ou encore au secteur Le Crès-Castries-Sommières, qui devrait contribuer à proposer une alternative à l'usage quasi exclusif de la voiture sur ces secteurs-là.

Et si nous parlons grandes infrastructures, nous devons parler des PEM, les pôles d'échange multimodal. Ils se situent à l'interface du réseau de routes et du réseau de transports en commun, donc ils sont primordiaux dans notre architecture et il faut que nous nous appuyions dessus pour nous aider à sortir nos concitoyens de leur voiture tous les matins.

Si je ne devais parler que d'un PEM, je parlerais une fois de plus de celui de Baillargues qui, je vous le rappelle, permet (alors que l'autoroute ne le permet pas) de relier le centre de Montpellier en moins de huit minutes. Il accueille 42 tramways trains par jour, en trois ans globalement (c'est à peu près ce que doit raconter la courbe qui vous est présentée), nous avons multiplié par douze la fréquentation des trains au départ de Baillargues. Nous sommes passés de 460 voyageurs par semaine à près de 5 400 par semaine en 2015. C'est une très belle réussite qu'il faudra conforter notamment par la mise en place de rabattements bus sur le secteur baillarguais. C'est une très forte demande des dix communes concernées directement sur la Métropole par le PEM de Baillargues. Il nous faut développer des pôles d'échange multimodal qui se situent à l'interface des routes et du réseau de transports en commun.

Il nous faudra également développer les parkings de covoiturage. Eux aussi se situent à cette interface, et eux aussi constituent une solution pour « sortir nos concitoyens de la voiture ». C'est vrai bien sûr aux entrées et sorties des grandes infrastructures routières, mais je crois que cela peut être vrai également en entrée et sortie des grands centres commerciaux. Aujourd'hui un certain nombre de centres commerciaux jouent déjà ce rôle. Monsieur Meunier qui est presque en face de moi connaît cette situation. Sur la commune de Lattes, le centre commercial Carrefour, tous les jours ce sont 200 places de parking mobilisées pour faire le lien entre la route et les transports en commun, tramway.

Si nous voulons pouvoir passer d'un réseau à l'autre de manière aisée, il faut pouvoir s'affranchir des limites administratives. A ce titre, il faut faciliter le déplacement non seulement en créant des abonnements (là vous est présenté l'abonnement Kartatoo qui fait le lien entre le réseau métropolitain et le réseau SNCF), mais aussi il faut prendre l'exemple sur ce qui se passe ailleurs. En la matière, je crois que la Haute-Garonne a beaucoup à nous apprendre. Depuis quelques courtes semaines, un titre unique est en vente entre le réseau toulousain de Tisséo, le réseau de trains Régionaux de la SNCF, et également le réseau de bus départementaux qui est le réseau Arc-en-ciel. Il faut impérativement que nous travaillions ces pistes-là et que nous puissions avancer sur le sujet que j'avais eu l'occasion en début de mandat de mettre sur la table, que ce soit au Département ou à la Région : le titre unique de transport interopérable, valable sur tous les réseaux, de manière qu'il n'y ait qu'un geste d'achat, donc peu de contraintes pour la mobilité de nos concitoyens.

Deuxième orientation stratégique que je vous propose de retenir ce soir : si nous voulons sortir les actifs de la voiture solo mais également, par effet induit, limiter les embouteillages le matin et le soir aux entrées et sorties de Montpellier également aux entrées sorties de Saint-Jean-de-Védas, de Juvignac, il s'agit de proposer des solutions concrètes ; premièrement la desserte des zones économiques et des pôles d'activité. Il faut proposer une offre de transports en commun sur ces secteurs qui sont les principaux pôles générateurs de déplacements, mais qui sont aussi nos pôles économiques.

En parallèle, je crois que c'est un sujet auquel vous êtes également très attaché, Monsieur le Président : il va falloir que nous travaillions le sujet de l'étalement des horaires d'embauche sur ces zones d'activités, de façon, si nous devons créer une offre bus, à pouvoir la lisser, mais à avoir un impact aussi sur la circulation automobile et faire en sorte que tout se passe de manière un peu meilleure sur ces zones d'activités qui connaissent de forts embouteillages le matin et le soir.

Enfin, sur ces secteurs également, il nous faut donner une place au vélo. J'ai envie de rappeler ce soir que sur la ville de Montpellier, 50 % de la population a moins de 34 ans. C'est énorme, et c'est vraiment ressorti dans le cadre du diagnostic que nous avons mené : il y a une très forte demande aujourd'hui en matière de vélo sur la ville de Montpellier, mais aussi sur la périphérie. Je crois qu'il faut que le vélo puisse investir les zones d'activités. Cela passera bien sûr par un renforcement de l'offre vélo Vélomagg', et par un certain nombre d'aménagements de voiries pour rendre sa pratique plus agréable, plus évidente.

Troisième orientation stratégique que je vous propose de retenir ce soir : le rééquilibrage du service public entre l'urbain et le périurbain. Aujourd'hui, les solutions de mobilité ne peuvent pas être les mêmes si l'on se situe dans l'urbain ou dans le périurbain. Dans l'urbain, on peut s'appuyer, nous l'avons vu, sur le réseau armature de tramway qui est très performant, très présent, puis composer une offre bus, mobilité active, qui irrigue bien le territoire dense de la ville. Il faut développer notamment beaucoup les modes actifs dans l'urbain.

Dans le périurbain, c'est totalement différent. L'éloignement, l'isolement parfois, militent en faveur de modes adaptés à la densité faible de l'habitat. Dans ce secteur, nous l'avons vu, le transport à la demande est un moyen de déplacement bien adapté. Mais nous ne pourrons pas développer une offre partout, je crois qu'il faut être lucide, et le véhicule particulier utilisé en covoiturage et non de manière soliste est un complément intéressant voire indispensable à notre offre de mobilité. Dans nos réflexions sur l'offre bus en périurbain, nous intégrerons également la mutation des matériels. Comme je l'ai déjà signifié tout à l'heure, les bus dans le périurbain sont des bus au gasoil, je crois qu'il sera vraiment important que nous puissions faire muter les matériels vers des dispositifs plus respectueux de l'environnement, le GNV en particulier.

Quatrième orientation, je prends mon souffle : il nous faut développer l'usage des deux-roues. Le dispositif Vélomagg' fonctionne bien mais il est essentiellement représenté sur la ville centre. Je crois que sur 52 stations Vélomagg' nous en avons 46 sur la ville de Montpellier, et il ne marche bien que s'il marche en réseau. Il y a eu par le passé quelques exemples communaux qui n'ont pas fonctionné parce qu'il s'agissait de stations isolées, je pense en particulier à Villeneuve, à Clapiers et à Castelnau-le-Lez. Dans l'Ecusson en revanche, cela marche extrêmement bien. Il faut que nous nous inspirions de ce dispositif pour continuer à mailler le réseau de stations Vélomagg' et à développer ce réseau, notamment sur des axes structurants de déplacement. Pour ne donner qu'un exemple, développer un axe structurant en vélo le long de la ligne 1 de tram, entre la gare Saint-Roch et le secteur des Facultés, pourrait être extrêmement judicieux dans les mois qui viennent.

Le vélo, c'est simple et pratique, c'est économique, c'est bon pour la santé, il nous faut le développer. Cela passera par un programme pluriannuel hiérarchisé d'actions, d'investissements à la fois sur l'espace public, la voirie, également des infrastructures, du mobilier urbain comme des parcs à vélos, des appuis vélos, et il nous faudra aussi nous investir sur le sujet de la mobilité vélo. Le VAE, vélo à assistance électrique se développe énormément. Il est efficace, propre, il permet surtout de couvrir une plus grande distance. Développer une offre de services, notamment dans le périurbain où l'éloignement et la topographie jouent en sa faveur, serait une bonne chose.

Pour organiser notre réflexion, je vous proposerai de lancer début 2016 une démarche analogue à celle du schéma directeur des mobilités, à savoir un schéma directeur des mobilités actives qui nous permettra de travailler de manière plurithématique et de manière transversale. Aujourd'hui, parler vélo c'est bien sûr parler d'aménagement urbain et c'est parler d'aménagement de voiries.

J'en viens à la cinquième orientation : nous ne pourrons pas nous passer de la voiture. Il nous faut donc développer un usage de la voiture un peu plus respectueux de l'environnement, qui soit donc un peu plus partagé, coresponsable, et dynamique. Nous l'avons dit : nous ne pourrons pas nous passer de la voiture, c'est complètement illusoire. Il faut que nous puissions l'intégrer de manière intelligente dans notre offre globale de mobilité.

Je souhaite donc ce soir, de manière très ambitieuse, lancer l'idée que nous puissions développer tous ensemble ce qui pourrait être une innovation et une première en France, à savoir un véritable service public du covoiturage courte distance. Mon idée serait que nous fassions le Blablacar du trajet domicile-travail en nous appuyant non seulement sur un site Internet dédié avec application Smartphone dédiée, mais également sur une animation forte. Si nous voulons aujourd'hui que le covoiturage du quotidien se développe sur la Métropole, il faut impérativement que nous accompagnions le mouvement par une animation de terrain.

Se déplacer quotidiennement ou plusieurs fois dans la semaine avec quelqu'un nécessite une relation de confiance, nécessite de se connaître. Je crois qu'il faut que nous soyons le maillon qui fait ce lien, et que nous nous appuyions notamment sur les PDE, les plans de déplacement entreprises, pour faire ce travail. Nous avons beaucoup parlé de mutualisation ce soir et des guichets uniques : les communes sont une bonne porte d'entrée pour fonctionner différemment en voiture. Je vous proposerai début janvier également de

lancer un appel à projets pour une offre globale à la fois sur un outil informatique et sur une animation qui permettent véritablement de monter une offre de service public de covoiturage courte distance, du quotidien. D'un point de vue matériel, c'est clair, il faudra que si nous cherchons à développer le covoiturage nous puissions nous appuyer sur des lignes de covoiturage, des itinéraires matérialisés comme des lignes de bus, sur lesquelles on identifie à la fois des points de pose et de dépose de voyageurs, voire des horaires de passage. C'est une discussion entamée avec la Communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup, pour un itinéraire au Nord de Montpellier : je crois que c'est important que nous puissions avancer rapidement sur ces sujets-là.

Il faudra aussi proposer des itinéraires de covoiturage le long des grandes pénétrantes de la Métropole. Pour n'en citer que quelques-unes, je parlerai de la route de Ganges que je connais bien, mais également le long de l'A75 qui provoque de grands embouteillages à l'entrée de Montpellier au niveau de Juvignac tous les matins et parfois tous les soirs. Je pensais également à la RD65, la route Cournonsec-Cournonterral-Pignan-Lavérune, et plus proche de chez moi, la RD189 qui permet au départ de la Mogère d'irriguer tout le secteur du Melgorien.

Si nous voulons être sur un usage différent de la voiture, il va nous falloir également développer l'autopartage. L'autopartage reste confidentiel, c'est ce que nous avons vu en introduction. Pourtant, il est extrêmement intéressant. Il est intéressant pour le particulier parce que cela coûte moins cher de ne pas avoir de voiture et de la partager. C'est bien pratique, on n'a pas de souci de garage tous les soirs, on n'a pas la gestion de l'entretien courant et des réparations du véhicule. C'est aussi dans l'intérêt de la collectivité publique : l'autopartage permet de mobiliser moins d'espace public pour la voiture et pour les voitures-ventouses en particulier. Il contribue donc à redonner une place aux piétons, aux vélos. Avec la compétence voirie prise par la Métropole au 1^{er} janvier prochain, et sous la vice-présidence de Monsieur Youssous, nous pourrions engager des choses importantes en la matière, notamment en créant, en mobilisant des places strictement dédiées (que ce soit en chaussée ou en ouvrage) à l'autopartage.

Enfin, si nous voulons favoriser une mobilité en voiture mais responsable, c'est-à-dire écologique, une mobilité qui s'affranchisse des énergies fossiles donc qui ne soit pas génératrice de gaz à effet de serre, si nous voulons agir pour la qualité de vie avec moins de pollution sonore, moins de pollution atmosphérique, il nous faudra passer à l'électrique sur la voiture.

J'en profite pour vous indiquer que sur cette fin d'année 2015, nous avons répondu à un appel à projets lancé par le ministère de l'Environnement et du Développement durable et qui avait pour vocation de nous aider à financer à hauteur de 50 % des dispositifs de bornes de recharge électrique pour les véhicules individuels. C'est l'ADEME, en local, qui nous a accompagnés pour mener à bien ce dossier de demande d'aide et qui porte, pour vous en dresser un peu les contours, sur l'installation de 224 bornes IRVE (c'est le terme consacré : installation de recharge de véhicules électriques) pour un investissement de 750 000 euros sur deux ans et qui concernerait quatorze communes, soit plus de 75 % de la population du territoire métropolitain.

La réponse de l'Etat sur ce dossier est attendue pour le printemps 2016, le dispositif serait mis en place dans un délai de deux ans avec la possibilité de proposer une deuxième tranche, ce qui nous permettrait de remonter à 500 points de charge à l'horizon 2020.

La voiture électrique, cela passe bien sûr par des bornes de recharge mais aussi par des places réservées, peut-être des places gratuites dans les parkings. Cela passe peut-être (j'ai d'ores et déjà sollicité Chantal Marion sur ce sujet) par un accompagnement sur la recherche et le développement aux entreprises et start-ups de la Métropole positionnées sur ce secteur clé d'activité. J'en appelle à Isabelle Guiraud : je crois que si nous voulons être exemplaires il faut montrer l'exemple, et il faudra aussi que nous nous attachions à faire muter le parc auto de la Métropole vers des véhicules électriques au gré des renouvellements de matériel.

Voilà les cinq orientations que je vous propose de retenir ce soir :

- des grandes infrastructures qui nous permettent de sortir du tout véhicule ;
- des propositions vraiment en direction des actifs et de ce qui est le trajet dominant au quotidien (le trajet domicile-travail) en proposant notamment, mais pas que, d'irriguer les zones d'activités principales de la Métropole ;
- un rééquilibrage de l'offre, et de l'offre bus en particulier (c'est ce que j'avais appelé il y a quelques mois la refonte du réseau bus) ;

- un rééquilibrage en direction du périurbain ;
- et vraiment de manière forte, il faut que nous nous engagions dans le développement de l'usage du deux-roues et dans le développement d'un accompagnement de la mobilité voiture mais vers une mobilité voiture beaucoup plus écoresponsable.

Je terminerai...

Vous êtes durs ! Je vais prendre mon temps pour faire plaisir à Monsieur le Maire de Baillargues : je terminerai en vous indiquant que nous ne pourrions pas nous passer, en toile de fond, de trois démarches : un, nous appuyer vraiment, pour faire cette révolution des déplacements, sur les nouvelles technologies. Je crois qu'il est important que nous puissions poursuivre le projet EMMA. De nouvelles fonctionnalités existent sur le site Internet et seront développées à partir du mois de mars sur une application smartphone. Il faut accompagner les voyageurs pendant leurs déplacements sur de l'information en temps réel. Il nous faudra aussi améliorer nos déplacements, les simplifier, les fluidifier avec notamment des calculateurs dynamiques, multicritères et tous modes, comme le fait Chantal Marion au travers de Smart'moov. C'est un applicatif développé dans le cadre de la cité intelligente et je crois qu'il faut aller beaucoup plus loin.

J'en profite pour vous remercier, Monsieur le Président, de m'avoir permis de présenter ce dispositif lors de la Conférence sur le climat, début décembre, à Paris. Il faudra aussi que les nouvelles technologies nous aident à faire évoluer l'offre de TAD vers plus d'immédiateté. Nouvelles technologies en toile de fond de notre politique de mobilité, et je souhaite que nous puissions nous inscrire dans une démarche d'amélioration continue. On nous a enfermés des années durant dans des situations d'offres de services inutiles. Nos grands bus qui circulent à vide en journée sont très décriés par nos concitoyens et je crois qu'il s'agit pour nous de mieux employer nos moyens à la fois matériels et humains dans le service public des transports.

Il nous faudra savoir opérer des arbitrages, faire évoluer les services en fonction des vrais besoins. Je crois qu'il en va (c'est important) de l'efficacité de notre politique publique de mobilité et de notre crédibilité.

Max Lévi me le répète assez régulièrement : il nous faut faire face à une rigueur budgétaire. J'ai envie de m'accaparer votre adage, Monsieur le Président : « *Il nous faut faire mieux avec moins.* » Le budget qui est le nôtre est extrêmement contraint, avec (il faut le souligner) des incertitudes sur le versement transport qui est une manne fiscale importante pour la Métropole. Le versement transport, qui est l'abondement des entreprises, pèse pour plus du quart des ressources fiscales de la Métropole. Face à toutes ces incertitudes, il est important que nous nous obligions à faire mieux avec moins, donc à mieux déployer nos moyens là où ils sont nécessaires, là où ils sont utiles à nos concitoyens. Je crois que la refonte du réseau bus que nous élaborerons ensemble en début d'année ne sera que les prémices de cette vaste démarche.

En conclusion...

En conclusion, j'espère que vous aurez compris et que vous partagez avec moi l'idée que le chantier qui nous attend est vaste et extrêmement ambitieux. Il s'agit de faire plus de mobilité partagée mais aussi plus de mobilité tous modes, pas seulement avec du tramway mais avec trois objectifs affichés :

- un, plus d'égalité dans l'accès au monde du travail – il n'est pas tolérable que pour travailler sur la Métropole on soit obligé de posséder une voiture ;
- deux, moins de voitures en ville, plus d'espace public apaisé restitué aux piétons et aux vélos ;
- trois, moins de pollution, une meilleure qualité de vie et une participation globale à la préservation de notre beau climat méditerranéen.

Je crois qu'il nous faut vraiment offrir cette possibilité à nos concitoyens, cette évolution des pratiques de déplacement et du vivre la ville. Ce sera plus qu'une évolution, ce sera une révolution, si nous considérons le réflexe automobile qui est le nôtre sur notre Métropole.

En parallèle, je l'indique rapidement, il nous faudra avancer sur la question du transport de marchandises, mais c'est un sujet à lui tout seul. Pour le plus grand plaisir de mes collègues qui s'impatientent derrière moi, je me contenterai de revenir sur le sujet en début d'année 2016, mais je vous promets à peu près la même densité et la même implication sur ce sujet ô combien passionnant. Je vous remercie de votre attention.

Monsieur le Président

Merci, Isabelle Gianiel. Vous avez entendu ce rapport très complet. Souhaitez-vous intervenir ? Holà ! Madame Brissaud, Monsieur Rouilleault, Monsieur Martin, Madame Jamet. De ce côté, Madame Jabado,

Madame Touzard, Monsieur Caizergues. Attendez... je vais faire un truc qui va vous plaire. Qui demande la parole encore ici ? Monsieur Petit, Monsieur Ségura, Monsieur Grand. De ce côté, qui ? Monsieur Revol. Monsieur Lussert, Monsieur Penso, Monsieur Caizergues. J'ai fait tout le trajet de la ligne 5 à la fin, comme cela je ne répondrai qu'une fois. Je répète : Madame Brissaud, à moins que ce soit sur la ligne 5 aussi, Madame Brissaud ? Madame Brissaud, Monsieur Rouilleault, Monsieur Martin, Madame Jamet, Madame Jabado, Madame Touzard, Monsieur Petit, Monsieur Ségura, Monsieur Grand, Monsieur Revol, Monsieur Lussert, Monsieur Penso et Monsieur Caizergues. La liste est close. Essayez d'être rapides. Madame Brissaud, allez-y.

Madame BRISSAUD

Monsieur le Président, comme mes félicitations semblent vous importer, je féliciterai Madame Gianiel pour son rapport très clair et ses objectifs qui me semblent tout à fait compatibles avec le projet et les idées que nous défendons. Je vous féliciterai aussi pour le choix de votre Vice-Présidente. Félicitations !

Monsieur le Président

Cela ne va pas tarder, ne vous inquiétez pas. Les félicitations, je les connais avec vous. Allez-y.

Madame BRISSAUD

Sur le rapport de Madame Gianiel, je trouve que c'est un projet effectivement ambitieux, avec un plan écoresponsable qui me semble tout à fait intéressant et important, une meilleure utilisation de la voiture tout à fait indispensable. Surtout, commencer à écrire et à assumer que le tout tramway ne prévaut plus, je trouve que c'est un progrès très intéressant. Je n'aurai aucune objection, juste peut-être une suggestion.

Monsieur le Président

Cela s'améliore !

Madame BRISSAUD

On a fait référence à l'autopartage, au covoiturage : peut-être pourrions-nous indiquer dans le cahier des charges que nous souhaitons des voitures électriques, que nous pourrions avoir comme projet ambitieux d'encourager tout ce qui est moyens de transport, donc véhicules, propres. C'est ce qui est fait, je n'aurai pas de remarque négative là-dessus. Mais aller encore plus loin en encourageant l'économie bleue peut-être, et surtout en mettant à plat un nouveau plan de circulation pour la Métropole, puisque cela semble complètement indispensable. C'est bien d'utiliser des voitures propres, des moyens de transport en commun propres, mais tant que les embouteillages existeront avec des voitures qui polluent, tout cela risque de n'être malheureusement pas suffisamment efficace. C'est plutôt positif, vous l'admettez, Monsieur le Président !

Monsieur le Président

Je vous félicite, Madame Brissaud, pour votre saine intervention dépouillée de toute arrière-pensée. Monsieur Rouilleault.

Monsieur ROUILLEAULT

Rapidement, je vais voter bien sûr pour cette résolution. Un très gros boulot a été fait, notamment la Commission qui fonctionne très bien. Je voudrais simplement qu'il n'y ait pas d'erreur d'interprétation. La fin du tout tramway, cela ne veut pas dire la fin du développement des transports lourds. Je lis au contraire dans la résolution au point 3 : « *Ainsi, dans les zones urbaines les plus denses, les modes de transport lourds, tramway, bus à haut niveau de service, sont particulièrement adaptés.* » Cela veut dire que les sujets tram 5 et tram 6 ne sont pas derrière nous mais devant, et la question de savoir s'il faut faire moins de tram mais plus de bus en site propre est une question qu'il faut étudier de près.

Monsieur le Président

Je partage votre point de vue, mais j'y viendrai à la fin en conclusion, et je répondrai aussi aux futures questions sur la gare de la Mogère. Je ferai un pack complet. Monsieur Martin.

Monsieur MARTIN

Merci Monsieur le Président. Je vais essayer de faire court. Effectivement, il y a énormément de choses dans le rapport. J'aimerais que nous arrivions rapidement à des données plus concrètes sur la réduction du trafic, le nombre de passagers à tel ou tel endroit, les quantités de marchandises que nous pourrions transporter par ces nouveaux moyens par rapport à ce qui est transporté actuellement, à une phase plus opérationnelle, même si j'ai bien compris qu'il s'agit là d'objectifs stratégiques.

Pour aller vite (de nombreux élus veulent intervenir), j'irai directement sur les deux regrets que je peux avoir. Le premier, vous l'avez déjà évoqué, c'est évoqué dans le rapport et Madame Gianiel en a parlé :

l'importance du réseau de transport, fortement structuré sur le tramway. Chacun sait que le réseau de tramway avait été imaginé sur cinq lignes et que nous nous sommes arrêtés avant que ce réseau soit complet, de façon à irriguer de la façon la plus harmonieuse et équilibrée possible à la fois l'ensemble des quartiers et l'ensemble des communes de notre Métropole.

Le deuxième regret : je ne veux surtout pas en faire une question centrale par rapport à l'ensemble des questions que nous avons là, ce serait déplacé, mais j'avais demandé à ce que soit intégré dans notre réflexion le deux-roues motorisé, et je vois qu'il a été oublié. Ce n'est pas simplement parce que c'est une marotte.

Monsieur le Président

Vous avez raison. Je vous l'ai dit à la Ville, Monsieur Martin, nous allons l'intégrer.

Monsieur MARTIN

Les gens ne l'ont pas pris en compte je pense qu'il faut l'accompagner. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Vous avez raison. Madame Jamet.

Madame JAMET

Allons-y, soyons brefs. Tout était assez complet effectivement. C'est un sujet prégnant et important. C'est un sujet qui va tomber sur les compétences de la Métropole mais aussi de la Région. Il faut quand même noter, très rapidement, que ce sont plus de cinquante ans de retard, un retour en arrière qui nous ramène, notamment au niveau du maillage ferroviaire, à la fin du XIX^e siècle où tout a été effacé, ce que nous payons aujourd'hui.

Cela dit, plusieurs problématiques apparaissent. La première : concernant Montpellier et Perpignan, je continue de vous rappeler que ce n'était pas inclus, que nous allons avoir des difficultés, que l'Europe traîne et que la Région ne paye pas. Le contournement de Nîmes-Montpellier se fera mais c'est long et c'est cher. L'Etat n'a plus d'argent et la Région traîne des pieds. Cela dit, je ne sais pas où vous avez vu que la liaison Toulouse-Narbonne était dans les tuyaux. Elle a été carrément écartée avec le choix délibéré de faire Toulouse-Bordeaux. C'est là que j'avais dit que Toulouse tournait le dos à Montpellier. Je ne vois pas pourquoi vous intégrez cette donnée qui n'a aucune raison d'être. Le Lien, nous vous l'avons dit, cela fait trente ans que nous attendions cela. La Mogère, vous allez nous faire une réponse globale mais elle est inondable, coûteuse, inutile.

Monsieur le Président

Madame Jamet, je me permets de vous interrompre pour abonder dans votre sens sur une phrase que vous venez d'indiquer concernant la liaison Toulouse-Narbonne. Cette modernisation de la ligne a été...

Madame JAMET

7 milliards.

Monsieur le Président

Non. La modernisation de la ligne a été proposée au Conseil Régional de Midi-Pyrénées par Monsieur Onesta et refusée par les groupes UMP et PS. Vous pouvez poursuivre.

Madame JAMET

De toute manière, la Région est ingérable. Mais non, ce n'est pas une ligne LGV dont nous avons besoin et qui fera la liaison entre Montpellier et Narbonne. D'abord, si l'on fait Montpellier et Narbonne, il faudra aussi terminer Montpellier-Perpignan car tout le monde se fout de nous, cela n'avance pas.

Ensuite, sur les anciens réseaux ferrés désaffectés, je vous l'ai dit : il y a quelque chose à voir. Vous m'avez coupée au moment où je parlais de la gare de la Mogère. Vous m'expliquerez aussi la pertinence d'un engagement de 7 à 10 milliards pour gagner un quart d'heure sur Montpellier-Paris quand on va perdre 20 minutes pour faire la Mogère – la gare Saint-Roch.

Par ailleurs, il y a un élément qui ressort de tout cela : ce qui m'étonne, ce sont ces affirmations qui n'ont aucun lien avec la réalité. Vous ne dites pas comment tout cela va être financé. L'Etat n'a pas d'argent, c'est pour cela qu'il délègue. Et vous le notez vous-même : il y a des divergences au sein de la Région. Cela dit, le volet territorial du CPER n'était pas inclus dans le CPER. Je ne sais pas dans quel cadre vous allez inclure ces nouvelles données mais le problème est que même si c'est touffu et complet au niveau de Montpellier et de sa problématique (encore que je crois que nous pouvons rediscuter du schéma directeur de Montpellier), rien ne prend en compte et en considération la problématique à l'extérieur de la Métropole. C'est bien de

cela qu'il s'agit. C'est ce que j'ai dit dans ma première intervention, c'est ce que je dis aujourd'hui encore. On parle de Montpellier et de sa Métropole mais de rien de ce qu'il y a autour. Cela me laisse perplexe.

Monsieur le Président

Je me permets de vous interrompre encore une fois si vous le permettez. C'est intéressant, ce que vous dites. A l'extérieur de la Métropole, grâce au Conseil départemental, nous avons pu mettre en place la ligne Montpellier-Palavas.

Madame JAMET

Vous plaisantez ?

Monsieur le Président

Non.

Madame JAMET

On parle du bassin d'emploi. Il y a des thromboses tous les matins et tous les soirs...

Monsieur le Président

Ne méprisez pas la petite commune de Palavas. Ne méprisez pas les communes.

Madame JAMET

... et vous me parlez de Montpellier-Palavas. Je vous parle des axes Est-Ouest et Nord-Sud. Il n'y a rien. Ce n'est pas tout à fait développé et la problématique de Montpellier ne peut pas être résolue si l'on ne résout pas ces thromboses et si l'on ne remet pas en question un grand réseau d'infrastructures structurantes, innovantes, tout ce que vous voulez, mais ce n'est pas au rendez-vous, ni les financements, ni le projet, ni ce que vous affirmez.

Dernier ou avant-dernier élément : j'ai tiqué un peu quand Madame Gianiel a parlé du service public. Moi je continue de me battre au niveau de la Région là-dessus : je pense que le service public et notamment en matière de transports publics n'intègre pas forcément une notion de rentabilité. C'est un service public. N'importe quel contribuable doit pouvoir se déplacer d'un endroit à un autre et avoir tous les moyens à égalité avec n'importe qui, qu'il habite en plein centre de Montpellier ou à vingt ou trente kilomètres. Là-dessus aussi, je pense qu'en travaillant avec la Région, nous avons un projet. Notamment en matière d'aménagement du territoire et de TER, il y a quelque chose à faire, mais nous sommes bien en deçà de la réalité.

Dernièrement, je ne vais pas terminer par une polémique, tout le monde a envie de s'embrasser, de se sourire, etc., je ne sais pas si j'ai jacassé mais je veux rappeler au Maire de Beaulieu qui me semble amer et bien acrimonieux que si mes jacasseries l'indisposent, c'est peut-être aussi parce que j'ai un autre son de cloche, une autre voix. Montpellier, il faut qu'il s'y fasse, pèse de tout son poids, au moins pour la moitié. J'ai la prétention à moi toute seule d'incarner une opposition : même si vous ne la trouvez pas assez constructive, en tout cas je la juge lucide.

Monsieur le Président

Merci Madame Jamet. Madame Jabado.

Madame JABADO

Bonsoir, Monsieur le Président, chers collègues. Isabelle, j'ai une chose à dire : waouh ! Je comprends pourquoi ce schéma directeur a mis autant de temps à sortir. Nous avons attendu mais nous avons bien fait de l'attendre car il est très riche. Il présente tellement de pistes (c'est le cas de le dire) à suivre, pour développer l'offre de transport dans notre Région métropolitaine et hors métropolitaine !

Juste une petite chose qui m'a manqué dans la délibération : sauf erreur de ma part, je n'ai pas vu de chiffres concernant la date de démarrage du schéma (peut-être que je me trompe) et la date de fin. Quel est l'objectif final ? Tu as peut-être dit 2025, je n'ai pas entendu quand cela doit démarrer.

Madame GIANIEL

Tu as raison, je n'ai pas forcément été très précise sur le sujet. J'ai parlé d'horizon 2025, l'idée étant que nous puissions être sur des résultats probants en termes de report modal, notamment de la voiture sur les modes plus doux comme le vélo, le deux-roues motorisé. Je n'ai pas parlé du deux-roues motorisé mais il faisait bien entendu partie du paquet cadeau. C'est évident.

L'idée est que nous mettions en place de manière progressive et pertinente un certain nombre d'actions. Ces actions, nous allons les discuter tous ensemble en début d'année, au mois de février. Ensuite, nous établirons une programmation hiérarchisée dans le temps en fonction de ce que nous pouvons dégager

comme marge de manœuvre financière, parce qu'il faut appeler un chat un chat. La politique des transports coûte très cher à la Métropole et nous amènera à l'horizon 2025.

Mais je crois que dès 2016, nous serons en capacité de mettre en place un certain nombre de services, notamment de services bus, je pense en particulier au PEM de Baillargues qui est un élément extrêmement performant du dispositif de mobilité de la Métropole, mais qui somme toute souffre d'une desserte qui n'est pas assurée. Ce n'est qu'un exemple. L'idée est que nous bâtissions une programmation tous ensemble. C'est la feuille de route et la prérogative qui m'a été donnée par Monsieur le Président. Eliane Lloret me suit également à la trace pour que nous puissions effectuer un travail le plus collaboratif et le plus participatif possible, et surtout finalement que nous essayions ensemble d'objectiver un certain nombre de démarches, de solutions, d'actions et d'investissements qui seront portés dans les années à venir.

Madame JABADO

Ce que tu viens de dire est très important. Les concitoyens qui nous interpellent régulièrement attendent des réponses très concrètes sur les problématiques de déplacement, notamment de fréquence. Si j'ai bien compris, les réunions de partage et de discussion vont démarrer février 2016...

Madame GIANIEL

Février 2016.

Madame JABADO

Nous allons pouvoir commencer à entrer dans le dur. Super.

Madame GIANIEL

Il est vrai que nous avons pris notre temps, mais le travail à faire était énorme et il s'agissait d'imaginer vraiment la suite, par rapport à une période qui avait été extrêmement structurante pour la Métropole – le déploiement du réseau de tramway – : cela nous a pris du temps. L'objectif est que nous puissions retravailler au mois de février tous ensemble, et ensuite au mois de juin, ou en début d'été, d'approuver la programmation des actions d'investissement qui seront portées par la Métropole dans les années à venir.

Madame JABADO

Merci.

Monsieur le Président

Merci. Madame Touzard.

Madame TOUZARD

Monsieur le Président, chers collègues, très rapidement : je rejoins les collègues sur les félicitations adressées à Isabelle sur ce travail. Il y a des considérations environnementales, économiques mais aussi sociales. Il faut savoir que nous passons de plus en plus de temps dans la voiture, jusqu'à deux heures par jour. C'est autant de moins que nos citoyens consacrent à la créativité, aux loisirs, à autre chose. Il faut vraiment que nous y travaillions : la situation empire.

Juste deux éléments que j'aurais ajoutés : je pense qu'il est très important de vraiment faire le lien entre les investissements sur les différentes pistes, les différents volets que tu nous as présentés, que nous voyions clair dans les investissements que cela requiert et les coûts de fonctionnement. Je pense que des pistes peuvent être extrêmement rentables, notamment la question du covoiturage. Avec des investissements et des coûts de fonctionnement relativement minimes, nous pouvons avoir des impacts extrêmement élevés. Il faut que nous ayons cet éclairage-là, me semble-t-il.

Deuxième chose : tu as parlé de la gestion des temps au niveau des entreprises et des universités, mais en lien avec cela je pense qu'il y a un travail étroit à faire avec ces pôles générateurs de déplacement autour du télétravail. C'est très important. De nombreuses communautés de communes, territoires, notamment dans le Massif central, ont développé cela pour d'autres raisons que nous (petites routes, etc.), et sont arrivées à des résultats extrêmement intéressants. Il faut savoir qu'un décret va sortir au niveau de la fonction publique : le télétravail qui était fortement freiné va devenir autorisé et suscité dans la fonction publique. Il l'est déjà dans les entreprises. Je pense que c'est comme pour les déchets : on peut s'employer à les trier, mais il faut qu'on les réduise à la source. Si nous pouvons réduire les déplacements à la source, ce sera d'autant mieux.

Monsieur le Président

Merci Madame Touzard. Madame Hart.

Clare HART

Merci. Bravo aussi pour ce beau travail bien approfondi qui nous présente un projet complet et très écologique, mais *quid* de la question de l'accessibilité et de l'accès pour les personnes en situation de handicap ? Merci.

Monsieur le Président

Nous allons répondre après, ou veux-tu répondre maintenant Isabelle ?

Madame GIANIEL

Bonjour Madame Hart. Quelques mots sur le sujet. Vous ne l'ignorez pas : le réseau de transports en commun de la Métropole s'appuie d'abord et surtout sur le réseau armature de tramway. Le réseau armature de tramway est 100 % accessible aux personnes à mobilité réduite et, dans le cadre des travaux de bouclage de la ligne 4, nous avons travaillé de manière extrêmement étroite avec toutes les associations de personnes handicapées qui ont souhaité participer au travail, que ce soient les personnes malvoyantes, les personnes à mobilité réduite. Nous nous sommes vraiment attachés à trouver les meilleures solutions, dans un contexte historique du cœur de ville ancien de Montpellier qui est extrêmement compliqué.

Nous cumulons toutes les difficultés à la fois des bâtiments et des monuments classés à l'inventaire des monuments historiques, mais également une topographie, notamment dans le secteur du boulevard Henri-IV, qui n'était pas du tout évidente à travailler, pour proposer non seulement des arrêts de tramway neufs mais des arrêts accessibles et surtout en lien les uns avec les autres, pour pouvoir faire une jonction aisée entre les lignes 1 et 4 notamment au niveau de la place Albert I^{er}, si je ne dois parler que d'elle.

Soyez bien certaine que sur le tramway, nous travaillons de manière étroite. Je pourrais passer la parole à ma collègue en charge des personnes à mobilité réduite à la Métropole et à Madame Régine Illaire en particulier, qui travaille avec moi sur tous ces sujets-là, sur le bus. Je vous rappelle que depuis de nombreuses années, nous poursuivons cette politique de manière extrêmement active, nous mettons aux normes d'accessibilité actuelles tous les arrêts bus de la Métropole.

C'est un long travail qui va porter encore plus sur plusieurs années. Je n'ai plus les montants exacts en tête, il faudrait que je les vérifie mais je crois que ce sont 1 million d'euros par an globalement injectés pour la mise en accessibilité des arrêts de bus. Si nous devons nous engager dans une refonte du réseau de bus, ce que je souhaite bien entendu, cette refonte devra passer par des arrêts qui auront été mis en accessibilité. Soyez bien convaincus que c'est un sujet de préoccupation quotidienne que l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, mais également des malvoyants, sur le réseau de transports en commun de la Métropole.

Monsieur le Président

Merci. Monsieur Meissonnier.

Monsieur MEISSONNIER

Je voudrais signaler que, comme vient de le dire Madame Gianiel, tous les abris de bus ont été remis récemment en accessibilité pour les personnes à mobilité réduite. Je suis très étonné, Clare que toi-même, habitant Baillargues, tu puisses te poser des questions sur ces travaux qui ont été faits très récemment et qui embellissent tout le cadre de notre beau village.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Meissonnier. Madame Illaire, qui est chargée du dossier.

Madame ILLAIRE

Monsieur le Président, chers collègues, effectivement nous avons mis une part importante dans le schéma directeur de mobilité. Nous avons monté une Commission avec le Comité de liaison, et nous allons sur place voir l'accessibilité des arrêts, le cheminement arrêts-bâtiments. Nous y travaillerons à partir du 1^{er} janvier. Quant à l'accessibilité dans les communes, oui, toutes les communes ont des arrêts accessibles, pratiquement, tous les arrêts techniques sont accessibles.

Monsieur le Président

Merci Madame Illaire. Monsieur Petit.

Monsieur PETIT

Monsieur le Président, chers collègues, tout d'abord bien sûr, félicitations à Isabelle pour cet excellent travail et surtout un grand merci aux services qui ont vraiment œuvré pour que ce travail puisse être effectué dans les meilleures conditions. Aussi, je félicite toutes les communes puisque cela a été un travail relativement partagé. J'adhère à 150 %, sur l'orientation stratégique. Cela dit, je suis assez volontaire,

j'aime bien les 200 % : il m'en manque 50. Les 50, j'aurais aimé les trouver dans cette stratégie (nous parlons bien de stratégie) – si nous nous étendons sur une période de dix ans à venir, 2015-2025 – : vous n'êtes pas sans savoir qu'en dehors de Montpellier un certain nombre de choses évoluent. Nous ne sommes pas les seuls à travailler sur la *smart city* : un certain nombre d'acteurs majeurs dans le monde travaillent sur différents concepts et éléments.

J'aurais aimé que dans la stratégie développée par Montpellier Métropole, on puisse intégrer l'expérimentation de nouvelles technologies ou de nouveaux modes de déplacement. Je vais donner seulement un petit exemple que vous connaissez tous mais que nous avons du mal encore à intégrer, ce que l'on appelle la Google Car, une voiture sans chauffeur. Si nous envisageons ce type de véhicule dans les dix ans à venir, et je suis prêt à parier que dans dix ans ce véhicule roulera dans une grande partie des Métropoles mondiales, j'aimerais que l'on intègre dans cette stratégie le fait de travailler sur une expérimentation et éventuellement la forcer, la pousser, de manière à ne pas prendre de retard dans les dix ans à venir. Ce type de déplacement influence indubitablement notre manière de vivre, donc notre urbanisme. Mobilité et urbanisme sont très connectés, ils sont interconnectables à l'infini. Merci.

Monsieur le Président

J'avais l'intention de dire un petit mot sur le sujet que vous venez d'évoquer en conclusion, Monsieur Petit, mais je vais le dire maintenant. Bien entendu, la Métropole travaille au plus près de toutes les recherches sur la *smart city*, à la fois avec les start-ups mais aussi avec les grandes firmes que sont Dell, IBM, et avec l'ensemble des laboratoires de chercheurs sur le numérique qui nous permettent d'envisager un certain nombre de fonctionnements urbains qui vont modifier considérablement l'urbanisme de la ville.

Nous ne sommes pas du tout largués sur la planète, sur ce sujet. Vous faites allusion à un type de déplacement par une automobile automatique, programmée. Mais il y a d'autres mondes de modernité à intégrer dans notre façon de penser la ville, c'est notamment la prise de conscience de l'ensemble des mesures liées au trafic que nous devons avoir sur un temps réel, qui existent déjà dans certaines villes, qui aujourd'hui sont encore à l'état expérimental en France et à Montpellier.

Nous avons, avec Chantal Marion et Stéphanie Janin, travaillé sur ce sujet, également. Nous l'avons intégré dans notre réflexion sur la ville du futur, sur la ville de demain, et pour moi ce n'est pas la ville du futur, c'est la zone urbaine du futur. Dans ce futur-là, nous ne pouvons pratiquement pas parler de ville. Nous parlons de zone d'habitat, zone d'influence, zone économique, bassin de vie, mais dans ce concept d'aménagement du territoire, nous avons une vision beaucoup plus large que celle des limites communales.

Le schéma qui a été donné par Isabelle Gianiel tout à l'heure et qui concerne la Métropole que nous voyons s'étaler le long de la Méditerranée est évocateur. Je rappelle que sur ce sujet, il s'agit de la collaboration que nous avons avec la Région Languedoc-Roussillon sur la Métropole en réseau, pour laquelle dans le contrat de plan Etat-Région nous avons un financement important.

A ce titre, je reprends l'image des étoiles ferroviaires des villes que j'avais développée avec Jean-Luc Meissonnier le jour de l'inauguration du PEM à Baillargues, en présence de Christian Bourquin. Tu as parlé, Isabelle, des deux lignes de voie ferrée à remettre en état : celle de Sommières et celle de Poussan. Si nous regardons bien, il y a d'autres voies ferrées que nous pouvons remettre en chantier, non pas seulement pour le plaisir de faire du rail, mais aussi pour envisager le long de ce rail une autre possibilité d'aménager le territoire par des nouvelles villes, des nouvelles zones d'habitat (je vous renvoie au rapport Attali sur ce point), également la capacité d'aménager des zones agricoles et la protection de l'environnement que nous devons avoir et à laquelle nous devons être attentifs. Ce schéma dépasse largement les frontières de la ville, et même de la Métropole. Il doit envisager l'évolution de toute notre zone côtière, jusqu'aux cantons, pour les cinquante ans à venir. Dans ce cadre-là, la *smart city*, la ville du futur et toutes les recherches qui sont faites sont intégrées. Monsieur Ségura.

Monsieur SEGURA

Monsieur le Président, je remercie également Isabelle Gianiel puisque nous avons travaillé sur plusieurs choix. Je voulais attirer l'attention : je vous avais évoqué le canal du Rhône à Sète qui me semble important, en déplacements. Bien sûr, cela concerne deux autres agglomérations et la Métropole, mais c'est aussi par ce lien que nous pouvons séduire pour le tourisme et aussi pour le transport, puisque nous savons que de Sète à Palavas, cela bouchonne pas mal.

Ensuite, le PEM de Villeneuve-lès-Maguelone est important : ce sont 22 000 voyageurs par an, avec Maurin qui pourrait entrer dans le circuit, surtout l'Est du département qui accueille Mireval, et tout ce qui bouchonne sur la 612.

Troisièmement, c'est le LICOM qui existait avec le Département. C'est un projet qu'il ne faut pas enterrer et qu'il faut concerter pour aménager ce réseau.

Ensuite, concernant les vélos, à Villeneuve-lès-Maguelone, cela fonctionnait très bien. C'est le changement d'opération qui a fait que cela ne fonctionne plus. La location est passée, je crois, à 100 euros par an, cela faisait un peu cher, alors qu'à la demande cela se passait très bien.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Ségura. Monsieur Grand.

Monsieur GRAND

Monsieur le Président, merci. Je m'associe à tout ce qui a été dit sur ce rapport qu'Isabelle nous a présenté fort complètement. Il s'agit du schéma de mobilité et des orientations stratégiques. Je voudrais faire un petit bond en arrière et je voudrais parler du présent. Ma commune, dans peu de temps, nous serons autour de 24 000 ou 25 000 habitants, c'est l'Est de Montpellier, c'est le transit vers le Millénaire, et nous avons là des projets en panne. Le premier projet en panne est le pôle multimodal de Sablassou. Il faut le réactiver, nous aurons l'occasion d'en reparler, ce n'est pas le lieu ce soir.

Le deuxième sujet qui devient de Métropole (le retard n'est pas imputé à notre collectivité), est l'achèvement de la DEM. Il y a trois tronçons. Un premier tronçon avait été fait par l'Etat, un deuxième tronçon par le Département et le troisième tronçon finit dans les vignes. Plus exactement, le deuxième finit dans les vignes. Je ne demande pas d'engager tout de suite : il va y avoir un transfert de finances sur le Département, mais je demande que l'on prenne tout de suite le taureau par les cornes pour définir le fuseau. L'A9 va s'achever : tout cela est lié. Voilà pourquoi c'est majeur.

Monsieur le Président

C'est un sujet, Monsieur Grand, dont je souhaite débattre avec le Président du Conseil départemental. Même si le contournement Ouest est inscrit au contrat de plan Etat-Région, que les financements sont fléchés, le contournement est mérite une discussion avec le Conseil départemental parce que de fait, au 1^{er} janvier 2017 il y a le transfert des voiries sur le territoire de la Métropole. Cela mérite une discussion préalable.

Monsieur GRAND

Monsieur le Président, je dois avoir dix centimètres de hauteur de courriers du Conseil départemental, de lettres m'expliquant que tout cela allait passer à la Métropole et que naturellement, ils n'allaient pas y mettre un rond. Je suis désolé, ce n'est pas ma vision des choses. Aujourd'hui, je ne demande pas un investissement énorme, mais de prendre une décision pour savoir : les choses vont aller d'ou à ou ? C'est lié au boulevard qui va se substituer à l'actuelle A9. Cela fait partie d'un sujet qu'il faut absolument remettre au-dessus de la pile, et je suis certain que cela va se faire. Cela fait dix ans que nous avons commencé ce dossier, pour partir du lycée Pompidou à l'A9. Cela dégagerait beaucoup de choses. Aujourd'hui, comme ils ne peuvent pas aller vers l'A9, ils prennent Philippe-Lamour et ils se retrouvent à Dell Computer, cela encombre le Millénaire. Franchement c'est insupportable, il faut avancer là-dessus. L'enjeu est considérable.

Je vous fais grâce du passage à niveau 39 mais je veux absolument que nous le mettions dans les aménagements du secteur. Nous en reparlerons. Je pense aussi, Monsieur le Président, qu'il va falloir regarder l'évolution des quartiers pour les transports intérieurs dans nos quartiers. J'en parlerai avec Isabelle si tu veux bien, avec le Directeur de la TAM, avec tout le monde mais des quartiers nouveaux, de plusieurs milliers, naissent : il faut les irriguer.

Enfin, le sujet qui me paraît aussi extrêmement important (et cela concerne la ville de Montpellier comme celle de Castelnau mais cela concerne naturellement, à partir du pôle Sablassou, l'ensemble des autres communes de l'Est de Montpellier), c'est le transport en commun en site propre jusqu'à (pas la mairie de Montpellier mais là où il y a les drapeaux) Granier. Naturellement, Monsieur le Président, je ne demande pas que l'on donne suite à la ligne de tramway qui avait été programmée. Je suis conscient de l'évolution des choses. En revanche, nous ne pouvons pas créer ces quartiers-là sans prévoir (et je crois que c'est prévu, elles sont inscrites dans le PLU mais il faut les réaliser) un transport en commun en site propre c'est-à-dire dans un premier temps des bus à cadence rapide. Cela concerne la ville de Castelnau et les communes

voisines, mais cela concerne tout le Millénaire, et la suite. C'est absolument indispensable. Pour faire suite à ce que disait Isabelle, naturellement les populations prendront ce bus qu'elles ne peuvent pas prendre aujourd'hui.

Voilà ce que je voulais rapidement dire. Ce n'est pas ici que nous allons trancher tout cela, mais ce sont des dossiers d'actualité, structurants, qui répondent à un besoin. Nous le mesurons parce qu'avant, en partant de Castelnau pour aller à l'aéroport on mettait dix minutes, maintenant il faut faire attention parce que l'on peut rater l'avion : on met une demi-heure voire plus. Voilà pourquoi je suis très attentif à tout cela. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Grand. Monsieur Revol.

Monsieur REVOL

Très brièvement, je rappelle aussi que c'est en juin 2014 (c'était notre deuxième session extraordinaire) que nous avons décidé de mettre en place ce schéma directeur. C'est un travail assidu et je voudrais saluer Isabelle et tous ceux qui l'ont accompagnée dans ce travail.

Dans ce travail notamment, sur la commune qui me concerne, Grabels, nous nous sommes réunis avec les Comités de quartiers, avec les usagers, avec ceux qui avaient fait pétitions, manifestations pour obtenir une meilleure desserte d'une ville de 7 000 habitants qui est dans le premier cercle de Montpellier et qui a une offre de transport qui ne correspond pas du tout à sa situation. Ville dans laquelle on est passés de 100 à 400 logements sociaux, ce qui est complètement lié à la question du transport : lorsque le nombre de logements sociaux augmente, la demande de transport en commun augmente également. Maintenant, je me réjouis que ce schéma soit adopté et que nous mettions en œuvre dans les mois qui viennent l'amélioration de cette desserte. C'est le premier point.

Le deuxième point : je crois avoir entendu que dans le cadre de la nouvelle Région, allaient être organisés des états généraux du ferroviaire où tout sera mis à plat pour discuter. Je pense que ce sera donc le cas également de la gare de la Mogère.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Revol. Monsieur Lussert.

Monsieur LUSSERT

Merci Monsieur le Président. Chers collègues, je vais aussi souligner l'incontestable brio de travail accompli, beaucoup de respect pour ce travail, voire de l'admiration – je te l'ai déjà dit, Isabelle...

... notamment pour les brillantes idées du futur. Je donne ma parole aujourd'hui que je ferai de mon mieux pour essayer de les mettre en œuvre. Cependant, dans le diagnostic, j'ai remarqué qu'Isabelle, tu disais : *« Le tramway est formidable. C'est un moyen de transport extrême structurant et c'est un moyen de transport parfaitement écologique. »* Contrairement à la remarque de Monsieur Rouilleault, il me semblait que ce document signait l'arrêt de mort de la ligne 5. Pour faire bref, pour expliquer mon vote, si cela devenait une certitude je voterais contre, en ayant une pensée pour les deux personnes que je connais qui vont de Prades à Montpellier tous les jours à bicyclette à leur travail parce qu'ils ont de très fortes convictions écologistes que je n'ai pas. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lussert. Monsieur Penso.

Monsieur PENSO

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues, bonsoir. En prenant la parole à ce stade du débat, tout a été dit ou presque, donc je rejoins la plupart des arguments. Bien sûr, mes félicitations aussi au travail important qui a été fait mais effectivement, comme mon collègue de Prades, je vois qu'il est question d'orientations stratégiques et je vois l'absence, dans ces orientations stratégiques, de cette ligne 5 du tramway. Vous le savez Monsieur le Président, chaque fois que vous venez à Clapiers c'est un sujet qui est abordé et les concitoyens, les citoyens à la fois du Nord de Montpellier, du campus universitaire, et aussi de nos communes y sont très attachés. Je ne peux manquer de le souligner à mon tour en prenant très brièvement, vous le remarquez, la parole sur ce point. Merci à tous.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Penso. Je vais répondre. Monsieur Caizergues.

Monsieur CAIZERGUES

Monsieur le Président, mes chers collègues, je vais intervenir en cinq points.

Le premier pour dire que globalement, je souscris aux grandes orientations qui nous ont été proposées et pour le diagnostic très fouillé qui a été élaboré.

Deuxièmement, je note la volonté de poursuivre le travail, et de le faire rapidement, puisque des réunions ont été annoncées dès le mois de février. Bien sûr, nous participerons, comme nous l'avons fait précédemment, à ces réunions.

Troisièmement, je souhaite et je demande qu'un plan d'action puisse déboucher, à la suite de ces réunions, avec une hiérarchisation absolument indispensable pour que nous sachions ce qui pourra être réalisé.

Quatrièmement, je ne reviendrai pas sur la ligne 5 : vous connaissez notre position. Elle n'a pas changé. Contrairement à ce que dit mon collègue de Prades-le-Lez, s'il doit y avoir arrêt de mort de la ligne 5, il faut que ce soit clair et net. Mais qu'à travers l'élaboration de ce plan d'action, nous sachions ce qui va se passer.

Cinquième et dernier point, je voudrais témoigner de l'exaspération des populations. Nous nous apercevons que chaque fois qu'une ZAC est livrée, les embouteillages s'allongent. Cela ne va faire que croître et embellir, à travers notamment les constructions qui se profilent à l'Ouest de Montpellier.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Caizergues. Je vais répondre. Nous avons répondu globalement à l'ensemble des sujets. En revanche, sur les sujets très politiques que sont la gare de la Mogère et la ligne 5, je vais y répondre de façon claire. Lorsqu'Isabelle Ganiel dit : « *C'est la fin du tout tramway.* », elle veut dire que la Métropole acceptera de faire du tramway là où c'est utile pour desservir des populations, mais là où nous pouvons les desservir avec des moyens de transport collectifs moins onéreux que le tramway, elle le fera avec des moyens moins onéreux. Pour traverser sur dix kilomètres une zone qui n'est pas une zone d'habitat, il est peut-être plus intelligent et moins coûteux d'utiliser des bus à haut niveau de service, en site propre s'il le faut.

Deuxième point : le tout tramway cela ne veut pas dire plus de tramway. Cela veut dire du tramway quand c'est utile et rentable. Quand c'est acceptable. Car le tramway n'est pas rentable. Il est financé par TAM, donc par les impôts.

Troisième point : la desserte des habitants qui était prévue par la ligne 5, je ne conteste pas sa réalité. Toutes ces populations ont besoin d'être desservies. Il se pose cependant trois problèmes. Premier problème : est-il utile de faire du tout tramway sur toute la ligne ? Réponse : très certainement pas. Deuxième problème : faut-il rediscuter le trajet de la ligne ? Certainement, ne serait-ce que pour le parc Montcalm et l'EAI, mais pas que : il y a aussi à l'intérieur de la ville des quartiers populaires délaissés par le trajet initial. Troisième point : le financement. Je veux bien faire des lignes de tramway et de la desserte de transports collectifs, mais encore faut-il que nous puissions financer. Je rappelle que ni la Région ni le Département n'ont participé au financement de la ligne 4. D'ailleurs, cela fait partie des demandes que nous avons formulées auprès de la Région et auprès du Département. Il n'y a aucun financement prévu pour la ligne 5, ni pour l'Etat qui avait prévu 36 millions sur la caisse de l'écotaxe (nous savons ce qu'elle est devenue), ni pour le Département, ni pour la Région Languedoc-Roussillon devenue Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées.

En outre, nous avons tous voté ici pour une stabilisation du taux d'imposition. Nous sommes la seule Métropole avec Nantes qui a tenu sa parole. Je reposerai à un moment la question aux Maires : si nous faisons une cinquième ligne de tramway ou des moyens de transport collectifs qui ont le même résultat qu'une cinquième ligne de tramway, c'est-à-dire un mix de différents moyens qui pourraient être ici du tramway et là du bus en site propre, qui coûte 200 millions d'euros ou 500 millions d'euros, il faut augmenter les impôts de quatre ou cinq points à la Métropole. Etes-vous d'accord ? Chacun répondra en son âme et conscience. J'ai déjà fait l'expérience, tout le monde a dit non.

Dernier point, et je vais le lier à la gare de la Mogère : je veux bien que l'on me fasse dire des choses dans la presse sans m'interviewer mais je voudrais revenir sur ce que j'ai toujours dit ici – je parle sous votre contrôle : j'ai toujours marqué un certain nombre de réserves sur la gare de la Mogère depuis le début. L'investissement avait commencé, 100 millions d'euros pour le CNM, contournement Nîmes-Montpellier. Mes craintes venaient du fait que la gare de la Mogère n'avait un intérêt que si la gare de Manduel fonctionnait avec elle, et sur la partie Sud-Est si le tronçon Montpellier-Barcelone fonctionnait aussi. Sinon on risque de faire une gare de 135 millions d'euros pour quatre TGV par jour. J'ai toujours dit cela. Je n'ai jamais dit autre chose que cela. Je l'ai répété le jour de la manifestation sur le climat, au bord du bassin Jacques-Cœur, où il y a eu une manifestation contre la Mogère.

Si bien que, n'étant pas sûr des partenaires, je vous ai proposé une solution qui me paraissait intelligente : fabriquer les infrastructures de la gare qui est une gare-pont, au-dessus des voies, et la dissocier du permis de construire qui viendrait après, ce qui nous donnerait un peu plus de temps et un peu plus de latitude au système. Personne ne peut me faire le procès que je suis allé dans cette gare, « *Embrassons-nous folle gare !* ». Je n'ai jamais dit cela. J'ai toujours avancé avec beaucoup de doutes. Beaucoup de nos collègues ici les ont partagés, avec plus ou moins de nuances.

Nous sommes dans cette situation. Nous ne savons pas qui va présider la Région – j'attends les votes, et je connais mes oiseaux. Si la Région décide de se désengager de la Mogère, il faudra que la somme d'argent qu'elle comptait y mettre pour le Languedoc-Roussillon et pour Montpellier, soit affectée au projet de Languedoc-Roussillon et de Montpellier. Il ne faudrait pas que cela parte pour financer le TGV Toulouse-Bordeaux. Je vous rappelle que, que ce soit Monsieur Onesta ou Madame Delga, ils sont tous de Midi-Pyrénées. Je veux bien que l'on ait des doutes sur la capacité de la gare de la Mogère, mais si jamais la Région changeait son fusil d'épaule sur ce projet (nous n'en serions qu'handicapés légèrement car nous avons dissocié le pont et la gare), je souhaite que les financements restent fléchés sur les projets ferroviaires de Montpellier, et pourquoi pas du financement de l'A4 et de l'A5. Voilà ce que je vous dis.

C'est pour cela qu'avec Monsieur Fina, nous allons rencontrer le Président du Conseil départemental. A chacune des séances publiques je vous rendrai compte de ma demande de rendez-vous. Je vous dirai : « *Je n'ai toujours rien reçu.* » ou « *J'ai reçu.* » Je ferai la même chose avec la Région. Les élections c'est une chose, nous passons, après il y a la gestion des collectivités pour l'intérêt général. L'intérêt général, ce n'est ni Madame Jamet, ni Madame Delga, ni moi-même, c'est l'ensemble des populations dont nous avons la charge collectivement.

Si je demande un rendez-vous, ce ne sera pas en tant que Philippe Saurel mais en tant que Président de l'institution et de la deuxième Métropole de la Grande Région. Je vous rendrai compte et je rendrai compte à la presse. Certains me disent : « *La presse, ce n'est plus ce que c'était.* » Je ne ferai pas de chapitre sur ce sujet ce soir, mais j'aurai bientôt l'occasion de m'exprimer. Nous n'allons pas tout mélanger. Mais si j'appelle aux accents d'une VI^e République, je n'aimerais pas revenir et retomber dans la III^e – les initiés comprendront. Voilà ce que j'ai à dire sur la gare de la Mogère et sur la ligne 5. L'idée de faire les transports collectifs pour desservir l'ensemble des zones que devait desservir la ligne 5 au départ n'est pas abandonnée. Elle est dans le schéma. En revanche, les moyens pour y parvenir dépendent des conditions que je viens de décrire, tout simplement. Je mets aux voix. Oui, Monsieur Moure ?

Monsieur MOURE

Monsieur le Président si vous m'autorisez, par rapport à votre conclusion, juste deux remarques : la première sur le rapport présenté sur le schéma des transports, il prolonge les précédents schémas de transports qui avaient été effectués. Tout est important, que ce soit l'autopartage, le covoiturage, tous les modes susceptibles d'être utilisés par nos concitoyens. Il n'empêche qu'il y a des priorités et ces priorités sont liées aux infrastructures.

Je crois que dans un rapport tel qu'il a été présenté – Jean-Pierre Grand l'a dit tout à l'heure et je partage également son point de vue –, nous sommes devant une échéance que j'appelle celle de l'actualité, et l'actualité dans le grand territoire montpelliérain et au-delà de la Métropole, c'est une actualité qui va beaucoup plus vite et beaucoup plus loin que ce qui peut se passer dans certaines autres Régions ou territoires. Nous avons évoqué les questions d'habitat, importantes dans le périurbain, qui chaque jour gonflent la difficulté en quelque sorte à faciliter un transport beaucoup plus fluide. Et puis il y a la caractéristique de notre Région, de l'attractivité de Montpellier.

Ce rapport présenté, il me paraît incontournable qu'on l'associe avec le schéma de voirie, d'infrastructure, pour que nous soyons en phase sur le timing de réalisation de ce qui est déjà prévu ou qui devrait l'être. Je prends le cas du doublement de l'autoroute. L'actuelle autoroute va devenir boulevard urbain. Cela aura un impact certain sur les modes de circulation, la quantité de circulation. Premier point.

Si nous prenons également le cas du contournement Nîmes-Montpellier et (vous venez de l'évoquer, je terminerai dessus) de la Mogère, je crois qu'il faut intégrer les conséquences utiles. Ensuite, vous l'avez très bien présenté : supprimer le tout tram, ce n'est pas ce qui est dit, d'accord, et il faut effectivement que le tram utilise des secteurs en devenir, correspondant à un niveau d'habitat et de relation travail-maison qui soit le plus adapté, le plus fonctionnel et le plus économique possible. Cela veut dire tout simplement qu'il

ne faut pas rejeter sur le court, voire le moyen terme, les secteurs (nous n'allons pas faire de polémique là-dessus) que devait desservir la ligne 5, notamment le secteur des Facultés, le secteur de la toute première couronne inframontpelliéraine, et – en liaison avec l'aboutissement soit à Clapiers (cela avait été évoqué à Prades mais c'était dans une optique optimiste de la situation), soit vers l'Ouest en direction de Cournonterral, Cournonsec, tout cela – tous les secteurs du périurbain qui sont dans une situation catastrophique le matin et le soir.

Il faut prévoir également l'extension de la ligne 1. Cela touche un domaine important pour la Métropole. Il n'y a pas que la Métropole qui est concernée. Le fait d'aller après Saint Jean de Védas en direction de l'Ouest veut dire que l'on impacte (c'est d'un intérêt Régional) le bassin de Thau et sa relation avec Montpellier. Tout cela doit être mis de concert.

Ensuite, vous avez raison de le préciser : nous sommes à un temps de l'histoire, vu les échéances dernières, qui va nous amener peut-être à des réflexions beaucoup plus croisées. Ce n'est pas la Métropole qui a la solution en solo pour régler le problème de la réalisation, mais c'est le partenariat éventuellement de l'Etat pour certains travaux, de la Région, du Département, et même de l'Europe. Au niveau de ce que devait être par exemple la ligne 5, tout en étant pragmatique et responsable, cela aurait dû être de l'ordre de 50 millions d'euros pour la Région, et le Département 25 millions d'euros conformément à ce qu'il avait appliqué sur les quatre premières lignes.

Compte tenu du fait que des transferts de compétences doivent intervenir (vous allez avoir des débats avec le Département sur comment on transfère la voirie ou autre), c'est effectivement le moment de repenser tous ces dossiers. De même qu'avec la Région, quant au fait que maintenant il y a une nouvelle gouvernance au niveau de la Région, un nouvel exécutif qui devra bien se prononcer là-dessus.

La gare de la Mogère, vous aviez assez bien défini le cadre. Je ne pense pas personnellement que la gare de la Mogère, quant aux engagements qui ont déjà été pris, va nous amener à faire machine arrière. C'est lié à l'histoire de Manduel, mais je voudrais que globalement ce schéma intègre de manière suffisamment précise, sur le court et moyen termes, les plannings et les financements à y mettre dessus, car nous choisirons très rapidement les priorités de tels aménagements ou en transport routier sur l'axe montpelliérain, et ensuite le lien avec la Région sur les autres goulots.

C'est un dossier très important et c'est là-dessus que nous pourrions retrouver peut-être ce qui a un peu manqué dans le débat Régional qui est derrière nous : les grands dossiers de fond que la population attend de voir réaliser concrètement. Le gars qui se lève le matin ne regarde pas s'il a un Smart'moov ou pas. Il regarde qu'il passe une demi-heure ou trois quarts d'heure dans un bouchon pour sortir de son périurbain et venir dans la ville, ou inversement. Je crois que tout cela est beaucoup lié à la manière dont les gens considèrent le rôle des politiques. De ce côté-là, je pense que nous sommes assez en phase quant aux suites à donner à ce dossier de transport.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Moure. C'est l'occasion pour moi de rajouter l'importance du contournement Ouest qui pour moi est la priorité des priorités. Cela intéresse toutes les communes de l'Ouest de Montpellier, pas seulement Montpellier, toutes celles qui pâtissent du flot incessant d'automobiles qui viennent de l'A750 et qui vont se perdre dans les boulevards périphériques et dans les voies secondaires du secteur, qui englobent également l'avenue de la Liberté à Montpellier mais pas seulement, l'ensemble de la zone. Le contournement Ouest, je le rappelle, est inscrit au contrat de plan Etat-Région. Nous ne sommes pas obligés de le financer avec la Métropole, mais nous avons accepté d'y participer. Monsieur Breysse.

Monsieur BREYSSE

Pardonnez-moi de prendre la parole après Monsieur le Président, cela ne se fait pas, mais vos propos m'ont rassuré sur votre vision du schéma transports publics, surtout concernant l'Ouest montpelliérain. Ma grande inquiétude actuellement : nous sommes mal desservis, je trouve ce schéma pour l'instant inéquitable, mais je suis partiellement rassuré par vos propos. Je reste optimiste. Je suis persuadé que nous aurons des partenaires comme le Département, comme la Région, voire l'Etat. Mais aujourd'hui, pour la première fois je crois depuis douze ans, je m'abstiendrai sur cette question-là parce que j'ai encore besoin de réflexion.

Monsieur le Président

Je remercie Monsieur Breysse ; je comprends votre attitude, il n'y a pas de problème avec cela. Sachez que nous sommes dans des flux très contraints en termes d'argent public. Certains disent : « *Vous faites la*

guerre et cela nous coûte des sous. » Mais enfin, Monsieur Moure pourrait en témoigner comme moi : quand Georges Frêche était Président de la Région, il avait entre 5 et 6 millions d'euros de financement pour l'Agglomération, et quand Monsieur Bourquin est arrivé après, il a eu 100 000 euros par an. C'est une problématique de gouvernance Régionale à laquelle nous sommes liés, en termes d'Agglomération.

Aujourd'hui, nous sommes liés avec la Métropole et (c'est là que le fait de passer en Métropole est assez intéressant pour nous) la loi oblige la Région à faire attention à nous. Nous sommes liés de fait à l'organisation du CPER. Après, vous savez autant que moi que la politique c'est comme cela que cela se passe. Mais notre rôle à nous, c'est quelque part de porter nos idées, de les dénoncer quand elles contrarient l'intérêt général des populations dont nous avons la responsabilité, et de le dire, et de le faire savoir.

Je vais mettre aux voix le rapport proposé par l'excellente Isabelle Gianiel. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Quatre abstentions. Il est donc adopté à l'unanimité des exprimés, et je vous en remercie.

AFFAIRE N° 9 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – EAU POTABLE ET EAU BRUTE – CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA METROPOLE ET AQUA D'OC, REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 9, service public de l'eau et de l'assainissement, René Revol.

Monsieur REVOL

Nous allons essayer d'être bref et clair. Nous arrivons au terme d'une première étape importante puisque la Régie publique de l'eau, sur son territoire de compétence, va exercer directement la production et la distribution de l'eau potable à partir du 1^{er} janvier prochain. Préalablement à la présentation de la convention d'objectifs, je voudrais ici particulièrement remercier le Directeur de la Régie Monsieur Grégory Vallée et son équipe, remercier la Direction de l'eau et de l'assainissement, les services de la Métropole, remercier tous les élus du Conseil d'administration, les élus métropolitains ici présents. Nous les avons soumis à un rythme important de Conseils d'administration. Ils y ont participé, cela nous a permis de travailler ainsi que les élus issus de la société civile ou du personnel.

Sur les 57 membres du délégataire Véolia qui devait nous rejoindre, 56 ont décidé de nous rejoindre. Ils sont actuellement organisés pour prendre le service de manière directe. Le reste de l'équipe est désormais constitué. Les locaux viennent de s'achever et nous ne manquerons pas de vous inviter, Monsieur le Président et moi-même, au mois de janvier pour inaugurer ces locaux de la Régie rue Fontfroide : les choses sont faites. A partir de là, il faut bien comprendre que l'autorité organisatrice est la Métropole, sur le territoire de ces treize communes qui représentent 80 % de la consommation, et qu'elle doit avoir une convention d'objectifs avec la Régie pour que la Régie assure les missions qui lui sont dévolues par la Métropole. Cette convention d'objectifs que vous avez en main définit clairement les missions de la Métropole et les missions de la Régie.

A ce sujet, je voudrais tout de suite préciser qu'il a été écrit ici ou là que la Métropole de Montpellier souhaitait que les 18 autres communes rejoignent à terme la Régie. Cela est faux. Le Président a dit à quel point il est attaché à la liberté communale. Ce sont les communes qui décident. La fin des contrats se fait en 2021, ce sera à un autre moment et naturellement j'invite les responsables de l'époque à obéir aux mêmes principes et à respecter la décision de chaque commune.

Pour le moment, il s'agit pour nous d'organiser le service sur ces treize communes sur Montpellier et les deux autres communes qui lui sont liées dans ce cadre. La convention d'objectifs, comme vous l'avez vu, a un certain nombre de points que je ne vais pas détailler à cette étape mais sur lesquels je suis prêt à répondre à vos questions.

Premier point : mettre l'utilisateur et le citoyen au cœur du service de l'eau, ce qui implique toute une série d'actions programmées pour l'année 2016, notamment sur la tarification sociale de l'eau qui sera étudiée et mise en place. Je salue d'ailleurs des collectivités comme Garrigues-Campagne qui ont commencé à la mettre en place. Nous pourrions par là même l'élargir, leur expérience, au territoire de la Régie, ce qui suppose une information, une pédagogie auprès du citoyen pour organiser la meilleure économie de la ressource possible, ressource qui dans le cadre du changement climatique, avec la pression démographique qui est la nôtre, va devenir rare et qu'il faut préserver, qui est une ressource essentielle. Donc, ce premier axe est important : mettre l'utilisateur au centre du service.

Le deuxième, c'est justement l'économie de la ressource, qui suppose notamment que nous ayons un investissement beaucoup plus soutenu dans le renouvellement des réseaux, pour faire diminuer le nombre de réseaux fuyards, et aboutir à des résultats assez élevés comme objectifs, car nous nous fixons un taux de rendement de 85 %. Cela entraîne un plan d'investissement important qui a déjà été cadré par le schéma directeur d'eau potable adopté en mars 2013, mais que la Régie s'engage à mettre en œuvre de manière régulière.

A partir de là, nous en venons donc à la question du prix de l'eau potable. Nous avons fait les annonces lors du Conseil précédent. Je me contenterai de le répéter rapidement : comme vous le savez, le prix de l'eau est divisé en trois parties : premièrement le prix de l'eau potable, deuxièmement l'assainissement et troisièmement taxes et redevances sur lesquelles nous n'avons pas de pouvoir bien sûr.

Concernant l'eau potable, à ce jour l'eau potable sur la collectivité qui correspond à la Régie est facturée 1,29 euro au mètre cube. Nous rémunérons le délégataire qui assurait ce service 1,19 euro. Nous avons donc 0,10 euro pour la collectivité, pour assurer l'essentiel des investissements. Actuellement, nous pouvons programmer sur notre budget 2016 le fait que nous descendons l'eau potable de 10 % comme nous l'avons annoncé lors du dernier Conseil, et nous paierons l'eau potable 1,15 euro.

Cela signifie-t-il que la part réservée à l'investissement disparaît ? Pas du tout, parce que nous n'avons plus un délégataire auquel nous devons aujourd'hui payer 1,19 euro, nous avons une Régie qui va rendre le même service, voire un meilleur service parce que des dimensions de son activité n'étaient pas prises en charge par le délégataire, pour un montant moyen de 0,75. Donc, la part consacrée à l'investissement passe de 0,10 euro à 0,40 euro. Vous multipliez par quatre. C'est une volonté. Nous n'avons pas voulu baisser au-delà le prix de l'eau. Rendre 6 millions de pouvoir d'achat sur un an finalement aux habitants de ce territoire, c'est important, avec cette fameuse baisse de 0,15 euro, mais il fallait préserver la capacité de la Régie, donc de la Métropole, à assurer la réalisation du schéma directeur d'eau potable et la sécurisation de ce réseau pour des années décisives pour l'avenir jusqu'en 2030.

Nous avons fait une planification financière qui nous permet, avec cet excédent, d'assurer ces investissements en ayant un taux d'endettement extrêmement faible. A partir de là, nous pouvons assurer cette responsabilité.

La délibération suivante précise, notamment au niveau de l'eau potable, la responsabilité de l'autorité organisatrice : c'est de fixer un prix plafond, ce qu'elle fait avec ce prix. Il revient à la Régie de se situer dans ce cadre. Elle ne peut pas dépasser ce prix plafond et je peux vous dire qu'elle va s'aligner sur ce prix plafond pour assurer son fonctionnement le plus normalement du monde.

La délibération qui vient ensuite (je la présente immédiatement et cela nous permet d'avancer) concerne finalement le prix de l'assainissement qui est actuellement 1,42 euro et que nous décidons de baisser à 1,29 euro. Ce qui fait une baisse de 0,13 euro, moins importante que celle de l'eau potable mais qui contribue à ce que la baisse globale pour les usagers du territoire en question soit de 10 % pour l'année 2016 avec les premières factures qui arrivent à partir du mois de mars.

Nous avons pu assurer cette baisse au niveau de l'assainissement, mais nous avons un plancher. Ce plancher était de faire que l'effort d'investissement au niveau de l'assainissement puisse être celui que nous programmons pour l'ensemble des travaux qui ont déjà été annoncés ici et qui constituent la prolongation du schéma directeur d'assainissement adopté il y a dix ans qui s'achève cette année. Nous repartons dans un cycle d'investissements important pour le service de nos citoyens, pour la préservation du milieu naturel. Nous avons déjà eu l'occasion d'en parler dans cette enceinte.

Si nous pouvons assurer cette baisse tout en maintenant un haut niveau d'investissement, c'est parce que lors de la renégociation des contrats de délégation qui a eu lieu au cours de l'été 2014, nous avons pu obtenir des différents délégataires des baisses importantes de leur rémunération qui nous permettent ainsi de faire profiter aux usagers de ces baisses sans avoir à baisser notre niveau d'investissement. Je pense que comme cela, nous aurons rempli notre mission, à charge maintenant de suivre cela au quotidien pour que cela se passe au mieux.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, René Revol. Chacun peut être fier ici de sa contribution, en premier lieu le Vice-Président d'avoir fait baisser le prix de l'eau de 10 % pour tous nos concitoyens, et surtout pour les plus fragiles. En même temps nous aurons établi une Régie citoyenne qui permet un contrôle citoyen du fonctionnement de

la gestion de l'eau. C'était ce que nous avons voté au début de notre mandat. Qui souhaite s'exprimer ? Monsieur Raymond.

Monsieur RAYMOND

Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Président, mes chers collègues, juste quelques mots. Le premier : je me félicite des propos de Monsieur Revol mentionnant le démenti concernant l'article publié dans *La Gazette* sur l'indépendance de l'eau. Vous confirmez bien, Monsieur le Vice-Président, ce démenti comme quoi la Régie ne sera pas automatique par rapport aux 18 autres communes puisqu'elle participe dans des syndicats qui jusqu'à preuve du contraire fonctionnent depuis de nombreuses années correctement avec beaucoup de sérieux et ont cette unique compétence d'eau potable, qu'elles réalisent avec beaucoup de technicité, de pratiques citées auprès des différentes communes, au-delà des limites administratives de la Métropole. Un démenti à mon sens s'impose.

Deuxième point concernant le prix de l'eau. Je pense qu'en termes de stratégie, c'est une erreur. C'est une erreur puisque, quoi qu'en dise mon collègue René Revol, on s'affranchit de 3 à 4 millions d'euros par an en baissant de 10 % l'eau ainsi, et je trouve qu'en matière d'investissement, lorsque l'on récupère certains réseaux, il y a de toute façon de nombreux investissements à faire pour pouvoir rattraper le temps perdu, ce qui n'a pas été fait sur certaines communes.

Deuxième point pour l'argumenter : quand je regarde les prix de l'eau des 130 plus grandes villes en France, Montpellier n'est pas la plus chère, loin de là. Avec 3,48, elle se positionne entre quarante et cinquante. Le prix de l'eau entre 2011 et 2014 n'a pas forcément beaucoup augmenté à Montpellier, seulement de 10 % : donc ce n'est pas énorme par rapport à la situation. Et je pense qu'au niveau aussi européen, puisqu'il faut avoir une vision comme celle-ci, la France est sur le podium des prix le plus bas de l'eau pour ses administrés, avec l'Espagne et l'Italie.

Pour ma part et en l'absence des éléments précis, comptables que l'on devrait apporter pour notamment affirmer une baisse de l'eau avant de commencer ce dossier, je m'abstiendrai.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Raymond. Je voudrais aborder... Monsieur Lussert.

Monsieur LUSSERT

J'ai eu un débat avec René au Conseil d'administration de la Régie. J'ai bien compris ce qu'il a expliqué puisque cela fait plusieurs fois que j'entends le raisonnement. Je déplore un peu, avec Joël, que les 6 millions d'euros qui correspondent à la baisse ne soient pas investis également par exemple dans une usine à enlever le calcaire. Il me semble que le calcaire coûte beaucoup plus cher que les 30 euros de baisse annuelle aux familles, même les familles modestes. Je voterai quand même, je me suis exprimé à la Régie, et je soutiens le travail de René évidemment.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lussert. Si personne ne demande encore à s'exprimer, je voudrais également remercier René Revol et tous les services de la Métropole pour les bonnes relations qu'ils entretiennent avec les Communautés de communes voisines.

Voilà une réponse que j'aurais pu faire tout à l'heure à Julie Frêche pour illustrer mon propos. Nous sommes en négociation avec mon ami Alain Barbe, Maire des Matelles et Président de la Communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup, pour passer une convention avec la Métropole sur l'eau potable. Cela aurait pu se faire il y a longtemps, cela ne s'est pas fait pour mille raisons ; aujourd'hui nous pouvons l'installer. Cette relation est précieuse pour tout le grand territoire, parce que les gens des Matelles viennent travailler souvent à Montpellier : quand ils veulent aller au cinéma ils vont à Montpellier, etc. Cela ne veut pas dire que la Métropole y perd, cela veut dire qu'elle passe une convention gagnant-gagnant en termes de service. C'est une vision plus large du territoire et plus coopérative.

Je mets aux voix l'affaire numéro 9. Pardon, René.

Monsieur REVOL

Juste une petite réponse. Je comprends très bien le souci de mes collègues, le Maire de Montaud et le Maire de Prades : le Maire de Montaud est récemment dans cette enceinte mais les autres auraient pu aussi se joindre à moi (ils l'ont fait) lorsque j'ai trouvé que la rémunération du délégataire précédent était beaucoup trop importante. A l'époque, les 0,10 euro alloué à notre collectivité ne lui permettaient pas de faire ces investissements. Il s'agit aujourd'hui de rattraper le retard. Nous allons rattraper ce retard. Nous aurons une

discussion sur le calcaire parce qu'il n'y a pas unanimité sur la nécessité de cette mesure qui n'est pas nécessairement sanitaire. Il faut réfléchir à l'ensemble des éléments. Nous allons en discuter dans le cadre de la Régie.

Justement pour l'investissement, j'ai oublié de vous le dire : notre investissement pour l'année qui vient est de 9 millions d'euros concernant l'eau potable, en très grosse augmentation par rapport à celle de cette année. Nous avons une prévision d'investissement importante et pour ce qui est de l'assainissement elle est de 19 millions d'euros. Le rythme d'investissement reste le même, je tenais à rassurer les collègues à ce sujet.

Monsieur le Président

Merci René. Je mets aux voix l'affaire 9. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adoptée.

AFFAIRE N° 10 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF – TARIF – ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire 10 : qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adoptée.

AFFAIRE N° 11 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – AQUA D'OC, REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE – ACCORD-CADRE FIXANT LES PRINCIPES D'INTERVENTION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE DANS LA MISE EN ŒUVRE DU SCHEMA DIRECTEUR D'EAU POTABLE

Monsieur le Président

Affaire 11, toujours René Revol.

Monsieur REVOL

Il s'agit d'un accord-cadre entre la Régie et la Métropole pour mutualiser les moyens afin d'obtenir la maîtrise d'ouvrage que la Métropole pourra porter. D'autres dossiers arrivent assez tard dans la soirée, sur lesquels nous ne nous étendrons pas, mais vous y aurez l'illustration que la maîtrise d'ouvrage est assurée par la Métropole, qu'ainsi nous pouvons utiliser les compétences et la technicité de la Métropole, gagner du temps et permettre une synergie, notamment lorsque les travaux engagés concernent à la fois l'assainissement, la voirie et l'eau potable. Donc il faut mutualiser ces moyens.

Il s'agit ici d'une convention-cadre qui permet à la régie de confier la maîtrise d'ouvrage à la Métropole pour beaucoup plus d'efficacité. Cela prouve bien que nous sommes partis dans une coopération. La Métropole sera rémunérée pour ce travail 5 %. Même si c'est la Régie qui décide des investissements dans son Conseil d'administration, elle le fait en accord avec le schéma décidé par la Métropole et avec les services de la Métropole.

Monsieur le Président

Qui souhaite s'exprimer ?

Je mets aux voix l'affaire n°11. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 12 : HORS COMMISSION - ORGANISME EXTERIEUR - DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA METROPOLE AU SEIN DE L'ASSOCIATION DU FUTUR OFFICE DE TOURISME METROPOLITAIN

Monsieur le Président

Vous savez que nous avons mutualisé l'Office du Tourisme. Nous allons vous proposer de voter le Conseil d'administration : les représentants de la Métropole, 14 élus et 6 personnalités qualifiées. C'est Gilbert Pastor qui aura la délégation au tourisme et Jean-Luc Cousquer qui assurera, si le Conseil d'administration est en d'accord, la présidence du nouvel Office du Tourisme de la Métropole.

Nous vous proposons donc les 14 élus suivants : Jean-Luc Cousquer, Chantal Marion, Isabelle Touzard, Isabelle Guiraud, Eric Penso, Laurent Jaoul, Jean-Luc Savy, Noël Segura, Gilbert Pastor, Fabien Abert, Cyril Meunier, Jean-Luc MEISSONNIER, Chantal Lévy-Rameau et Sonia Kerangueven. Et en personnalités qualifiées : Michel Bailly, Compagnons de Maguelone, Anne-Marie Comte-Privat, Présidente de Saint-Roch, François Commeinhes, Maire de Sète, Philippe Machetel, Maire de Saint-Guilhem-le-Désert, Robert Crauste, Maire du Grau-du-Roi et Alain Vogel Singer, Maire de Pézenas. Pourquoi ces

Maires ? Parce qu'ils font aussi partie du territoire d'art et d'histoire et parce qu'ils ont une fonction, en termes de tourisme patrimonial, assez importante.

Monsieur Ségura.

Monsieur SEGURA

Monsieur Bailly est décédé. Il faut donc mettre Monsieur Azéma, s'il vous plaît.

Monsieur le Président

D'accord. Monsieur Azéma. Quel est son prénom ?

Monsieur SEGURA

Bernard.

Monsieur le Président

Bernard Azéma. Je reprends : Jean-Luc Cousquer, Chantal Marion, Isabelle Touzard, Isabelle Guiraud, Eric Penso, Laurent Jaoul, Jean-Luc Savy, Noël Segura, Gilbert Pastor, Fabien Abert, Cyril Meunier, Jean-Luc MEISSONNIER, Chantal Lévy-Rameau, Sonia Kerangueven, Bernard Azéma, Anne-Marie Comte-Privat, François Commeinhes, Philippe Machetel, Robert Crauste et Alain Vogel Singer. Evidemment, ils ont tous donné leur accord.

Je mets aux voix le Conseil d'administration du futur Office du Tourisme mutualisé de la Métropole. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 13 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ÉCOLE DU NUMERIQUE DE MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

On va passer toutes les affaires. Chantal, tu nous dis un petit mot sur chaque affaire.

Madame MARION

Le Père Noël est passé plus tôt que prévu à la Métropole, je voulais donc annoncer de bonnes nouvelles, ce qui va remonter un peu le moral des troupes. Puis surtout, pour répondre à ce qui a été dit tout à l'heure, je pense que la Métropole n'a rien à envier à la Métropole de Toulouse.

Déjà, sur le salon de SIMI, nous avons eu la certification HQE du parc du Salaison, deuxième édition. C'est quelque chose qui est très important parce ce parc de Salaison accueille maintenant énormément d'entreprises. Je veux signaler entre autres Proudreed et Tissot qui ont investi près de 24 millions d'euros pour densifier 12 hectares. Sur le parc d'activités, au total, 17 hectares ont été densifiés. Il y a 12 hectares sur lesquels Proudreed projette d'investir encore 12 millions d'euros.

Monsieur le Président

Félicitations aussi, Chantal, à Prades-le-Lez et Montpellier dans le cadre des éco-quartiers.

Madame MARION

Exactement. Ceci nous a été remis au SIMI, je tiens à le signaler.

Puis, le deuxième cadeau du papa Noël – vous le savez tous, c'est paru hier – c'est que de nouveau, le Bic a été requalifié quatrième au *top ten*. En plus, la compétition était beaucoup plus lourde cette année puisqu'en 2015, 1 200 incubateurs ont été évalués mondialement. Ont été retenus 340 incubateurs et sur ces 340, l'incubateur de Montpellier est toujours classé quatrième. Le premier est celui de Dublin que j'avais rencontré à Turin d'ailleurs. Ensuite, il y a deux Américains, puis nous. Padoue a rétrogradé à la cinquième place alors qu'auparavant, il était avant nous. C'est donc très important pour le Bic, très important pour la labellisation French Tech et très important pour la Métropole. Voilà ce que je voulais dire.

Monsieur le Président

Quelqu'un souhaite-t-il s'exprimer sur l'affaire 13 ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

AFFAIRE N° 14 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CESSION A LA SOCIETE DCO GROUP - TOTEM PROMOTION DES PARCELLES CADASTREES SECTION OI N°210 ; 182 ET 183 RUE DE CHOLET A MONTPELLIER – APPROBATION

Monsieur le Président

C'est sur la société DCO. Qui veut des explications auprès de Chantal Marion ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 15 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ORGANISMES ECONOMIQUES EXTERIEURS - AUTORISATION D'ADHERER

Monsieur le Président

Qui veut des explications supplémentaires ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 16 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - PRISE EN CHARGES DES FRAIS D'ACCUEIL DES DELEGATIONS ET DES INTERVENANTS EXTERIEURS DANS LE CADRE DES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 17 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - FRAIS DE DEPLACEMENT A L'ETRANGER POUR DES AGENTS DE LA DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE L'EMPLOI DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Vous m'arrêtez si vous voulez des détails. De même, Chantal m'arrête si elle veut dire quelque chose en particulier.

AFFAIRE N° 18 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - BUSINESS INNOVATION CENTER (BIC) DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - PEPINIERES D'ENTREPRISES (CAP OMEGA - CAP ALPHA) - DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR L'ANNEE 2016 - APPROBATION

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 19 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - BUSINESS INNOVATION CENTRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - PEPINIERES D'ENTREPRISES (CAP OMEGA - CAP ALPHA) - MONTPELLIER INTERNATIONAL BUSINESS INCUBATOR (MIBI) - AGREMENT DES TARIFS 2016 - APPROBATION

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 20 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CITE INTELLIGENTE - ACCORD CADRE AVEC L'INSTITUT MINES TELECOM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adopté.

AFFAIRE N° 21 : COHESION SOCIALE - UTILISATION DE L'ABATTEMENT DE LA TAXE FONCIERE POUR LES PROPRIETES BATIES (TFPB) DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE - CONVENTION AVEC LES BAILLEURS SOCIAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Catherine Dardé que j'excuse. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 22 : COHESION SOCIALE - CGPME LR - ACTION DE GESTION PREVISIONNELLE DES EMPLOIS ET DES COMPETENCES DANS LES QUARTIERS DE LA

**POLITIQUE DE LA VILLE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 23 : AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION - CONVENTION DE
PARTENARIAT ENTRE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'HERAULT ET
MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président

Madame Touzard, dites-nous un petit mot sur cette convention.

Madame TOUZARD

Sur ce point et le point suivant, je veux juste rappeler aux Maires que nous avons lancé notre politique agro-écologique et alimentation tout récemment et que nous avons envoyé un courrier pour solliciter les communes sur les points sur lesquels elles souhaitent plus particulièrement s'investir. Il y a plusieurs volets opérationnels. Pour rappel, nous avons envoyé ce courrier, toutes les communes n'ont pas répondu. Nous allons donc refaire une relance en début d'année prochaine pour qu'au sein des Conseils municipaux, chaque commune se positionne sur les volets sur lesquels elle souhaite s'investir.

Juste un point d'information. C'est une politique assez expérimentale, notamment sur ce fameux volet du foncier qui est important et nous allons travailler avec la Chambre d'agriculture en la matière. Nous avons lancé un appel à projets sur le terrain métropolitain et nous tiendrons les Maires informés de ce que donne cette initiative, à partir de cette expérience.

Là, il s'agit simplement d'acter une convention avec la Chambre d'agriculture. Nous allons engager une série de conventions de partenariat avec la profession agricole, notamment la Chambre d'agriculture, mais aussi d'autres. C'est ici une première convention.

Pour le deuxième sujet qui concerne un voyage à Bologne, c'est en lien avec l'action qui concerne la logistique alimentaire urbaine et la modernisation du marché gare et son rôle dans l'approvisionnement de la ville, en lien notamment avec les territoires voisins. Nous venons d'évoquer l'accord-cadre de partenariat entre Toulouse et Montpellier. La logistique alimentaire urbaine fait partie de ces sujets qui seront traités en collaboration. Il s'agit là de visiter la ville de Bologne qui au niveau européen, fait référence en matière de quartiers alimentaires et notamment de logistique urbaine. Je n'en dis pas plus.

Monsieur le Président

Qui veut des explications complémentaires ? Je mets aux voix l'affaire 23. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 24 : AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION - APPROVISIONNEMENT LOCAL
ET VALORISATION ECONOMIQUE - VOYAGE D'ETUDES A BOLOGNE, ITALIE – VISITE
DES MARCHES DE GROS, DE LA CITE DE L'ALIMENTATION ET DU CENTRE DE
DISTRIBUTION URBAIN - APPROBATION**

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 25 : HORS COMMISSION - ORGANISME EXTERIEUR - CONSEIL
D'ORIENTATION STRATEGIQUE DU CENTRE CULTUREL UNIVERSITAIRE -
REPRESENTANT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - DESIGNATION**

Monsieur le Président

Je vous propose la candidature de Bernard Travier. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 26 : HORS COMMISSION - COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE
SYNDICAT HERAULT ENERGIE - EPCI - DESIGNATION DU REPRESENTANT DE
MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

Monsieur le Président

Je vous propose en titulaire Titina Dasyuva et en suppléant Thierry Quiles. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

**AFFAIRE N° 27 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE -
MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLU DE LA COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS -
APPROBATION**

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Stéphanie Jannin ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 28 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2 DU PLU DE LA COMMUNE DE LATTES - APPROBATION**

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Madame Jannin ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 29 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
MODIFICATION N°6 DU PLU DE LA COMMUNE DE PEROLS - APPROBATION**

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 30 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - COMMUNE DE
RESTINCLIERES - APPROBATION**

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 31 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE -
PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA VILLE DE MONTPELLIER - ZONE 4AU5 -
MODIFICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 2 DU REGLEMENT**

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 32 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE -
AVENANTS AU MARCHE D'ETUDES ET D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR
LA REVISION DU SCOT N°3263UH13 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 33 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE -
AVENANT AU MARCHE D'ETUDES ENVIRONNEMENTALES ET D'ASSISTANCE A
MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA REVISION DU SCOT N°3308UH13 - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 34 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE -
ETUDES MONTPELLIER METROPOLE TERRITOIRES, REVISION DU SCOT ET
ELABORATION DU PLUI - CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT ÉCOLE NATIONALE
D'ARCHITECTURE DE MONTPELLIER (ENSAM) - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 35 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE -
VILLE DE MONTPELLIER - SECTEUR MOULINS DES SEPT CANS - PETIT TRAIN -
PERIMETRE DE CONVENTIONS DE PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) -**

CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) AVEC KAUFMAN&BROAD - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix, si personne ne demande la parole. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Une abstention.

AFFAIRE N° 36 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – OPERATION PRADO CONCORDE - VENTE DES PARCELLES CADASTREE BA248 ET BA246 AINSI QU'UNE PARCELLE DE DELAISSE DE VOIRIE A LA SAS PRADO CONCORDE - COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Madame Jannin ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 37 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) PRADO CONCORDE CHARLES DE GAULLE SUD - APPROBATION DU PERIMETRE PUP – APPROBATION DE LA CONVENTION AVEC LA SAS DU PRADO - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur Rouilleault.

Monsieur ROUILLEAULT

Bonjour. C'est une délibération importante puisque l'aménagement de la place Charles-de-Gaulle, à l'entrée de Castelnau et à la sortie de Montpellier, est un point stratégique, comme vous l'avez évoqué à un précédent Conseil. Il y avait un partenariat public/privé sur le secteur de l'ancienne gendarmerie, c'est-à-dire au Nord de la place, entre la commune de Castelnau et un promoteur qui avait été choisi par appel d'offres. Il va y avoir complément de ce partenariat avec un autre partenariat, cette fois-ci, compte tenu du transfert de compétences, entre la Métropole et ce promoteur, pour l'aménagement du dernier côté de la place.

J'ai lu les avenants. Un très gros travail a été fait, aussi bien par les services de la Métropole que de la Commune de Castelnau. Il y a des inquiétudes sur deux points importants, d'abord sur le nombre de places de stationnement, même s'il a été augmenté de 10 % par le travail qui a été effectué par les services. C'est très positif et cela montre que même dans un environnement législatif très contraint, on arrive à faire des choses quand on regarde les choses proprement, comme nous le souhaitons et comme cela a été fait. Puis, il y a des inquiétudes sur la circulation compte tenu du fait qu'il y aura 500, plus 200 logements supplémentaires juste dans ce point stratégique et que de l'autre côté, Montpellier va construire.

Je pense qu'il faut compléter la convention qui est prévue à votre signature et qui est en annexe de la délibération que nous avons en prévoyant une évaluation de la première phase, c'est-à-dire la phase Nord, et des mesures complémentaires si nécessaire sur ces deux sujets des parkings et de la circulation.

Monsieur le Président

Madame Jannin. Ensuite, je vous répondrai sur le début de l'avenue François Delmas à Montpellier.

Madame JANNIN

Sur ces questions de projets urbains et de partenariats, il est important de préciser que certes, la Métropole récupère la délégation liée à la voirie et c'est donc à ce titre qu'elle inscrit ses projets urbains partenariaux, mais la philosophie générale concernant l'urbanisme – nous l'avons d'ailleurs évoqué en début de Conseil municipal – est bien que la commune garde la main sur le projet urbain qu'elle souhaite voir se développer, en l'occurrence le Maire. Cette question sur la quantité de parking sur cette opération qui vous inquiète, mais qui est aujourd'hui réglementaire concerne le Conseil municipal de Castelnau. Nous, nous instruisons le projet urbain partenarial tel qu'il est proposé par le Maire, s'il est réglementaire et il l'est.

Monsieur le Président

Je comprends votre question, Monsieur Rouilleault, d'autant que de l'autre côté de la place, au début de l'avenue François Delmas, à quelques pas du cimetière Saint-Lazare, à quelques pas aussi des zones submersibles du Lez qui composent les rives basses, nous avons installé un périmètre d'étude qui nous permet de driver l'ensemble des permis de construire sur ce secteur. Il faut que vous sachiez que ce secteur

est constructible et peut être investi par une ZAC de la Ville, mais que notre souhait n'est pas de le commencer tout à l'heure, d'intervenir de façon précipitée sur cette zone. D'abord, il y a un certain nombre de négociations foncières à avoir, même si nous possédons une partie des parcelles. Puis, j'aimerais que l'on détermine, sur la place Charles-de-Gaulle, une sorte de typologie générale qui puisse s'établir dans des formes architecturales qui pourraient se répondre au Nord et au Sud de la place.

Le projet qui nous avait été proposé initialement était une forme d'arche au-dessus de l'avenue François Delmas et nous avons reculé parce qu'à Castelnau, sur l'emplacement des anciens ateliers municipaux, vous avez fait un ensemble qui s'appelle l'Etoile, avec des commerçants en bas et qui a déjà une forme architecturale un peu particulière. Ce serait bien de concevoir, dans le projet urbain, la possibilité de la Ville de Montpellier, non pas de simuler, de copier ou de singer, mais d'avoir une perspective prévue des deux projets en même temps. Avec Madame Jannin, nous y veillons. Ce n'est pas une entrée de ville, c'est une continuité de la Métropole.

Monsieur ROUILLEAULT

On est bien d'accord. Et possibilité d'évaluation à introduire dans la convention à votre signature ?

Monsieur le Président

Je ne sais pas, il faut voir cela.

Madame JANNIN

Evaluation de quoi précisément ?

Monsieur ROUILLEAULT

Des deux sujets qui sont les plus compliqués aujourd'hui. Est-ce qu'en matière de stationnement, on a prévu assez juste ou pas ? Pour être très précis techniquement, puisque vous m'y incitez, il y a une hypothèse de foisonnement, ce qui est logique. Le parking public servira aux usagers de la TaM, il servira aux résidents qui ont des trajets matin et soir, aux usagers des commerces et des services. L'idée est que tout le monde n'aura pas besoin du parking public exactement au même moment. Mais en même temps, les études sont pour le moment très fragiles sur ce foisonnement des usages. Il va donc falloir évaluer ce qui va se passer parce qu'on risque des problèmes lourds.

Par ailleurs, en matière de circulation, il y aura des effets de tous ces logements supplémentaires et le Président a raison de dire que de l'autre côté, il y en aura aussi à Montpellier. Cela renforcera ce qu'a dit Jean-Pierre Grand tout à l'heure, c'est-à-dire la nécessité du contournement Est de l'Agglomération, ainsi que la nécessité d'avoir un service de bus en site propre clair.

Je pense que cette idée d'évaluation doit figurer dans la convention.

Madame JANNIN

Bien sûr, les questions que vous posez quant à la circulation sont tout à fait légitimes, c'est l'un des points qui effraient le plus lorsqu'on est face à un permis de construire et celui-là est de taille importante. On sait aussi qu'aujourd'hui, toutes les opérations sont soumises à des contraintes importantes, à des objectifs réglementaires très élevés de confort, de thermique. Bref, les opérations coûtent et on cherche au maximum à privilégier et à dégager la meilleure qualité de vie pour les habitants. On sait que le coût du stationnement, notamment enterré, est un poste très coûteux. Aujourd'hui, les opérateurs – nous y travaillons d'ailleurs avec la SERM régulièrement – cherchent comment mieux optimiser les bâtiments et les recherches sur les parkings sont des recherches très contemporaines qui sont tout à fait d'actualité. Vous avez fait le choix, dans cette opération, de rechercher des solutions un peu innovantes, certes expérimentales, je le conçois tout à fait, mais qui proposent d'optimiser mieux l'utilisation du stationnement et donc d'optimiser le fait qu'aujourd'hui, dans des opérations classiques, on a des nappes de sous-sol qui sont vides toute la journée et qui sont remplies le soir et *vice-versa* sur les immeubles de bureaux. Il y a, dans cette opération, une réelle recherche en la matière. Le Conseil municipal de Castelnau a acté le fait de poursuivre cette recherche dans le cadre de cette opération. Nous n'avons pas de jugement à émettre sur ce point. Le projet urbain partenarial n'a pas à rentrer dans cette quantification de places de stationnement.

Monsieur ROUILLEAULT

L'évaluation concerne la Métropole et non pas seulement la commune. Cela me paraît tout à fait important. Moi, je ne suis pas en contradiction avec la plupart de vos propos, sauf sur le fait que bizarrement, l'évaluation serait au seul motif de la commune, alors que l'opération est sur un point stratégique de l'Agglomération. Je ne reprends pas un débat que nous avons déjà eu en Conseil.

Monsieur le Président

Je ne suis pas contre, Monsieur Rouilleault. Je connais bien votre demande puisque j'y ai répondu sur un autre parking, il y a maintenant cinq ou six ans, sur le parking qui se trouve en dessous de l'immeuble construit à la place du trou Arnal. Vous voyez où se trouvait le trou Arnal. Derrière la locomotive, sur le rond-point des Prés d'Arènes, il y avait un grand trou, un déficit foncier et immobilier terrible. J'ai pu résoudre le problème grâce à un promoteur qui s'appelle Jean-Luc Estournet, les Villages d'Or, qui est arrivé à obtenir les promesses de vente des deux propriétaires que je n'ai pas laissé ressortir de mon bureau sans qu'ils les aient signées. C'est ainsi que l'on a mis fin au trou d'Arnal, mais on y a mis fin dans le cadre du passage de la quatrième ligne. En même temps, nous avons fait un parking d'échange foisonnant pour les gens qui habitent l'immeuble, mais aussi pour les usagers du tram. C'est un peu ce style qui est proposé à Castelnau.

Monsieur ROUILLEAULT

Normalement, c'est innovation, évaluation.

Monsieur le Président

Oui, je comprends. On peut demander à la TaM de faire une petite étude sur l'usage. Je demande donc à Monsieur El Kandoussi de faire une étude sur l'usage du parking.

Je mets aux voix l'affaire 37. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 38 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - ÉTUDE D'UN SCHEMA DE DEPLACEMENTS DU SECTEUR NORD DE MONTPELLIER - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES PUBLIQUES - DEPARTEMENT DE L'HERAULT/COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND PIC SAINT-LOUP/MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**Monsieur le Président**

Je vais laisser Madame Jannin s'exprimer sur ce sujet et je prendrai la parole ensuite.

Madame JANNIN

J'allais vous citer cet exemple, j'aurais pu le citer à Madame Frêche si elle était encore là, cet exemple de coopération, au-delà de l'entité administrative. Monsieur le Président, vous vous êtes mis d'accord avec le Maire de Saint-Clément-de-Rivière pour engager enfin une étude de déplacement autour du centre commercial de Trifontaine qui, comme vous le savez tous, pose un certain nombre de problèmes de circulation évidents, notamment le samedi. Ce sont des discussions qui étaient bloquées depuis trente ans. On voit tout à fait là l'intérêt de pouvoir coopérer en dehors des entités administratives, avec des résultats. Cela rejoint tout à fait le cas de la ligne de Palavas que vous citiez. Vous avez, en tant que Président de la Métropole, avec le Maire de Saint-Clément et la Communauté de Pic-Saint-Loup, réveillé un peu le Conseil départemental pour travailler sur ce dossier.

C'est donc une étude qui coûtera environ 70 000 euros, qui sera financée à un tiers par le Conseil départemental, qui reste maître d'ouvrage de la voirie, à un tiers par la Métropole et à un tiers par la Communauté de communes du Pic-Saint-Loup. Je crois que c'est une initiative extrêmement intelligente pour le territoire.

Monsieur le Président

C'est un bon partenariat entre le Conseil départemental, la Ville de Saint-Clément-de-Rivière et la Ville de Montpellier. C'est un partenariat que j'ai initié dès mon élection à la Ville de Montpellier, avec André Vézinhét et je l'en remercie et avec mon ami Rodolphe Cayzac, Maire de Saint-Clément-de-Rivière. Nous avons organisé une forme de cheminement, nous finançons l'étude de façon tripartite pour mieux organiser le cheminement et la circulation autour de Trifontaine. Si j'avais été fâché avec l'un ou avec l'autre, ce ne se serait pas fait.

Je mets aux voix l'affaire 38. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Tout le monde sait qu'autour de Trifontaine, il y a un nœud de circulation qui est invivable et très dangereux.

AFFAIRE N° 39 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - ECOCITE - CONCESSION D'AMENAGEMENT ROUTE DE LA MER - COMMUNES DE

LATTES ET DE PEROLS - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE D'AMENAGEMENT DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER (SAAM) - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Madame Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 40 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 30 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LES PIERRES DE SAUREDES » - ZAC DES SAUREDES LOT 2 A CASTRIES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A ACM HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

On passe au logement avec Monsieur Segura. C'est l'affaire 40 et la construction de 30 logements sociaux. Madame Illaire, Madame Lévy-Rameau, Madame Mirallès, Monsieur Cotte, Monsieur El Kandoussi, Monsieur Castre, Monsieur Savy et Monsieur Travier ne participent ni au débat ni au vote.

Si Monsieur Segura souhaite intervenir, il intervient quand il le veut.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 41 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 71 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « ZAC SAINT VINCENT, LOT M2 » A PEROLS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SA D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 42 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 22 LOGEMENTS SOCIAUX - RUE DES ÉCOLES A SAINT-GEORGES-D'ORQUES - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je félicite le Maire de Saint Georges d'Orques, élu Conseiller Régional et je le remercie de sa délicatesse parce que lorsqu'il a été élu, il m'a appelé pour me demander si je souhaitais qu'il ne soit plus Vice-Président de la Métropole. Je lui ai dit que dans la mesure où il souhaitait rester, il n'y avait aucune contre-indication pour qu'il reste. Je le félicite. Puis, vous savez bien que j'aime Saint Georges d'Orques.

Ce sont des logements sociaux sur la petite école de Saint Georges d'Orques, à côté du Pontil, petit ruisseau qui passe.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 43 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 50 LOGEMENTS SOCIAUX - LOTISSEMENT « LES JARDINS D'HELIOS », LOTS 12 ET 14 A COURNONTERRAL - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SA D'HLM SFHE GROUPE ARCADE - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 44 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 62 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LES ACACIAS » - ZAC DES GRISETTES LOT 5C - RUE DE LA MADELEINE ET AVENUE DE LA REGLISSE A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A ACM HABITAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Ne prennent pas part au vote Madame Illaire, Madame Lévy-Rameau, Madame Mirallès, Monsieur Cotte, Monsieur El Kandoussi, Monsieur Castre, Monsieur Savy et Monsieur Travier. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 45 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 25 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « HAMEAU DE LA CADORQUE » - RUE DE LA CADORQUE A SAINT JEAN DE VEDAS - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 46 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 35 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC DES GRISETTES, LOT 6C - AVENUE DE LA REGLISSE A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 47 : LOGEMENT - REHABILITATION DE 66 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE POUR PERSONNES AGEES « ARAGON » - PLACE JACQUES D'ARAGON A LATTES - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 48 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 20 LOGEMENTS SOCIAUX - AVENUE DE MAURIN A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM ICF SUD-EST MEDITERRANEE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 49 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 39 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « VOLTERRA » - IMPASSE DES ROSELIERES A LATTES - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 50 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « L'OCTROI » RUE SAINTE CATHERINE A CASTRIES - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 51 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 54 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LE PARC DES HERBIERS », CHEMIN DES QUATRE CANTONS A VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 52 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 25 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « PARC ELYSEE » TRANCHE 1 - 700 ROUTE DE NIMES A CASTELNAU-LE-LEZ – GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 53 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 25 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION A MONTPELLIER ET SAINT JEAN DE VEDAS - GARANTIES D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM SFHE GROUPE ARCADE - DELIBERATIONS N°12506 DU 1ER OCTOBRE 2014, N°12683 DU 18 DECEMBRE 2014 ET N°12856 DU 31 MARS 2015 - MODIFICATION

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 54 : LOGEMENT - CONTRAT LOCAL DE LUTTE CONTRE LA PRECARITE ENERGETIQUE DANS L'HERAULT - PROTOCOLE SPECIFIQUE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications complémentaires auprès de Noël Segura ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 55 : LOGEMENT - OPERATION « RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE » 2013-2016 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE CINQUANTE-SEPT LOGEMENTS SITUES DANS DIX-HUIT COMMUNES DE LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 56 : LOGEMENT - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 – QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE DEUX LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 57 : LOGEMENT - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE MONTPELLIER 2010-2015 - COPROPRIETE DEGRADEE DES CEVENNES I - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE CINQ LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 58 : PROXIMITE, RELATIONS AVEC LES USAGERS, CHASSE ET PECHE - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DU SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES ET DU CREMATORIUM - NOUVELLE GRILLE TARIFAIRE - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Laurent Jaoul, Vice-Président ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 59 : FINANCES - BUDGET 2015 - DECISION MODIFICATIVE N°2 - ADOPTION

Monsieur LEVITA

Mes chers collègues, dans cette décision modificative, les évolutions budgétaires concernent pour l'essentiel des réaffectations entre chapitres pour ajuster les remboursements aux communes liés aux conventions de gestion.

Sur les opérations financières, au chapitre 943, nous avons des intérêts courus non échus. Il s'agit de transférer sur le budget annexe Transports. C'est une opération de 2 687 000 euros, équilibrée en recettes et en dépenses. Vous notez, sur ce chapitre 943, que nos intérêts d'emprunts diminuent de 1,5 million d'euros. C'est dû aux taux extrêmement bas qui règnent actuellement.

En recettes, pour le budget de fonctionnement, nous avons la même inscription d'intérêts courus non échus. Il y a une inscription de 1,8 million qui est due à la perception de la recette transférée par la Ville de Montpellier concernant le réseau Pégase. Les autres sont des ajustements, en particulier des attributions de compensations.

Monsieur le Président

Qui veut des explications complémentaires auprès du Vice-Président chargé des finances de la Métropole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 60 : FINANCES - BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES – SECTION D'INVESTISSEMENT - ENGAGEMENT, LIQUIDATION ET MANDATEMENT DES CREDITS - AUTORISATION AVANT L'ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2016 - APPROBATION

Monsieur LEVITA

Nous ne voterons pas le budget avant le 31 décembre 2015, mais il est nécessaire que l'institution puisse fonctionner. On vous demande donc l'autorisation pour le budget de fonctionnement. Nous avons la possibilité – c'est légal – de l'utiliser en totalité en 2015. Par contre, pour l'investissement, il faut que vous nous donniez l'autorisation d'utiliser le quart de ce qui était inscrit en 2015 et pour les autorisations de programme, le tiers. Nous régulariserons bien sûr dès lors que le budget sera voté.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 61 : FINANCES - AFFECTATION DES SUBVENTIONS 2016 - ADOPTION

Monsieur le Président

Il s'agit là de 12 238 560 euros. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 62 : FINANCES - CREATION DU BUDGET ANNEXE PARKING DE L'HOTEL DE VILLE - ADOPTION

Monsieur LEVITA

Le parking de l'Hôtel de Ville de la Ville de Montpellier était géré par une régie directe et donc par un budget annexe. Nous transférons la gestion de ce parking à la Métropole. On vous demande donc l'autorisation de créer ici également un budget annexe.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 63 : FINANCES - TAXE D'AMENAGEMENT - MODALITES DE REVERSEMENT AUX COMMUNES - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui souhaite des explications auprès de Max Lévit ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Monsieur Meunier.

Monsieur MEUNIER

Président, chers collègues, excusez-moi, je reviens sur l'affaire 61. Affectation des subventions 2016 - Adoption. 12 millions. A quoi correspondent-ils ? On ne l'a pas dans le dossier. Moi, vous le savez, je suis attentif à un certain nombre d'associations qui œuvrent dans le social, le sport, le sport de haut niveau, etc.

Monsieur le Président

C'est la liaison avec le vote du budget.

Monsieur LEVITA

Il s'agit d'associations qui ont du personnel. Il est donc nécessaire de leur affecter au moins une partie de ce que nous donnerons définitivement en 2016 pour qu'elles puissent fonctionner.

Monsieur MEUNIER

Comme on ne vote pas le budget, c'est bien la jonction pour permettre aux associations que l'on suit depuis longtemps de pouvoir être suivies. Dans combien de temps fixera-t-on les montants des subventions allouées, Président ? Pour certaines activités, ils en ont besoin par rapport à des commissions de suivi financier. Je pense en particulier au sport de haut niveau. On risque de se retrouver dans des difficultés inextricables avec les contrôles de gestion de ces organismes.

Monsieur LEVITA

C'est la raison pour laquelle on vote aujourd'hui.

Monsieur le Président

Les subventions sont déterminées en avril, avec le budget.

AFFAIRE N° 64 : FINANCES - VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT COMPETENCES TRANSFEREES - ESPACE PUBLIC - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Max Lévitá ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 65 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHÉ D'ASSURANCE N°4170AJ15 « TOUS RISQUES EXPOSITIONS » POUR L'EXPOSITION « BAZILLE, LA JEUNESSE DE L'IMPRESSIONNISME » PREVUE DU 25 JUIN AU 16 OCTOBRE 2016 AU MUSEE FABRE - AUTORISATION DE LANCEMENT DE PROCEDURE ET DE SIGNER LE MARCHE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès d'Isabelle Guiraud ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 66 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES - OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR ANTENNES RELAIS DE TELECOMMUNICATION - IMPLANTATION SUR BATIMENT - REDEVANCES - NOUVELLES CONVENTIONS TYPES-AVENANT N°1 AUX CONVENTIONS EN VIGUEUR - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Est-ce que vous souhaitez des explications complémentaires ? Madame Isabelle Guiraud se fera un plaisir d'y répondre. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 67 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – CESSION D'UN APPARTEMENT AVEC GARAGE SIS 1577 AVENUE DE MAURIN A MONTPELLIER A MME LOPEZ ET M. TERRAL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 68 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES - ORGANISMES EXTERIEURS - ORDRE DES ARCHITECTES - INSCRIPTION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 69 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHÉ N°4159MG15 D'ACHAT DE PRESTATIONS DE MANUTENTIONS, DE DEMENAGEMENTS ET DE GARDE-MEUBLES - APPEL D'OFFRES - AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES PUBLIQUES ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Monsieur le Président

Affaire 69 : Administration générale, Contentieux et Affaires Juridiques - Marché d'achat de prestations de manutentions, de déménagements et de garde-meubles pour 960 000 euros. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 70 : RESSOURCES HUMAINES - PLAN DE DEPLACEMENT ENTREPRISE - MISE EN PLACE DES PRETS DE VELOS A ASSISTANCE ELECTRIQUE - APPROBATION

Monsieur BONNAL

De la même manière qu'Isabelle l'a présenté tout à l'heure, cela rentre dans ce projet et ce sera pour les agents métropolitains.

Monsieur le Président

Madame Touzard.

Madame TOUZARD

Ce n'est que pour les agents. Ce ne peut pas être pour les élus.

Monsieur BONNAL

Non.

Monsieur le Président

J'ai essayé l'autre fois, au salon de l'innovation, une trottinette électrique. Formidable ! En plus, elle est démontable, elle fait dix kilos, on peut la prendre dans l'ascenseur et dans le coffre de la voiture. Elle a 25 kilomètres d'autonomie et on peut la rechercher sur le secteur. Franchement, c'est super. C'est l'avenir. Je mets aux voix l'affaire 70. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 71 : RESSOURCES HUMAINES - CONVENTIONS FINANCIERES DE REPRISE DES COMPTES EPARGNE TEMPS DES AGENTS TRANSFERES - APPROBATION

Monsieur BONNAL

C'est simplement l'application de textes en la matière. Pour tout le personnel qui rejoint la Métropole, on reprend en compte les divers comptes épargne temps qu'ils peuvent avoir dans leur collectivité.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 72 : RESSOURCES HUMAINES - CONVENTION ANNUELLE 2016 DE MOYENS AVEC LE COMITE D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE (CASSC) DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit d'approuver les termes de la convention 2016 avec le CASSC. Mesdames Touzard, Lloret, Pérez, Mirallès, Ganiel, Buono, Galabrun-Boulbes, Messieurs Castre, Bonnal, Pellet, MEISSONNIER, Breyse, Raymond, Savy, Balazun, Revol, Cousquer et Moynier ne prennent pas part au vote. Pour les autres, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 73 : RESSOURCES HUMAINES - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - AVENANT A LA CONVENTION D'UN SERVICE COMMUN DE DIRECTION DU PROTOCOLE ET DE L'EVENEMENTIEL - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur BONNAL

On continue cette intégration. Il s'agit là d'un poste de chef cuisinier et de cuisinier. On connaît le chef cuisinier et le cuisinier est en réalité une cuisinière qui arrive de la Ville.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 74 : RESSOURCES HUMAINES - CONVENTIONS DE MISES A DISPOSITION ET DE GESTION DE SERVICES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Pierre Bonnal ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 75 : RESSOURCES HUMAINES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

Monsieur BONNAL

Mes chers collègues, vous retrouvez là tout le détail de ce que nous avons envoyé sur la Métropole dans le cadre des transferts au 1^{er} janvier prochain.

Monsieur le Président

Madame Brissaud.

Madame BRISSAUD

J'ai une question. Je m'interroge sur la nécessité de créer de nouveaux postes alors que l'on nous a déjà plusieurs fois alertés sur les rigidités structurelles dues à un fort taux d'endettement. Plutôt que de faire des créations de postes, je voulais savoir si nous ne pouvions pas faire des transferts.

Monsieur BONNAL

On crée des postes dans le cadre du transfert. On est obligé de créer des postes. On ne peut pas accueillir un agent d'une autre collectivité sans qu'un poste existe.

Madame BRISSAUD

Cela veut dire que l'on en a supprimé.

Monsieur BONNAL

Non, cela veut dire qu'on les crée.

Madame BRISSAUD

Ce sont bien de nouveaux postes.

Monsieur BONNAL

Ils sont simultanément supprimés dans les communes.

Madame BRISSAUD

D'accord. C'est donc bien un changement, ce ne sont pas de nouveaux emplois.

Monsieur BONNAL

Non.

Madame BRISSAUD

D'accord. Merci beaucoup.

Monsieur le Président

Ce sont les règles de la fonction publique territoriale. Avant d'être affectés, il faut que les postes soient créés. On est obligé de les créer au tableau des effectifs.

Madame BRISSAUD

Très bien.

Monsieur le Président

Je mets aux voix la proposition de Pierre Bonnal. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 76 : RESSOURCES HUMAINES - REGIME INDEMNITAIRE DES ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX - INSTAURATION DE L'INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE - APPROBATION

Monsieur BONNAL

C'est encore l'application d'une circulaire et d'une directive concernant les administrateurs territoriaux à la Métropole.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 77 : RESSOURCES HUMAINES - MODIFICATION DES MODALITES DE REMUNERATION ET DE COMPENSATION DES ASTREINTES - APPROBATION

Monsieur BONNAL

Cela n'a pas été un travail facile compte tenu de l'arrivée des nouveaux arrivants, mais nous sommes arrivés à un accord. Les astreintes seront donc rémunérées et compensées, comme nous allons, j'espère, le voter, au 1^{er} janvier 2016.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 78 : RESSOURCES HUMAINES - LABELLISATION ET PARTICIPATION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AU TITRE DE LA COMPLEMENTAIRE SANTE - APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 79 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE MUSEE DU QUAI BRANLY - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications à Monsieur Travier ? Monsieur Travier, dites-nous le prix qu'a reçu le musée Fabre.

Monsieur TRAVIER

Le musée Fabre vient de recevoir un prix très important qui est le prix de l'accessibilité. Le Ministre de la Culture vient de reconnaître tous les efforts qui sont faits par cet établissement, depuis 2007, pour accueillir tous les publics, en particulier les publics empêchés. Je veux parler des gens qui souffrent d'un handicap moteur, d'un handicap visuel, d'un handicap auditif, d'un handicap mental et maintenant, nous venons d'instaurer un nouveau partenariat avec le secteur hospitalier à destination des patients qui souffrent de la maladie d'Alzheimer. C'est une partie. Ensuite, accessibilité au sens large, tous les publics quels qu'ils soient, les plus jeunes (0-3 ans), les détenus, les jeunes de la PJJ, etc. Ce prix doit être remis au Président de la Métropole par le Ministre de la Culture. Je ne suis pas sûr de la date, Monsieur le Président, parce qu'on a déposé le dossier aujourd'hui sur mon bureau. Je pense que ce sera fin janvier, mais je n'en suis pas certain. Ce qui est certain, c'est la réalité du prix que le musée a obtenu.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Travier. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 80 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Vous venez d'en parler. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 81 : CULTURE - MUSEE FABRE - MARCHE DE GARDIENNAGE N°3659DC14 DU MUSEE FABRE ET DE L'HOTEL DE CABRIERES-SABATIER D'ESPEYRAN – AVENANT N°2 RELATIF A UNE PROLONGATION DE LA PERIODE INITIALE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Je vous invite à voir la magnifique exposition Senufo qui est une merveille.

Monsieur TRAVIER

Les retombées sont très importantes. C'est la seule exposition de ce type qui aura lieu dans toute l'Europe. On a donc des visiteurs qui sont soit des amateurs, soit des collectionneurs, qui arrivent de partout.

L'exposition marche très bien, elle est d'un niveau exceptionnel.

Monsieur le Président

Sur la symbolique, c'est formidable, ces oiseaux avec ce grand bec.

Monsieur TRAVIER

Qui va dans leur abdomen et qui est le symbole de la fertilité, etc.

Monsieur le Président

C'est très impressionnant, il y a des masques aussi.

Monsieur TRAVIER

Il y a des masques, des coiffures, des portes.

Monsieur le Président

Pour conjurer le sort.

Monsieur TRAVIER

Et des photographies de cérémonies initiatiques, chose qui est très rare.

AFFAIRE N° 82 : CULTURE - RESEAU DES MEDIATHEQUES - CONVENTION DE COOPERATION BIBLIOTHECONOMIQUE ET CONVENTION RELATIVE AU SERVICE DE QUESTIONS-REponses A DISTANCE EUREKOI AVEC LA BIBLIOTHEQUE PUBLIQUE D'INFORMATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 83 : CULTURE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL - CONVENTION DE PARTENARIAT PEDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE ENTRE LE CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL ET L'ASSOCIATION « JAZZ IN MARCIAC » - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Simplement un petit mot sur le Conservatoire. Nous continuons l'exploration du site de la maternité. Une réunion s'est déroulée il y a quelques jours avec la SERM, avec Monsieur Pérez. Le prix a été évalué par les Domaines et le projet sera présentable au mois de février, lorsque le programme sera totalement évalué et construit parce que le programme qui avait été construit ne correspondait pas totalement- aux attentes du Conservatoire. On a donc tout repris à zéro pour faire un bon projet.

Monsieur TRAVIER

Il a fallu adapter le programme antérieur puisque le site a changé. La SERM est chargée de l'étude de faisabilité et c'est en cours.

Monsieur le Président

Lorsque le programme sera complet et que le projet sera parfaitement tracé, nous reviendrons devant les parents et les enseignants du Conservatoire, comme nous l'avons promis.

Je mets aux voix l'affaire 83. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Je rappelle que pour le Conservatoire Régional, nous n'avons pas de sous de la Région. Je me souviens de ce que faisait Georges Frêche. Il faisait fabriquer une plaque en métal et il marquait « Conservatoire à rayonnement Régional » et il mettait en dessous, du temps de Jacques Blanc, « Région Languedoc-Roussillon : 0 euro ». Il placardait cela sur la façade. C'est une idée que je retiens. Une petite plaque, ce n'est pas très cher, en plexi, qui résiste à la pluie et au vent ! On pourrait le mettre sur les rames de tram noires qui sont prévues à cet effet pour faire de la publicité pour les grands événements, puisque maintenant, chacun fait sa publicité dans la presse gratuitement, puisqu'il y a des candidats officiels des organes de presse.

Je ne sais pas si vous avez eu la curiosité de lire le règlement des Régionales. Moi, je l'ai lu et il est bien stipulé, dans un article, que les organes de presse ont le droit de choisir leur candidat et de le soutenir publiquement. Vous lirez le règlement, il est sur le net. Puis, je vais plus loin sur la ligne et je vois, entre parenthèses, « jurisprudence Tarn-et-Garonne ». C'est le top ! Je vous conseille de regarder le règlement. C'est énorme et personne ne dit rien. Nous n'en sommes pas là encore ; laissons monter les cibles.

AFFAIRE N° 84 : CULTURE - MARCHE N°3245DC13 DE TRAVAUX A BONS DE COMMANDE POUR LES BATIMENTS CULTURELS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - LOT N°12 - REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES ET RESINES - AVENANT N°1 - INTEGRATION DE PRIX NOUVEAUX AU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 85 : CULTURE - PLANETARIUM GALILEE - MARCHE N°4036DC15 - CHANGEMENT DES VIDEOPROJECTEURS DU PLANETARIUM GALILEE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 86 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - OPEN SUD DE FRANCE 2016 - MARCHE NEGOCIE N°4151DS15 - ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, D' ACTIONS DE COMMUNICATION, DE BILLETS POUR LE DEVELOPPEMENT DU TENNIS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur MEISSONNIER, faites-nous un point sur les deux tournois de tennis que nous organisons en même temps, afin de mettre en balance le sport de haut niveau masculin et féminin. C'est très important pour la Métropole.

Monsieur MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues, concernant cette affaire, cette année revêt un caractère un peu particulier puisque la Métropole est le premier partenaire de l'événement, la Région s'étant retirée.

Monsieur le Président

Dites-le plus lentement et plus fort.

Monsieur MEISSONNIER

Je disais que pour la première fois, malgré toutes nos subventions des cinq premières éditions, puisque cette année va être la sixième édition du tournoi de l'Open Sud de France, la Région s'étant retirée, nous allons donc subventionner à hauteur de 271 291,60 euros Montpellier Events pour l'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets d'abonnement. Nous espérons que cette démarche sera reprise par de nombreux médias pour faire comprendre que nous soutenons le haut niveau et que nous sommes l'un des meilleurs partenaires de tous les grands événements que l'on ne saurait rater sur notre Métropole.

Concernant le deuxième tournoi dont vous parliez, c'est un tournoi qui avait lieu à Grabels et qui va être prolongé sur le site de l'ASPTT.

Monsieur le Président

Dites-nous pourquoi il n'est plus à Grabels.

Monsieur MEISSONNIER

Il n'est plus à Grabels parce que le club de Grabels ne souhaite plus l'accompagner et ne souhaite plus organiser ce tournoi.

Monsieur REVOL

Ce n'est pas la commune.

Monsieur le Président

C'est pourquoi je tenais à ce qu'on le précise. Dites-nous pourquoi il n'est plus à Grabels.

Monsieur MEISSONNIER

Ce n'est pas la commune. Il est bien dommage d'ailleurs pour la ville de Grabels et pour son Maire, René Revol que ce tournoi s'échappe. Par contre, nous avons souhaité qu'il reste sur le territoire de la Métropole. D'où l'intérêt, avec la montée en première division des féminines de l'ASPTT, que ce club de l'ASPTT de tennis puisse s'occuper de l'organisation de ce tournoi. Avec Fabien Abert, nous avons rencontré les différents organisateurs, nous avons, avec vous, Monsieur le Président, rencontré le Président du Comité départemental et nous avons commencé à avancer dans l'élaboration d'une organisation qui se veut être un

peu particulière puisque nous savons très bien que ce site va occasionner un certain nombre d'organisations, notamment en matière de stationnement. Quoi qu'il en soit, il y a des solutions et ce tournoi aura bien lieu cette année.

Monsieur le Président

Je précise deux choses. L'Open Sud de France est un tournoi sur le circuit ATP qui nous donne un rayonnement international sur la planète tennis. Si nous le laissons partir, il sera récupéré par l'étranger. Dubaï avait fait acte de candidature. Le problème, c'est que Toulouse a refusé, il y a trois ou quatre ans, de poursuivre son tournoi ATP qu'elle avait. L'Open Sud de France est donc le seul tournoi de tennis du Grand Sud sur le circuit ATP. Je trouvais ridicule de le laisser partir. La Région s'est désengagée de moitié, l'an dernier déjà. Cette année, elle a accepté un financement modique par rapport au financement initial et nous l'avons compensé, non pas avec de l'argent de la Métropole, mais avec une recherche de partenaires privés. Je remercie les partenaires privés qui ont accepté de cofinancer ce tournoi. C'est une forme de partenariat public/privé sur l'Open Sud de France.

Sur le tournoi de Grabels, qui se passait à l'ASCH, comme l'a dit René, ce n'est pas du tout une volonté de la Commune ni de la Métropole. C'est un problème entre l'organisation du club et le Président du club de tennis de l'ASCH qui a refusé d'organiser le tournoi pour les filles cette année. Nous avons le choix de le laisser partir en dehors de la Métropole, nous avons préféré le conserver à l'intérieur de notre périmètre. C'est le seul tournoi de tennis féminin de haut niveau qui soit sur le Grand Sud, après Marseille. Nous l'avons donc installé dans le seul club de tennis qui est en terre battue, parce qu'il fallait de la terre battue, et qui est sous la gouvernance de la Métropole, l'ASPTT.

Monsieur MEISSONNIER

C'est un tournoi qui risquait de partir à la Grande-Motte ou à Agde et la volonté du Président a été bien sûr de le garder sur la Métropole, ce qui est tout à fait louable.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MEISSONNIER. Monsieur Martin.

Monsieur MARTIN

Ce n'est pas exactement là-dessus, je ne pensais pas intervenir, mais puisqu'on parle de sport et de sport féminin en particulier, depuis quelques matchs, au stade Yves du Manoir, avant le match, se déroule un spectacle que je trouve absolument affligeant. Pour venir chauffer le public, un groupe de jeunes filles qui n'ont absolument rien à voir avec des *pom-pom girls* qui peuvent avoir un côté folklorique sympathique, arrivent sur la pelouse avec une cape, se dirigent vers le public, ouvrent leur cape pour se découvrir en culotte et en soutien-gorge, referment la cape et repartent. Je trouve qu'il y a là une utilisation de l'image de la femme absolument déplorable. On prend les supporters de rugby, qui sont d'ailleurs autant des hommes que des femmes, pour des gros imbéciles libidineux. Je trouve cela absolument minable et lamentable.

Ce stade appartient à l'Agglomération, il est loué au club. Je voudrais que l'on demande au club de faire cesser ce spectacle absolument ridicule, lamentable, en dehors de tout ce que doivent porter les valeurs du sport, en particulier de ce sport qui me passionne, le rugby. Monsieur le Président, est-ce que l'on pourra demander à Monsieur Altrad et au club de faire cesser ce spectacle ridicule ?

Monsieur le Président

Etes-vous sûr que ce sont des filles ?

Monsieur MARTIN

Très honnêtement, Monsieur le Président, je peux rire de beaucoup de choses, y compris sur ces choses-là, mais...

Monsieur le Président

Je ne l'ai pas vu, j'arrive toujours en retard au rugby. Maintenant que vous me le dites, je vais regarder avec attention.

Monsieur MARTIN

Je sais que je ne suis pas le seul à être choqué par ce truc-là. C'est d'un ridicule et d'un lamentable absolu. On peut penser ce que l'on veut des *pom-pom girls*, cela a un côté folklorique avec une chorégraphie, mais s'approcher du public, montrer sa culotte et repartir est d'un ridicule absolu. Est-ce que l'on pourrait s'il vous plaît demander à Monsieur Altrad de faire cesser ce spectacle ? Je vous remercie si on peut le faire.

Monsieur le Président

Avant de prendre la parole auprès du Président, je veux me rendre compte de moi-même.

Monsieur MARTIN

Je vous en montrerai la vidéo car je l'ai prise pour pouvoir vous la montrer.

Monsieur le Président

Je veux voir *in situ*.

Monsieur MARTIN

Alors, arrivez à l'heure prochainement parce que je voudrais que cela cesse très rapidement. J'aimerais que vous en soyez très rapidement le témoin.

Monsieur le Président

Je serai là avec une bande d'élus.

Monsieur MARTIN

Malheureusement d'ailleurs, demain, nous serons peut-être encore en Conseil municipal quand le match débutera. Peut-être contentez-vous d'une vidéo pour que cela cesse rapidement. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Monsieur Martin, comme nous serons en Conseil municipal, vous aurez des copains qui seront au rugby.

Monsieur MARTIN

Oui, bien sûr.

Monsieur le Président

Dites-leur de vous prendre des photos, de vous les envoyer par texto et vous me les renvoyez.

Monsieur MARTIN

Oui, si vous voulez. Je peux vous les montrer dès tout à l'heure, je les ai sur mon appareil ici. Très honnêtement, je suis prêt à rigoler de tout, mais cette situation est vraiment ridicule. Certains ici d'ailleurs l'ont vu parce que je l'ai pris en vidéo pour le dénoncer sur mon compte Facebook parce que je trouve cela absolument déplorable.

Monsieur le Président

Est-ce que quelqu'un a vu ce terrible spectacle ?

Monsieur MEISSONNIER

Oui, moi, je l'ai vu. Effectivement, c'est un peu... mais je ne trouve pas cela choquant. Il y a bien des choses plus choquantes. On n'est pas obligé de regarder. Je pensais que c'était à l'initiative de l'Adjoint au Sport de la Ville de Montpellier, mais si c'est Monsieur Altrad qui en a donné l'ordre, je m'en trouve rassuré.

Monsieur MARTIN

J'aurais aimé que notre assemblée utilise un peu moins la grivoiserie pour commenter ce truc. Franchement, regardez-le. C'est d'un ridicule absolu. C'est un stade qui appartient à la Métropole de Montpellier, on ne peut pas laisser ce genre de choses se faire dans un stade public. Je suis désolé.

Monsieur le Président

J'ai entendu, je me ferai une idée moi-même.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 87 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - CONSTRUCTION DE LA PISCINE HERACLES A SAINT-BRES - MARCHES DE TRAVAUX N°3978DS15 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Jean-Luc MEISSONNIER ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 88 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - AFFECTATION DE SUBVENTIONS – CONVENTION D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès du Vice-Président délégué, Jean-Luc MEISSONNIER ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 89 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - SCHEMA DIRECTEUR EAU POTABLE - RENFORCEMENT DE L'ETAGE 105 SUR LA COMMUNE DE MONTPELLIER - CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE AQUA D'OC, REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès du Vice-Président René Revol ?

Monsieur REVOL

Il n'y a pas de *building* qui fait 105 étages à Montpellier, il s'agit du niveau 105 au-dessus de la mer du réseau d'eau potable.

Juste un mot sur ces différentes délibérations. Il s'agit de la mise en œuvre de ce que l'on a voté en début de séance, de délégation de maîtrise d'ouvrage à la Métropole pour engager des travaux importants au niveau de l'eau. Il y a notamment ce réseau pour 7 millions d'euros, il y a également la réfection de 14 réservoirs d'eau, puis il y a un certain nombre d'investissements très importants sur Sussargues, sur Saint-Brès. Il y a également une collaboration avec Garrigues de Campagne sur la rue Cantonnat de Castries.

Monsieur le Président

Je vais les mettre aux voix les unes après les autres si vous ne demandez pas d'explication complémentaire au Vice-Président René Revol.

Sur l'affaire 89, qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 90 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - SCHEMA DIRECTEUR EAU POTABLE - PROGRAMME DE REHABILITATION DE 14 RESERVOIRS D'EAU POTABLE - CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – POURSUITE OU TRANSFERT DES OPERATIONS DECIDEES PAR LES COMMUNES DE PEROLS, COURNONSEC ET PIGNAN – APPROBATION

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 91 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - SCHEMA DIRECTEUR EAU POTABLE - ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA COMMUNE DE SUSSARGUES - CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE AQUA D'OC, REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 92 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - SCHEMA DIRECTEUR EAU POTABLE - RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA COMMUNE DE SAINT-BRES - CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE AQUA D'OC, REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 93 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - RENOUVELLEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DE LA RUE DU CANTONNAT SUR LA COMMUNE DE CASTRIES - CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA SYNDICATION MIXTE DE GARRIGUES CAMPAGNE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 94 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - DEVOIEMENT DES RESEAUX D'EAUX USEES EN VUE DE LA REALISATION DU PROJET DU CHRU – CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 95 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - MARCHE A BONS DE COMMANDE N°3970EA15 DE PRESTATIONS GEOTECHNIQUES ET HYDROGEOTECHNIQUES RELATIVES AUX TRAVAUX DE RESEAUX ET DE VOIRIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 96 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - CONVENTION DE PARTICIPATION A L'ANALYSE COMPARATIVE DE LA FEDERATION NATIONALE DES COLLECTIVITES CONCEDEANTES ET REGIES (FNCCR) SUR LES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 97 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - REALISATION DES TRAVAUX D'HYDRAULIQUE ET D'ASSAINISSEMENT DANS LES COMMUNES – MARCHE N°3899EA15 DE MAITRISE D'ŒUVRE MULTIATTRIBUTAIRE A BONS DE COMMANDE - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNATURE DU MARCHE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 98 : TRANSPORTS ET MOBILITE - CONVENTION AVEC L'UNION DES GROUPEMENTS D'ACHATS PUBLICS (UGAP) POUR L'ACQUISITION DE BUS DE TRANSPORT URBAIN ET AUTRES SEGMENTS D'ACHATS - INTEGRATION D'AQUA D'OC, REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - MODIFICATION DE L'ANNEXE 2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès d'Isabelle Gianiel ?

Madame GIANIEL

Il s'agit de mutualisations. Nous sommes typiquement dans les sujets que l'on a abordés ce soir et je suis heureuse de permettre à la Régie de l'eau dont je suis administratrice auprès de René Revol de bénéficier de ce catalogue de prix pour l'acquisition de véhicules légers qui lui permettra d'assumer ses missions du quotidien.

J'en profite pour signaler par ailleurs que ce catalogue UGAP à vocation d'achat de véhicules est également accessible aux communes et que toutes les communes peuvent passer par le biais de ce groupement de commandes pour faire leurs achats de véhicules légers.

Monsieur le Président

C'est d'ailleurs de cette manière que nous avons acquis les Scénic de la Métropole parce que nous les avons à un prix intéressant.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 99 : TRANSPORTS ET MOBILITE - AVENANT N°8 A LA CONVENTION DE DELEGATION DU SERVICE PUBLIC DES TRANSPORTS URBAINS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 100 : TRANSPORTS ET MOBILITE - TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 - AVENANT N°3 AU MARCHE DE MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE N°2232 POUR L'ETUDE ET LA REALISATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Quand sera inaugurée la ligne 4, Monsieur El Kandoussi ? Le 6 juillet, non ? Le 2 juillet.

Monsieur EL KANDOUSI

Il peut être intéressant ce soir de dire que le chantier avance bien. On a tout au plus quelques jours de décalage par rapport au planning initial du mois de mai 2014. C'est un point important à souligner ce soir, les travaux de création des ascenseurs qui assureront la liaison verticale entre la future station de tramway Peyrou Arc de Triomphe et l'avenue Foch à Montpellier. Ces travaux, qui prennent place sur le parvis du Palais de justice, ont démarré début décembre et se passent dans les meilleures conditions.

Monsieur le Président

Travaux que je visiterai bientôt lors d'une petite visite de chantier, pour voir si le chantier est propre, durable, etc.

Monsieur EL KANDOUSI

J'y veille personnellement au moins une fois par semaine. Par contre, j'organise une visite pour la commission Transports.

Monsieur le Président

Vous ne pouvez pas empêcher d'être vendeur à plein temps.

Monsieur EL KANDOUSI

C'est ce qui me semble.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 101 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – VOIRIE ESPACE PUBLIC - CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS ENTRE LA METROPOLE ET LES COMMUNES DE BEAULIEU, PRADES-LE-LEZ ET LATTES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur Youssous.

Monsieur YOUSSEUS

Monsieur le Président, chers collègues, en complément de l'attribution de compensation, les opérations d'investissement en matière de voirie peuvent être financées par des fonds de concours versés par les communes de la Métropole. Pour les opérations d'investissements en 2015, il vous est proposé ce soir d'accepter des conventions Etat/Région établies par les trois communes suivantes : Beaulieu, Prades-le-Lez et Lattes.

Concernant la commune de Beaulieu, la présente délibération annule et remplace la délibération 13123 du 29 juin dernier.

Monsieur le Président

Qui veut des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 102 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - AVENANT N°2 AU MARCHE N°2958TV12 - FOURNITURE ET POSE DE MATERIEL DE JALONNEMENT DIRECTIONNEL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications au Vice-Président délégué Rabii Youssous ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 103 : LOGEMENT - DELEGATION DE COMPETENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES A LA PIERRE - AVENANT N°9 A CONVENTION SIGNEE AVEC L'AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT - REVISION DE LA DOTATION 2015 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

J'informe le Conseil de Métropole que ce matin, nous avons eu la réunion préparatoire pour le dossier ANRU Politique de la Ville concernant le quartier Cévennes et le quartier Mosson. Nous remettrons la copie à la fin du mois de janvier, à Paris, à l'ANRU, en attendant le comité d'engagement qui se tiendra en février.

Je mets aux voix l'affaire 103. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 104 : HORS COMMISSION - AMENAGEMENT DE L'AVANT-PLACE ROYALE DU PEYROU - DEMANDE DE SUBVENTION

Monsieur le Président

C'est un travail qui est fait dans le cadre de la quatrième ligne de tramway, qui concerne ce que l'on appelait traditionnellement la montée du Peyrou et qui va permettre le passage des piétons à la sortie de l'arrêt de tram qui est sous le pont Vialleton pour pouvoir les acheminer au-dessus du Peyrou et à l'entrée de la place Royale. Si je ne m'abuse, c'est la place Daviler. Les espaces publics sont traités à la fois par la Ville et par la Métropole, dans le cadre de la quatrième ligne de tramway.

Qui veut des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 105 : HORS COMMISSION - AFFECTATION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT COMPLEMENTAIRE A L'EPCC ESBAMA - APPROBATION

Monsieur le Président

38 000 euros. Qui demande des explications à Bernard Travier ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 106 : HORS COMMISSION - PROJET DE SCHEMA DEPARTEMENTAL DE COOPERATION INTERCOMMUNAL (SDCI) - PROPOSITION DE DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ELECTRIFICATION DE LA REGION NORD-EST DE MONTPELLIER (SIERNEM) - AVIS

Monsieur le Président

Il s'agit de dissoudre le Syndicat intercommunal SIERNEM. Madame Galabrun.

Madame GALABRUN-BOULBES

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les élus, bonsoir. La commune de Saint-Drézéry et la commune de Saint-Brès sont parties prenantes dans ce syndicat d'électrification. Cette structure est là en support des 14 communes qui la composent, avec deux villes dans la Métropole donc et 12 communes réparties dans trois Communautés de communes. D'où une richesse de dialogue, de concertation, d'organisation et de planification des travaux. Nous avons adhéré volontairement à Hérault Energie en 2011 et nous travaillons depuis en complémentarité avec cette structure. Ce n'est donc pas un échelon redondant. Nos communes adhérentes au SIERNEM y trouvent des avantages certains, tout d'abord l'écoute, la souplesse et la rapidité d'intervention pour les travaux, l'utilisation de tous les crédits, c'est-à-dire qu'il n'y a pas ou peu de reports de travaux, la mutualisation des actions avec une équité entre les 14 communes et surtout l'efficacité de ce syndicat. Les compétences de ce syndicat ne peuvent pas être balayées d'un revers de main car il est un porteur financier des projets communaux. Nous avons l'habitude de mener des actions

mutualisées, comme le marché en commun pour trois ans de l'éclairage public, et de réaliser d'importantes économies d'échelle.

Ce projet de dissolution du SIERNEM est prématuré. Les 14 communes ont délibéré en Conseil municipal et ont voté contre à l'unanimité et ce soir, je voterai donc contre.

Monsieur le Président

Merci pour votre intervention, Madame le Maire. Monsieur le Maire de Saint-Brès.

Monsieur JAOUL

Monsieur le Président, merci. Je voudrais rajouter un mot à ce que vient de dire ma collègue, Madame le Maire de Saint-Drézéry. Je voudrais pour ma part insister sur un point. Ce syndicat est porteur financier de projets de communes. 95 % des études qui ont été commandées ont été réalisées. Puis, je crois qu'il y a quand même un point fondamental qu'il faut relever ce soir. Les 14 Conseils municipaux concernés par cette dissolution ont voté contre la dissolution, majorité et opposition confondues. Un peu comme dans le pacte de confiance des Maires, je crois qu'il faut nous faire confiance et ne pas suivre cette décision que nous imposent les services de l'Etat. Personnellement, je voterai contre ce projet de délibération, comme je l'ai fait en Conseil municipal.

Monsieur le Président

Vous avez bien compris le sujet. C'est l'État qui demande la dissolution d'un syndicat d'électrification dans lequel deux communes de la Métropole sont intégrées. Le syndicat a une forme géographique qui intègre deux communes de la Métropole, mais les autres ne sont pas dans la Métropole. Elles sont dans des Communautés de communes voisines.

Nous souhaitons absolument maintenir la liberté des communes et la respecter. Je proposerai à ceux qui souhaitent s'associer à mon vote de le faire, c'est-à-dire de m'abstenir sur ce sujet. En nous abstenant, nous laissons les communes souveraines. Nous ne sommes pas concernés par ce syndicat, nous sommes concernés par ce syndicat uniquement par les truchements de l'appartenance à ce syndicat de 2 des 31 communes. Je ne demande rien à personne, chacun vote comme il le veut, mais personnellement, je m'abstiendrai parce que je ne veux pas entrer dans le jeu d'un syndicat intercommunal qui ne concerne pas la Métropole.

Monsieur Raymond.

Monsieur RAYMOND

Monsieur le Président, chers collègues, pour ma part, je vais voter contre et je m'en explique. Je pense que les syndicats, comme je l'ai dit tout à l'heure pour l'eau, ont des qualifications, des pratiques, des connaissances qui me semblent importantes au jour d'aujourd'hui et qui continuent à s'exercer, que ce soit pour l'électrification ou pour l'eau. J'estime que certaines de ces compétences très particulières doivent être conservées par les syndicats auxquels nous adhérons de par l'ancienneté et de par la synergie qui existe entre les communes, soit parce qu'elles sont reliées sur un même bassin, soit parce qu'historiquement, elles travaillent ensemble. Je soutiens donc le vote de mes deux collègues. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur Meunier.

Monsieur MEUNIER

Président, chers collègues, votre vote d'abstention est une solution, mais en tant qu'élus de Lattes, nous allons voter contre car ce n'est pas une compétence que nous avons au niveau de l'intercommunalité qui est la nôtre. A partir de là, je crois qu'il faut que l'on joue la solidarité avec les deux communes et que l'on aille dans leur sens, c'est-à-dire que l'on marque notre solidarité en adoptant le même vote qu'elles. L'un et l'autre auraient eu des votes différents, je me serai abstenu pour ne pas prendre parti, mais puisque Jackie et Laurent nous disent qu'ils sont opposés tous les deux, nous allons voter, nous les Lattois, voter avec eux contre.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meunier. Monsieur Pellet et Madame Cassar.

Monsieur PELLET

Personnellement, moi aussi, je voterai contre. Je suis Conseiller départemental et ce sont deux communes de mon canton. En plus, connaissant l'ensemble des communes et le fonctionnement du SIERNEM depuis très longtemps, je rejoins complètement ce qui a été dit précédemment et je voterai contre.

Monsieur le Président

Madame Cassar.

Madame CASSAR

La commune de Pignan, par solidarité avec les communes de Saint-Brès et de Saint-Drézéry et par respect à ce pacte de confiance auquel nous sommes très attachés, votera contre.

Monsieur le Président

Madame Gianiel.

Madame GIANIEL

Juste un petit mot pour dire que cette situation risque de se retrouver sur d'autres thématiques. Je pense notamment à la future compétence GEMAPI, gestion de l'eau, mise en valeur des milieux aquatiques et protection contre les inondations. A ce titre, les communes du littoral seront forcément concernées, notamment par rapport à leur participation au SIEL. Pour une question de solidarité, mais également parce que je pense que c'est une question récurrente qui va se poser, je voterai également contre.

Monsieur le Président

Moi, j'ai dit ce que j'avais à dire. De toute façon, si on s'abstient et que tout le monde vote contre, le vote sera défavorable.

Qui est contre ? Il y a tous les villages. Nous allons voter contre nous aussi. Qui s'abstient ? Deux abstentions. Qui est pour ? Personne. C'est un vote majoritaire contre la proposition de dissolution du syndicat et 2 abstentions.

AFFAIRE N° 107 : HORS COMMISSION - CONVENTION EN VUE DE L'EXERCICE TRANSITOIRE DES COMPETENCES NOUVELLES DE LA METROPOLE AVEC LES COMMUNES – VOLET OPERATIONNEL ET FINANCIER - AVENANTS N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Max Lévi ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 108 : HORS COMMISSION - MANDAT SPECIAL (MISSION ET REPRESENTATION) DES ELUS - PRISE EN CHARGE - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui veut des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 109 : HORS COMMISSION - ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES - DELEGATIONS PERMANENTES - MODIFICATIONS - APPROBATION

Monsieur le Président

Il s'agit de modifier, dans le cadre du transfert de compétences, les délégations du Président. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 110 : HORS COMMISSION - AVENANT N°1 DE PROLONGATION DE DELAI – MARCHE N°2777 PRESTATIONS SCENOGRAPHIQUES DES MANIFESTATIONS ET OPERATIONS EVENEMENTIELLES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès d'Abdi El Kandoussi ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 111 : HORS COMMISSION - ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICES DE TRAITÉURS - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - LANCEMENT DE LA CONSULTATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès d'Isabelle Guiraud ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 112 : HORS COMMISSION - CONSEIL DE DEVELOPPEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADHESION AUX ORGANISMES EXTERIEURS - COORDINATION NATIONALE DES CONSEILS DE DEVELOPPEMENT - AUTORISATION

Monsieur le Président

Qui veut des explications complémentaires ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 113 : HORS COMMISSION - OUVERTURE DES MAGASINS LE DIMANCHE-LOI 2015-990 DU 6 AOUT 2015 POUR LA CROISSANCE, L'ACTIVITE ET L'EGALITE DES CHANCES ECONOMIQUES-AVIS DE LA METROPOLE

Monsieur le Président

Je vous explique comment est la loi. La loi Macron autorise jusqu'à douze dimanches d'ouverture dans l'année. Si les communes le souhaitent, la Métropole doit acter la décision de chacune des communes et la délibération finale de la Métropole est la somme des délibérations communales, chaque commune étant libre de dire ce qu'elle souhaite en termes d'ouverture le dimanche. Les communes doivent délibérer après la Métropole. C'est pour cela qu'au sein du Conseil municipal de Montpellier, nous délibérerons demain.

Pour ce qui est de la commune de Montpellier, nous avons réuni un certain nombre d'acteurs commerciaux, des concessionnaires de voitures, des magasins de meubles, des chausseurs, des vendeurs, des fleuristes, etc. la Chambre des Métiers, la CAPEB, la Chambre de Commerce et nous avons négocié une ouverture à sept dimanches dans l'année. Je vous donne ce point de vue pour vous donner un peu la température de la ville de Montpellier. Je sais que d'autres communes délibéreront sur des ouvertures plus larges parce qu'elles ont des hypermarchés, des zones commerciales spécifiques, parce qu'elles ont une activité touristique particulière. Chaque Maire et Conseil municipal sont responsables de l'ouverture le dimanche.

Monsieur Rouilleault.

Monsieur ROUILLEAULT

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues, c'est une nouvelle compétence, comme vous venez de le dire, à la fois pour les communes et pour l'EPCI que nous sommes. Moi, comme c'est un sujet extrêmement sensible, qui concerne certes les communes, mais aussi d'autres acteurs (les salariés, les entreprises de commerce et les usagers), je souhaiterais la mise en place d'un comité de suivi qui rassemble les différentes parties prenantes et qui permette de suivre ce sujet sensible. Il y a des questions sur la rémunération, la compensation, le volontariat, l'efficacité économique par rapport au tourisme. Il y a des sujets extrêmement sensibles et je connais des organisations qui seraient extrêmement intéressées d'avoir de la visibilité à travers un tel comité de suivi.

Monsieur le Président

Je vais vous répondre ce que Madame Jannin a dit tout à l'heure pour l'urbanisme. La décision est essentiellement communale. Ce sont des décisions communales et dans ce cas, la Métropole agit comme une chambre d'enregistrement, mais on peut faire un suivi annuel.

Monsieur ROUILLEAULT

Moi, je propose un comité de suivi annuel pour savoir ce qui se passe en la matière. C'est un sujet qui est extrêmement sensible, à la fois pour la vie des gens et pour la vie des salariés.

Monsieur le Président

Madame Guiraud.

Madame GUIRAUD

Juste pour donner une précision à Monsieur Rouilleault. Pour ce qui me concerne, j'ai reçu des organisations syndicales pour discuter de ce sujet. Moi, je suis partisane de laisser les entreprises choisir, je ne suis pas là pour empêcher les entreprises de travailler, mais l'accord de la commune de Saint Jean de Védas a été bien entendu subordonné à l'avis des organisations syndicales et nous avons prévu de nous revoir dans un an pour faire le bilan de cette année.

Monsieur le Président

C'est à peu près ce que font toutes les communes : une évaluation au bout d'un an. De toute façon, c'est ce que l'on fait sans la loi Macron. Quand il y a des ouvertures des jours de fêtes, les Maires font cela.

Monsieur ROUILLEAULT

Là, on passe de cinq à douze.

Monsieur le Président

Ce n'est pas obligé.

Monsieur ROUILLEAULT

On passe potentiellement de cinq à douze. Je pense que cela mérite un suivi. Il y a des effets de tâche d'huile d'une commune à l'autre sur de tels sujets. Cela mérite un regard d'évaluation et de suivi métropolitain.

Monsieur le Président

Il est hyper libéral ce Macron ! Nous avons été très mesurés sur la loi Macron.

Je vais vous dire les communes : cinq communes ont sollicité l'avis du Conseil de Métropole : le Crès qui a choisi 12 dimanches, sachant que pour les automobiles, le nombre est toujours de 6, ce qui est valable pour toutes les communes et calé sur les mêmes dates, Lattes où il y en a 12 dimanches, Pérols 12, Montpellier 7 et Saint Jean de Védas 9 pour l'équipement foyer électroménager et 2 de plus pour les équipements de la personne, culture et loisir.

Monsieur ROUILLEAULT

Et est-ce qu'on fait un comité de suivi ?

Monsieur le Président

C'est communal, le comité de suivi.

Monsieur ROUILLEAULT

La loi Macron donne une compétence à l'EPCI qui motive ma proposition.

Monsieur le Président

On fera un tableau. On est obligé de le regarder chaque année de toute façon.

Je vais mettre aux voix l'affaire 113. Qui est contre ?

Monsieur ROUILLEAULT

Pour la raison que je viens d'évoquer et non pas sur le fond.

Monsieur le Président

Cela me fait plaisir de voir des Socialistes voter contre la loi Macron ! Au moins, cela prouve qu'ils ont toujours l'esprit critique et qu'ils ne sont pas dévitalisés.

Monsieur ROUILLEAULT

On ne fait pas de politique politicienne, je suis contre pour le motif que je viens d'expliquer.

Monsieur le Président

D'accord. Qui est contre ? Monsieur Rouilleault et Monsieur Martin. Qui s'abstient ? M Revol.

AFFAIRE N° 114 : HORS COMMISSION - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITE - PORTAGE SALARIAL DE LA REPRESENTANTE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE A CHENGDU (CHINE) - CONVENTION AVEC EUPIC – CONVENTION AVEC LE CENTRE DES FRANÇAIS A L'ETRANGER - FRAIS DE FONCTIONNEMENT - AUTORISATION DE FINANCEMENT ET DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Abstentions ? Adoptée.

Je voudrais vous souhaiter de bonnes fêtes de fin d'année. Avant d'aller souper ensemble, je voudrais simplement vous indiquer que les vœux de la Métropole se tiendront le 12 janvier à 18 heures 30. Cette année, nous avons souhaité inviter nombre de Présidents de Communautés de communes voisines, nombre de Maires, nombre de Parlementaires, de Conseillers départementaux, de Sénateurs, Députés, le ressort de la Métropole. Bonne soirée à tous et merci.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.